

RAPPORT

ISS | INSTITUT D'ÉTUDES
DE SÉCURITÉ

CARTOGRAPHIE DE LA CRIMINALITÉ ORGANISÉE ET DE LA VIOLENCE AU CAMEROUN

Dynamiques, acteurs et enjeux sécuritaires dans un
contexte de conflits armés et d'extrémisme violent

Raoul Sumo Tayo | Aïcha Pemboura

REMERCIEMENTS

Les auteurs tiennent à remercier toutes les personnes qui ont accepté de participer à ces travaux de recherche, en particulier les autorités policières camerounaises, les forces de défense, ainsi que le personnel du Secrétariat permanent du Comité des chefs de police de l'Afrique centrale. Ils remercient également les évaluateurs internes et externes.

À PROPOS DES AUTEURS

Raoul Sumo Tayo est chercheur principal sur l'Afrique centrale à l'Observatoire d'Afrique centrale sur la criminalité organisée et la violence. Il était auparavant chercheur principal pour le projet ENACT basé à Yaoundé, au Cameroun, au sein de l'Institut d'études de sécurité (ISS), qu'il a rejoint en juin 2024. Il a également travaillé pour le Small Arms Survey, le Centre d'Études et de Recherche en Paix, Sécurité et Intégration (CERPSI), l'Université de Maroua et le Centre d'études stratégiques et des innovations de Yaoundé. Il a étudié la sociologie à l'Université de Liège et l'histoire des relations internationales à l'Université de Yaoundé I, où il a obtenu son doctorat.

Aïcha Pemboura est chercheuse à l'Observatoire d'Afrique centrale sur la criminalité organisée et la violence de l'ISS, basé à Yaoundé, au Cameroun. Elle a collaboré avec des structures de renom telles que l'United States Institute of Peace, l'Observatoire Boutros-Boutros Ghali, le Collège des Hautes Études de Sécurité et de Défense de Kinshasa et l'École de Maintien de la Paix Alioune Blondin Bèye de Bamako. Ses recherches portent sur les politiques de sécurité publique, le maintien de la paix et l'extrémisme violent. Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques.

© 2026 Institut d'études de sécurité.

Tous droits réservés.

Les droits d'auteur sur la publication dans son ensemble appartiennent à l'auteur et à l'ISS et toute reproduction, même partielle, est interdite sans l'autorisation écrite et expresse des auteurs et de l'éditeur. Les opinions et analyses exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'ISS, de ses administrateurs, des membres de son conseil consultatif ou de ses donateurs. Les auteurs contribuent aux publications de l'ISS à titre personnel.

Couverture: © Michael D. Kock via Getty Images

À propos de l'ISS

L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats afin de renforcer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

www.issafrika.org

Sommaire

Acronymes et abréviations.....	ii
Résumé exécutif	1
Méthodologie	2
Principales conclusions et recommandations.....	3
Introduction	4
Brève présentation des marchés criminels.....	5
Cartographie des principales zones de crise au Cameroun.....	7
Des monts Mandara au lac Tchad : extrémisme violent et recrudescence de la criminalité transfrontalière	8
Les acteurs criminels.....	10
Les activités criminelles	12
Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun à l'épreuve de l'économie de conflit	21
Les acteurs criminels.....	23
Les activités criminelles	24
La frontière orientale : l'Est, l'Adamaoua et le Nord au croisement des transmigrations criminelles et des trafics illicites	32
Les acteurs	34
Les modes opératoires.....	38
Conclusion	47
Recommandations.....	49
Notes.....	52

Acronymes et abréviations

3R	Retour, Réclamation et Réhabilitation
ADF	<i>Ambazonia Defence Forces</i>
AGC	<i>Ambazonia Governing Council</i>
ANTIC	Agence nationale des technologies de l'information et de la communication
CCPAC	Comité des chefs de police d'Afrique centrale
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
E EI	Engins explosifs improvisés
EIAO	État islamique en Afrique de l'Ouest
ISS	Institut d'études de sécurité
JAS	<i>Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'Awati Wal-Jihad</i>
ONU DC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
RCA	République centrafricaine
SOC ADEF	<i>Southern Cameroon's Defense Forces</i>
UPC	Unité pour la Paix en Centrafrique





Résumé exécutif

Le Cameroun est confronté à d'importants défis liés à la criminalité organisée, aux conflits armés et à l'extrémisme violent. Il fait face au terrorisme de Boko Haram et de ses factions à l'Extrême-Nord, au séparatisme dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, aux incursions de rebelles centrafricains à l'Est et au banditisme rural et transfrontalier dans plusieurs régions. Dans toutes les zones concernées, la présence de réseaux criminels organisés et transnationaux contribue à l'exacerbation des conflits et à la perpétuation de la violence. Le présent rapport s'intéresse aux dynamiques, aux acteurs et aux enjeux sécuritaires liés à la criminalité organisée et à la violence au Cameroun. Il décrit les tendances dominantes et émergentes en matière de criminalité organisée et de violence, en mettant l'accent sur les régions touchées par les conflits armés et l'extrémisme violent.

Une approche diachronique, thématique, territorialisée et croisée a permis de proposer une cartographie des activités criminelles au Cameroun, en faisant ressortir celles qui facilitent le financement des groupes armés et entraînent la perpétuation de la violence. Cette approche prend en compte la dimension territoriale dans la structuration de la criminalité au Cameroun. Elle s'appuie à la fois sur des sources secondaires et des données primaires. Dans les différents bassins stratégiques identifiés, l'analyse croisée des acteurs, des activités et des territoires a permis de mettre au jour une situation de polyvalence des acteurs, une hybridité des activités criminelles et une dimension transfrontalière des intervenants et des dynamiques criminelles. Des dynamiques de renouvellement et d'urbanisation du banditisme au contact de l'extrémisme violent ont été mises en évidence, ainsi qu'un élargissement des acteurs, des cibles et des moyens d'action. Les acteurs tirent par ailleurs profit de la situation dans laquelle se trouvent les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, où la lutte politique et la criminalité organisée s'inscrivent dans des logiques d'imbrication. Dans ces régions, il est observé une logique de territorialisation des groupes, ainsi que de reconfiguration constante et de « factionnalisation » croissante des groupes armés. En outre, il a été relevé une collusion opérationnelle et logistique entre des groupes armés et des groupes criminels, des séparatistes et des pirates nigériens. Dans le bassin stratégique de l'Est du Cameroun, le système d'interconnexion criminelle, qui est caractérisé par une perméabilité entre les acteurs, crée un écosystème criminel résilient. De plus, dans ce bassin stratégique, il a été constaté un système de violence qui est perpétué par des

activités criminelles. Parallèlement, certaines pratiques pastorales, autrefois tolérées, sont désormais considérées comme des infractions, témoignant d'une criminalisation progressive du pastoralisme. Cette évolution s'accompagne d'une normalisation des crimes liés au pastoralisme (vols de bétail, enlèvements et meurtres de bergers et d'éleveurs) et d'une transformation de l'économie pastorale en un instrument de criminalité. Dans les trois bassins stratégiques identifiés, l'activité criminelle permet aux groupes armés non étatiques d'assurer leur financement.

Une fois certaines questions restées en suspens et nécessitant davantage d'études répertoriées, il est formulé des recommandations à l'intention de l'État camerounais et de ses partenaires, qui doivent adapter leurs interventions afin de mieux juguler les économies criminelles, tout en réaffirmant la primauté des besoins de la population dans la définition des priorités en matière de sécurité.

Méthodologie

La méthodologie adoptée pour la production de ce rapport repose sur une combinaison d'approches qualitatives et quantitatives, mobilisant à la fois des sources secondaires et des données primaires. Dans un premier temps, il a été réalisé une analyse documentaire approfondie qui s'est appuyée sur des travaux universitaires, des rapports d'organisations internationales et régionales, ainsi que sur des publications d'ONG spécialisées. Cette analyse a permis d'identifier les tendances dominantes et émergentes de la criminalité organisée au Cameroun, tout en soulignant leurs liens avec les conflits armés et l'extrémisme violent. Dans un second temps, pour élaborer ce rapport, il a été mené des recherches de terrain avec l'appui de consultants participant à la production de rapports thématiques préliminaires. Des entretiens semi-directifs ont été menés auprès de différents acteurs : responsables des forces de défense et de sécurité, autorités administratives, représentants d'organisations de la société civile, journalistes, universitaires et lanceurs d'alerte. Ces données primaires ont permis de compléter et de mettre en perspective les constats issus de l'analyse documentaire, en apportant une perspective locale et actualisée. L'analyse repose sur une approche par bassins stratégiques qui permet d'identifier les continuités, les évolutions récentes et les tendances émergentes en prenant en compte la dimension territoriale dans la structuration de la criminalité au Cameroun. Cette démarche est plus efficace que l'approche sectorielle pour recenser les cas où prédominent une polyvalence des acteurs, une hybridité des activités criminelles et une dimension transfrontalière des acteurs et des dynamiques criminelles. Une attention particulière a en outre été portée à la triangulation des sources afin de garantir la fiabilité des informations.

Enfin, conformément aux normes éthiques en matière de recherche, il a été obtenu un consentement éclairé systématique et il a été préservé, autant que nécessaire, l'anonymat des participants. Grâce à la méthode de recherche, il a été identifié les tendances majeures, les menaces émergentes et les facteurs susceptibles d'influencer l'évolution de la criminalité organisée au Cameroun, ainsi que son impact sur les dynamiques des conflits et sur l'extrémisme violent. L'analyse systémique et dynamique de la criminalité organisée au Cameroun permet de formuler des recommandations adaptées aux réalités locales.

Principales conclusions et recommandations

L'analyse des tendances dominantes et émergentes en matière de criminalité organisée et de violence au Cameroun met en évidence les logiques territoriales sur lesquelles repose la structuration des marchés criminels. Elle permet surtout de montrer ce qui suit :

- Dans toutes les zones en crise au Cameroun, la présence de réseaux criminels organisés et transnationaux contribue à l'exacerbation des conflits et à la perpétuation de la violence.
- Les criminels exploitent les contextes de crise pour diversifier leurs moyens d'action, créant ainsi un système caractérisé par la polyvalence des acteurs, l'hybridité des activités criminelles et la dimension transfrontalière des dynamiques criminelles.
- La collusion opérationnelle et logistique entre des groupes armés et des groupes criminels accentue l'imbrication entre la lutte politique et la criminalité organisée.
- Les activités criminelles, telles que les prises d'otages, le vol de bétail, la contrebande, le trafic d'armes et de produits psychotropes, les transferts informels de fonds et la cybercriminalité, occupent une place importante dans l'économie politique des groupes armés non étatiques en constituant notamment des sources essentielles de financement.

Pour que l'État camerounais et ses partenaires adaptent leurs interventions et jugulent mieux les économies criminelles identifiées, le rapport préconise ce qui suit :

- Le renforcement des capacités, notamment en matière de lutte contre la criminalité organisée, des personnels des départements ministériels chargés de la justice, des mines, de l'environnement, des finances, de la faune et de la flore, de l'élevage et des pêches. Sont particulièrement concernés les personnels en service dans les zones frontalières et les bassins stratégiques identifiés dans ce document.
- La création de mesures d'incitation institutionnelle vertueuse, se concrétisant sous la forme de primes aux fonctionnaires participant aux opérations de saisie de produits du crime, afin de réduire l'attractivité économique des activités criminelles et de dissuader la corruption des fonctionnaires chargés de l'application des lois.
- La destination au financement de la lutte contre la criminalité organisée des produits de certaines saisies aux frontières (pierres, métaux précieux, bois, etc.), des gels et des confiscations liées au blanchiment de capitaux.
- La prévention de la récidive au moyen de mécanismes de suivi des ex-pensionnaires des centres de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et des acteurs de la criminalité organisée qui sont libérés de prison.



Introduction

Le Cameroun est actuellement confronté à une transformation progressive de son paysage sécuritaire, caractérisée par l'imbrication croissante de la criminalité organisée, de la violence armée et des dynamiques économiques informelles. Cette évolution s'inscrit dans un contexte national et régional marqué par l'intensification des flux de biens et de capitaux et du mouvement des acteurs, ainsi que par de profonds bouleversements de la gouvernance et des formes d'autorité. Dans ce contexte, les économies criminelles ne sont plus des phénomènes marginaux ou opportunistes, mais elles participent pleinement à la structuration des dynamiques de violence et à la reconfiguration des rapports de force à différents niveaux.

Plusieurs facteurs contribuent à l'essor de la criminalité organisée au Cameroun. D'une part, les contraintes liées au contrôle territorial effectif, notamment dans certaines zones périphériques et frontalières, créent des espaces propices au développement d'activités illicites. D'autre part, la position géographique du pays, au carrefour de l'Afrique centrale et de l'Ouest, en fait un point de transit stratégique pour de nombreux flux transnationaux, légaux et illégaux¹. Par ailleurs, des facteurs socio-économiques persistants, tels que l'inégalité d'accès aux ressources, le chômage des jeunes et la marginalisation de certaines communautés, favorisent l'intégration d'individus dans les réseaux criminels, souvent perçus comme des alternatives économiques viables².

Ces différents facteurs sont interdépendants et font entrer en jeu des mécanismes complexes d'interactions qui renforcent la résilience et l'adaptabilité des réseaux criminels. Les filières de trafic (ressources naturelles, armes, biens de consommation, prises d'otages contre rançon) ont tendance à se croiser, c'est-à-dire à converger et à collaborer, en favorisant des interactions directes entre acteurs et des échanges de compétences criminelles, et à se consolider mutuellement. Ces liens favorisent l'émergence d'acteurs hybrides impliqués dans des activités économiques, sociales et criminelles et capables d'opérer à l'interface des sphères formelle et informelle. Ainsi, les économies criminelles s'intègrent à de véritables chaînes de valeur, englobant les fonctions d'approvisionnement, de transport, de transformation et de distribution, qui ont souvent une dimension transnationale.

Dans ce contexte, la gouvernance nationale joue un rôle central, tant pour contrecarrer ces dynamiques que pour en accompagner l'évolution. Les mesures institutionnelles et sécuritaires mises en œuvre

témoignent d'une volonté de lutter contre la montée de la criminalité. Toutefois, certains problèmes perdurent, notamment en ce qui concerne la coordination interinstitutionnelle, l'application effective des normes, entendues comme l'ensemble des dispositions légales et réglementaires, et la couverture territoriale des services publics. Ces problèmes peuvent, dans certains contextes, être exploités par les acteurs criminels, qui développent des stratégies d'adaptation et de contournement. En outre, l'existence de pratiques informelles et de mécanismes de régulation locaux contribue à redéfinir les relations entre les populations, les autorités et les réseaux criminels, parfois dans des cadres de coexistence ou de complémentarité³.

Une analyse diachronique de ces phénomènes révèle une évolution significative au cours de la dernière décennie. On observe en effet une diversification des activités illicites, une sophistication accrue des méthodes opérationnelles et une professionnalisation des acteurs impliqués. Les réseaux criminels tendent à opérer au sein de structures de plus en plus rigides, s'appuyant sur des relais locaux et des connexions régionales et internationales. Cette évolution s'accompagne d'une intensification des flux transfrontaliers et de l'intégration progressive du Cameroun dans des circuits criminels plus vastes, reliant les zones de production aux marchés de consommation à l'échelle continentale et mondiale.

Dans ce contexte, une question centrale se pose : comment les économies criminelles contribuent-elles à structurer, transformer et perpétuer la dynamique de la violence au Cameroun, au-delà de leur simple coexistence avec les crises sécuritaires ? Partant de ce constat, le présent rapport vise à analyser la dynamique, les acteurs et les réseaux de la criminalité organisée au Cameroun, à comprendre les interactions avec les contextes sécuritaires et territoriaux, et à éclairer les réponses institutionnelles par des recommandations adaptées aux réalités nationales et régionales.

Brève présentation des marchés criminels

Le présent rapport porte sur neuf marchés criminels qui ont été retenus en raison de leurs liens avec le financement des groupes armés et la perpétuation de la violence dans les trois principaux bassins stratégiques du Cameroun en proie aux conflits armés et à l'extrémisme violent. Ces champs d'activités criminelles sont les suivants :

Trafic de stupéfiants et de substances psychotropes : En 2025, il a été recensé 430 affaires liées au trafic de cannabis, de tramadol, de cocaïne et d'amphétamine au Cameroun. Les commanditaires, les recruteurs et les transporteurs ou mules font de plus en plus preuve d'ingéniosité et multiplient les voyages vers les pays ne présentant aucun risque. Ils dissimulent la drogue dans le double fond des valises, les sacs et les sachets de thé, les boîtes de médicaments, ainsi que dans des unités centrales d'ordinateurs et utilisent parfois du papier aluminium ou toute autre matière ne laissant pas transparaître le contenu des colis aux rayons X⁴. Entre janvier et août 2024, les services de police ont recensé 470 affaires concernant notamment du trafic de cannabis, de tramadol, de cocaïne et d'amphétamines⁵. En 2024, les services de police ont saisi 24,5 kg de cocaïne en provenance du Brésil, en particulier de São Paulo. Ils ont également saisi 8 415 800 comprimés de tramadol et 5 614 tonnes de cannabis⁶. Ce trafic est, pour l'essentiel, contrôlé par des groupes armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. La consommation de drogues influence le comportement des parties en conflit, y compris celui des soldats corrompus.

Trafic d'armes, de précurseurs d'explosifs et de composants d'engins explosifs improvisés : Le trafic de précurseurs chimiques et de composants d'engins explosifs improvisés (EEI) alimente les groupes armés dans les régions du Nord-Ouest, du Sud-Ouest et de l'Extrême-Nord du pays. En 2024,

86 saisies d'EEI ont été recensées au Cameroun⁷. En 2025, ces dispositifs ont fait 99 victimes, dont 36 morts au Nord-Ouest, 30 au Sud-Ouest et 33 à l'Extrême-Nord⁸.

Prises d'otages avec demande de rançon (y compris le chantage) : Les prises d'otages surviennent principalement dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ainsi que l'Extrême-Nord. Ce phénomène s'est cependant étendu dans l'ensemble du pays et ce mode d'action est désormais utilisé par des groupes criminels en zone urbaine. Dans les régions septentrionales (Adamaoua, Extrême-Nord, Nord), cette forme de banditisme rappelle les razzias d'antan⁹. Les prises d'otages sont des sources additionnelles de financement des groupes armés dans un environnement de tarissement d'autres mécanismes¹⁰.

Vol et trafic de bétail : Combiné aux prises d'otages d'éleveurs ou de leurs proches, le vol de bétail est perpétré par toutes les catégories de groupes armés (terroristes, criminels, politico-militaires). Les revenus qui en découlent rentrent dans les circuits de financement du terrorisme et de blanchiment des capitaux. Il en résulte des déplacements forcés de communautés pastorales, voire leur déclassement économique et social.

Contrebande : Dans les zones subissant les attaques terroristes et séparatistes, les groupes armés se livrent à la contrebande d'armes, de munitions, de médicaments, d'aliments et de bétail, et en tirent des bénéfices. Boko Haram et les groupes armés opérant dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest tirent parti de réseaux de contrebandiers préexistants afin d'écouler le fruit du racket et du pillage et pour assurer leurs divers approvisionnements.

Transferts informels de fonds (y compris le *hawala*) : Phénomène en essor au Cameroun, le transfert informel de fonds participe au blanchiment de capitaux. Cette activité organisée en réseau informel de courtiers permet d'assurer le transfert de fonds d'un lieu à l'autre, souvent vers ou depuis l'étranger. Elle est principalement pratiquée dans les grandes métropoles du pays, souvent près des hôtels, des aéroports, des centres commerciaux ou de tout autre lieu concentrant des acteurs économiques transnationaux.

Blanchiment de capitaux : Le blanchiment des capitaux s'opère notamment dans l'immobilier, les placements offshore, les transferts de fonds vers des comptes bancaires à l'étranger, l'achat de biens de valeur et de devises étrangères, la prise de participation dans le capital de grandes sociétés, les investissements dans les domaines industriels, agricoles ou commerciaux (quincailleries, vente d'objets d'art), l'achat de cryptomonnaies ou de cryptoactifs.

Criminalité environnementale : Les bandes armées agissant à la frontière avec la République centrafricaine (RCA) se livrent au trafic de pierres précieuses (or et diamant) et au braconnage transfrontalier de grands mammifères et prélèvent des taxes sur la coupe illégale de bois. Il existe un enchevêtrement d'illégalités, caractérisé par la présence de multiples activités illicites et d'acteurs divers qui n'agissent pas isolément, mais interagissent entre eux en dehors du cadre légal. Ces acteurs agissent de manière opportuniste, car l'instabilité alimente leurs opérations.

Cybercriminalité : Entre janvier et août 2024, il a été recensé 385 affaires au Cameroun. Les formes les plus récurrentes de cybercriminalité comprennent les faux placements ou investissements (253 affaires), les ransomwares, l'usurpation d'identité par voie électronique (32 affaires), le vol de monnaie électronique (55 affaires), la diffamation par voie électronique (31 affaires) et le cyberharcèlement (14 affaires). Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, en particulier, le recours aux cryptomonnaies permet de mobiliser discrètement des financements extérieurs et de percevoir les rançons. En 2025, il a été recensé

1 289 affaires de cybercriminalité dans le pays, principalement des arnaques liées aux prêts en ligne, des vols de monnaie électronique, du cyberchantage, de l'usurpation d'identité, de l'escroquerie par de faux investissements en cryptomonnaie, du piratage d'adresses e-mail et des arnaques lors d'échanges de cryptomonnaie contre de la monnaie physique aux fins de commerce ou via de faux sites en ligne.

Les formes de criminalité retenues dans cette cartographie sont étroitement liées à la perpétuation de la violence, car elles fragilisent les capacités de cohésion sociale, économique et fiscale, ainsi que celles de la gouvernance de l'État camerounais, exacerbent la concurrence autour des ressources et permettent aux groupes armés d'accéder à d'autres sources de financement¹¹. Dans ce contexte, la pluridimensionnalité des menaces criminelles alimente directement les conflits armés, crée un cercle vicieux de violence et accroît la vulnérabilité politique et sociale. Au lieu de produire une représentation géographique de chacun des marchés criminels retenus, ce travail de recherche offre une perspective transversale intégrée qui prend en compte les trois bassins stratégiques identifiés, ainsi que les dynamiques transfrontalières et transnationales.

Cartographie des principales zones de crise au Cameroun

Le Cameroun fait face à une dégradation multisectorielle de son climat sécuritaire depuis plus d'une décennie, alors qu'il était auparavant considéré comme un havre de paix et de stabilité en Afrique centrale. En raison de sa position géographique stratégique, le pays est frappé par des crises de toutes sortes : actes terroristes transfrontaliers, conflits identitaires et pressions des rebelles liées à l'instabilité des pays voisins.

Aujourd'hui, le pays demeure confronté à une triple menace asymétrique – l'extrémisme violent, le séparatisme et le banditisme rural et transfrontalier lié aux incursions de rebelles centrafricains –, qui fragilise l'intégrité de ses frontières et sa cohésion interne, contraignant l'État à mobiliser ses forces de défense sur trois fronts distincts aux racines sociopolitiques et opérationnelles spécifiques (liées aux modes d'action, aux capacités et à l'organisation des groupes armés). Selon la cartographie actuelle des zones de crise, le territoire est fragmenté en trois grands fronts. À l'Extrême-Nord, les départements du Mayo-Tsanaga, du Mayo-Sava et du Logone-et-Chari restent le théâtre d'attaques menées par des factions de Boko Haram. Sur le flanc Est, les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord subissent les effets de la porosité des zones frontalières avec la République centrafricaine (incursions de rebelles et prises d'otages). Enfin, la partie occidentale du pays est en proie à une violente insurrection séparatiste, portée par les revendications identitaires internes des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.



Des monts Mandara au lac Tchad : extrémisme violent et recrudescence de la criminalité transfrontalière

Au cours des quinze dernières années, la zone s'étendant des monts Mandara au lac Tchad a connu une dégradation progressive de sa situation sécuritaire. Alors qu'elle était initialement le théâtre de formes classiques de banditisme rural et transfrontalier, telles que les embuscades, les vols de bétail et les vols à main armée sur les routes¹², cette zone a vu progressivement sa situation évoluer en raison de l'émergence de l'extrémisme violent, des groupuscules issus du mouvement Boko Haram y perpétrant des actes depuis 2013¹³. Cette évolution a transformé la dynamique de la violence, avec une multiplication des attaques, des enlèvements et des activités illicites. Dans un contexte marqué par la porosité des frontières, l'insuffisance du contrôle étatique et la précarité des conditions socio-économiques, la collusion entre le terrorisme et la criminalité organisée s'accroît. Cette évolution a été renforcée par la scission du mouvement Boko Haram en 2016 entre factions rivales, notamment entre le Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'awati Wal-Jihad (JAS) et l'État islamique en Afrique de l'Ouest (EIAO), ce qui a contribué à la fragmentation des acteurs armés et à une propagation plus diffuse, mais persistante, de la violence¹⁴. Les groupes issus de Boko Haram, désormais fragmentés, continuent d'exploiter les failles sécuritaires et les facteurs de vulnérabilités locales.

Parallèlement, les mesures de sécurité, bien qu'importantes, ont donné des résultats mitigés. Si elles ont permis de contenir certaines offensives majeures, elles n'ont pas suffi à instaurer une stabilité durable dans la région. Au contraire, elles ont contribué à la réorganisation des groupes armés en unités plus mobiles, discrètes et résilientes, capables de s'intégrer aux économies locales. Dans ce contexte, la criminalité s'est progressivement diversifiée et intensifiée, en s'appuyant sur d'anciens réseaux transfrontaliers et sur de nouvelles possibilités découlant de la situation d'insécurité. Les enlèvements contre rançon, le trafic de bétail, de drogue et d'armes, ainsi que la piraterie lacustre ne sont plus des phénomènes isolés, mais font désormais partie intégrante d'économies criminelles

pleinement intégrées. Cette évolution s'accompagne d'une insécurité croissante dans la vie quotidienne de la population, d'une érosion de l'autorité de l'État dans certaines zones et d'une difficulté accrue à distinguer clairement les acteurs criminels des groupes armés, ce qui complexifie davantage la réponse sécuritaire et institutionnelle.

Le bassin stratégique de l'Extrême-Nord du Cameroun comprend la région du même nom et le département du Mayo-Louti dans la région du Nord. Il intègre plusieurs sous-ensembles : le lac Tchad et le couloir transfrontalier des monts Mandara au Serbewel, où se déploient les factions armées issues de Boko Haram (JAS et EIAO), ainsi que le département du Mayo-Louti, situé en face de l'État d'Adamawa, au Nigéria. Le Mayo-Louti est une zone de trafic et de recrudescence des enlèvements. Le bassin comprend également la vallée du Logone, qui s'étire du Mayo-Danay au Logone-et-Chari, le long de la frontière tchadienne. Il s'agit d'une zone de conflits intercommunautaires, de rixes entre populations frontalières et d'insécurité liée aux enlèvements et au vol de bétail en période de transhumance.

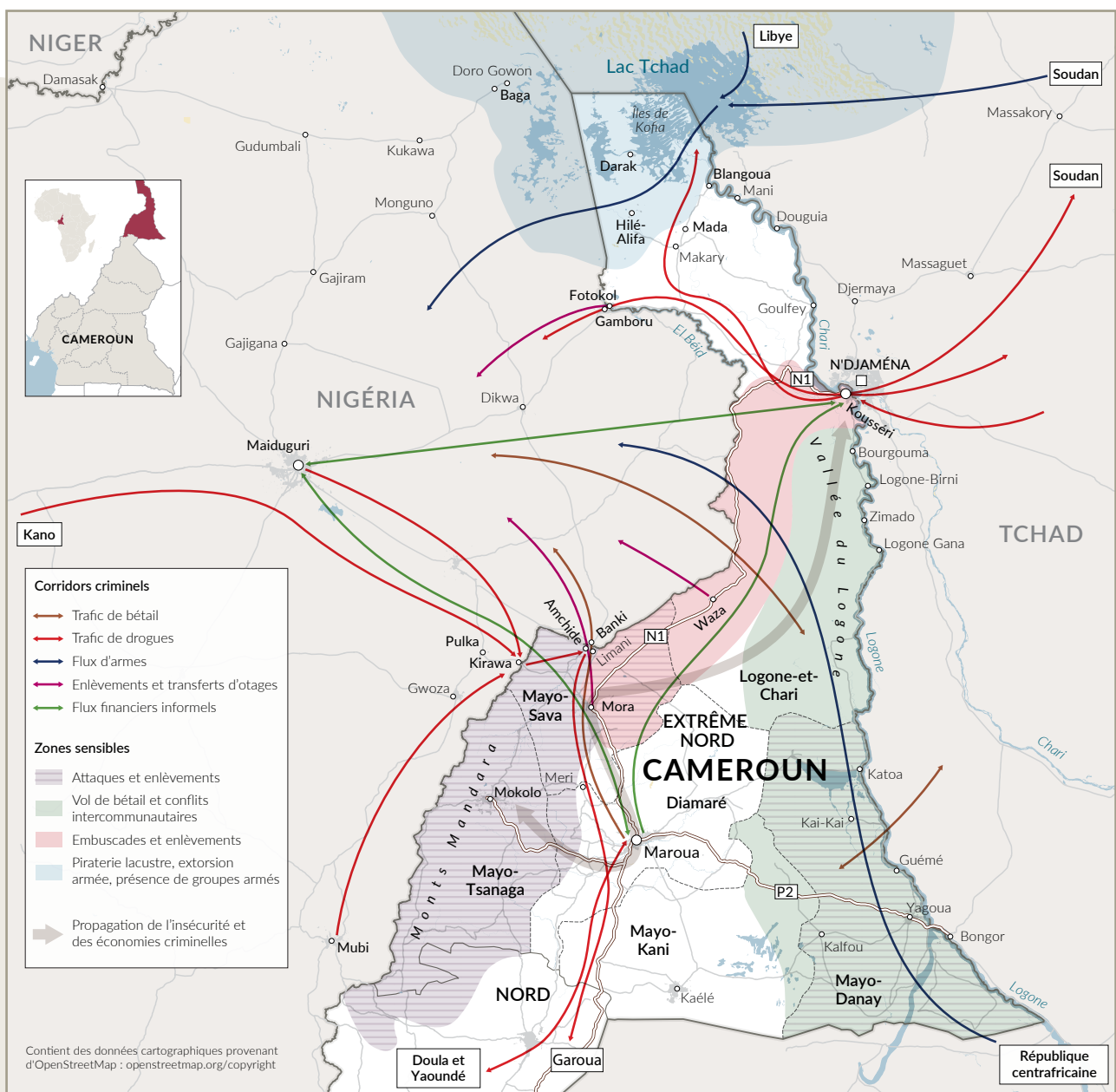


FIGURE 1 La criminalité dans les régions de l'Extrême-Nord et du Nord du Cameroun.

Les acteurs criminels

Les acteurs criminels dans ce bassin stratégique peuvent être regroupés en trois grandes catégories dites « fluides », dans la mesure où les acteurs – les acteurs du banditisme rural et transfrontalier, les groupes armés de la mouvance Boko Haram et ceux de la mouvance EIAO – peuvent passer d'une catégorie à une autre.

Les groupes de bandits

Le banditisme est la forme la plus ancienne de criminalité organisée dans cette zone. Depuis les années 1980, il a muté au gré du contexte local et régional, ainsi que des vulnérabilités. Les principaux modes d'action des bandits ont longtemps été les embuscades sur les voies publiques (d'où le nom « coupeurs de route »), le siège de villages et les razzias de bétail. Puis, au début des années 2000, les bandits se sont mis aux prises d'otages. Sous ses différentes motivations et variantes, le phénomène des coupeurs de route s'est imposé comme « une modalité de la violence génératrice de revenus dans un univers favorable à l'entrepreneuriat du crime »¹⁵. Le contexte de crise plurielle, qui sévit depuis une quinzaine d'années en raison de la présence de Boko Haram, a redynamisé le banditisme à la frontière avec le Nigéria, où la collusion entre criminalité et terrorisme prend une forme tacite.

Cette nouvelle forme de banditisme combine les formes de criminalité antérieures tout en instrumentalisant le label « Boko Haram ». Le concept de terrocriminalité sied à l'émergence d'un banditisme caractérisé par des embuscades, des prises d'otages et des pillages de villages perpétrés lors d'attaques meurtrières, qui s'apparentent à celles menées par les adeptes de groupes extrémistes violents. Les prises d'otages consécutives aux embuscades sur la route entre Waza et Mora sont si fréquentes qu'elles sont devenues, au second semestre de l'année 2025, le marché criminel émergent de cette zone. On est en présence d'une modalité d'hybridation criminelle caractérisée par une logique de pillage rappelant les razzias d'antan : les personnes, le bétail, les motocyclettes, les vivres, l'argent ou autres biens sont emportés pour ce qu'ils rapportent. Cependant, il importe de sortir du discours sur la prédation qui laisse entendre que l'expansion du banditisme par les adeptes ou supposés membres de Boko Haram serait un signe de leur affaiblissement et d'analyser la contribution de ces attaques répétées à l'instauration d'un sentiment d'insécurité permanent. Ce sentiment entrave le retour des déplacés et fait perdurer un contexte propice aux activités criminelles multiformes, ainsi qu'aux productions criminelles et à la circulation des bandes armées. Les attaques impliquant plusieurs modes d'action sont en outre un procédé de mobilisation de fonds à l'intersection du financement du terrorisme et de l'accumulation de capital, qui s'inscrit dans un environnement où l'économie transfrontalière est structurée depuis longtemps par des logiques criminelles.

À ces dynamiques rurales et transfrontalières s'ajoute la dynamique des réseaux urbains de commanditaires, de receleurs et de bénéficiaires qui interviennent dans les activités de prise d'otages et de trafics de drogues (cannabis, tramadol et autres substances psychotropes). La généralisation de l'utilisation de la téléphonie mobile et les difficultés à tracer les utilisateurs et les transactions permettent aux réseaux criminels de collecter les rançons et les revenus des trafics, de les transférer, y compris vers les correspondants dans les pays voisins, et de les intégrer aux financements d'activités productives licites. La couverture du réseau mobile à proximité de la frontière facilite les transferts transfrontaliers. Le paiement des rançons par voie électronique est un facteur contribuant à la multiplication des prises d'otages dans les zones urbaines et rurales. Toutefois, avec ce mode de paiement, le montant de la

rançon est souvent limité par le plafond des transferts autorisés en une seule fois par les opérateurs de téléphonie mobile¹⁶. Plusieurs arrestations ont conduit au démantèlement de groupes criminels opérant depuis Maroua ou Kousséri, dont les activités comprenaient le recrutement et l'armement de bandes de ravisseurs. Le démantèlement de plusieurs groupes, qui a été révélé dans la presse, tend à montrer que les prises d'otages dans certaines zones de l'Extrême-Nord et du Nord sont le fait de groupes de proximité impliquant des membres de la communauté résidant en zone urbaine et des personnes peu soupçonnables, notamment des chefs traditionnels et des enseignants¹⁷. Ces groupes se livrent également à des vols de motocyclettes, des cambriolages de particuliers et un trafic de stupéfiants, notamment le commerce de cannabis en zones urbaines.

Au-delà du phénomène de métropolisation du banditisme, l'autre nouvelle tendance de cette forme de criminalité est la collusion entre les bandits et les réseaux djihadistes, au point que l'on considère parfois Boko Haram, à tort, comme l'héritier des contrebandiers et des coupeurs de route¹⁸. Boko Haram a certes tiré parti des réseaux de contrebande, ainsi que des moyens opérationnels souvent utilisés par les bandits, les intermédiaires de l'économie transfrontalière et toutes les autres catégories d'acteurs frontaliers, devenues prestataires de services. Toutefois, il n'y a pas de filiation entre les coupeurs de route et Boko Haram. Quelques cas individuels de reconversion ont été mis en évidence¹⁹, mais l'on ne saurait parler de dynamique de basculement.

L'exploitation des réseaux criminels existants par Boko Haram s'inscrit en réalité dans une tendance générale, car le banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad a historiquement su s'adapter aux mutations de la société, dans un « environnement socio-politique où l'instinct de survie est toujours en éveil, faisant du qui-vive la seule garantie de sécurité et de chaque homme un guerrier »²⁰. Au-delà des groupes criminels liés à Boko Haram, de nombreuses attaques attribuées aux djihadistes sont pourtant le fait de bandits²¹.

L'errance de personnes vulnérables, telles que les déplacés internes, les réfugiés et les ex-associés au sens large du Centre de transit du Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration de Meri²², est perçue au sein des communautés comme un facteur de risques, dans un contexte de recrudescence des embuscades, des enlèvements contre rançon et des incursions dans les villages. L'émergence du phénomène des « Marlian gangs²³ » dans certains camps de personnes déplacées au Nigéria constitue un signal d'alarme. Il s'agit de jeunes délinquants s'assurant en gangsters redoutables, dont la socialisation dans des contextes de violence et de pauvreté engendre des manifestations inédites de violence.

Groupes armés de la mouvance Boko Haram

La scission, dès 2016, de la mouvance djihadiste dans le bassin du lac Tchad, entre le JAS et l'EIAO, et la pression des Forces de défense et de sécurité ont favorisé la création de nombreux groupuscules résilients, qui sèment la violence et font gagner du terrain à la criminalité. Il s'agit de groupes d'une dizaine de personnes qui opèrent dans des territoires dont ils maîtrisent la géographie et connaissent les ressorts socioéconomiques et les acteurs économiques. Leurs attaques sont ciblées et souvent bien renseignées. Selon les membres des comités de vigilance interrogés par l'Institut d'études de sécurité (ISS), ces groupes sont généralement composés de personnes de différentes ethnies et de différentes religions²⁴. Entre attaques, enlèvements et pillages de récoltes, ils associent prédation et poursuite d'un conflit latent.



La carcasse d'un camion gît au bord de la route menant à Mokolo, dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Dans cette région, l'insécurité persistante favorise également l'expansion d'acteurs criminels. © Alexis Huguet/AFP via Getty Images

Groupes armés de la mouvance EIAO

Des groupuscules affiliés à l'EIAO, notamment ceux implantés dans des villages nigériens frontaliers du Mayo-Tsanaga et du Mayo-Sava, prélèvent des taxes sur les individus, les espaces marchands et les zones d'opportunités socio-économiques, telles que les zones de pêche, les voies de transhumance ou les zones de pâturage.

Les activités illicites de l'EIAO comprennent également le trafic de poisson, de bétail, d'armes et de munitions. Leurs principaux marchés se situent dans des zones soumises à leur influence, où ils assurent, en parallèle, l'approvisionnement d'autres marchés en bétail volé, en carburant dérobé, ainsi qu'en substances psychotropes destinées à alimenter les marchés de divers pays²⁵. Certaines localités, telles que Kousséri, Mada, Fotokol, Daboua, Kaya Kindiria, Gouboua, Darak, Kofia et Baga, constituent des centres névralgiques des activités de trafic dans la région du lac Tchad. L'EIAO maintient une zone d'influence sur de vastes espaces riches en ressources naturelles au sud et à l'ouest du lac ainsi que sur diverses îles. Son approche consiste à susciter l'adhésion de la population en lui apportant de l'aide, en lui faisant acte d'allégeance et en perpétuant moins de violence qu'à l'époque d'Abubakar Shekau.

Il faut tout de même noter que les bandes qui attaquent les localités du Mayo-Sava et du Mayo-Tsanaga sont si nombreuses qu'il est difficile de les relier à des sous-groupes spécifiques, ce qui explique l'atomisation du front de la guerre contre Boko Haram.

Les activités criminelles

Les économies criminelles dans le bassin stratégique des abords camerounais du lac Tchad tirent parti des activités suivantes : vol de bétail ; piraterie lacustre ; prises d'otages contre rançon ; trafic d'armes, de munitions, de composants d'engins explosifs improvisés et de produits psychotropes ; transfert informel de fonds. Ces activités contribuent au financement des conflits armés et favorisent la perpétuation de la violence.

Vol et trafic de bétail

Le vol et le trafic transfrontalier du bétail jouent un rôle prépondérant dans la résilience des groupes armés opérant dans ce bassin stratégique. Outre les vols commis de manière opportuniste par certains individus et les vols organisés par de petits groupes locaux, il est observé, lors des périodes de transhumance et de récolte, une augmentation des vols de bétail et une falsification des techniques de marquage d'animaux, afin de faciliter leur vente²⁶.

Située à la jonction des frontières du Cameroun, du Tchad et du Nigéria, la vallée du Logone constitue un carrefour stratégique pour les réseaux criminels. Selon le rapport sur le financement du terrorisme en Afrique centrale du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'argent en Afrique Centrale (GABAC), citant un rapport d'évaluation du ministère camerounais de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales, entre 2015 et 2016, Boko Haram a volé 31 101 bœufs et 19 306 petits ruminants, pour un montant évalué à plus de 8,5 milliards de francs CFA (13 millions d'euros)²⁷. Il a été observé une augmentation du nombre d'incidents liés au vol de bétail dans les régions frontalières du Cameroun et du Tchad, passant de deux en 2015 à cent trente et un en 2024²⁸. Cette augmentation substantielle est imputable, en grande partie, à l'adoption de cette pratique par les groupes armés terroristes, en particulier ceux affiliés à la mouvance JAS.

Dans les régions frontalières avec le Nigéria, au sein du département du Mayo-Sava, le vol de bétail a atteint un degré de complexité qui est difficile à établir avec précision. Au début de la crise sécuritaire, il a été constaté que le vol de bétail résultait de la divagation des animaux, imputable soit à l'enlèvement ou à l'élimination des bergers, soit à l'abandon de bêtes, qui étaient récupérées par des assaillants en déroute. Dans les deux cas, les animaux retrouvés n'étaient jamais restitués à leurs propriétaires, ce qui est assimilable à des pratiques de récupération illicites. On peut citer comme exemple le cas d'un responsable des comités de vigilance dans le Mayo Tsanaga, qui a été incarcéré au motif de l'appropriation frauduleuse de bétail appartenant à autrui²⁹.

Diverses stratégies entrent en jeu dans l'établissement d'un circuit complexe de prédation et d'exfiltration du bétail. La première stratégie consiste à subtiliser le bétail au Cameroun et à le conduire vers le Nigéria, où il est dissimulé dans des localités servant de zones de recel. Dans cette région, le bétail est intégré à d'autres troupeaux et acheminé vers divers marchés en vue de sa commercialisation. Dans ce contexte, le malfaiteur recourt à une sous-traitance auprès de complices au Nigéria, dont la mission consiste à garantir l'exfiltration des animaux dérobés sans laisser de trace. Il convient de noter que ce parcours transfrontalier du Cameroun au Nigéria fonctionne également dans l'autre sens, du Nigéria au Cameroun. Il est ainsi possible que ces parcours se prolongent et aboutissent à la réapparition des mêmes animaux volés sur les marchés camerounais³⁰. Selon les témoignages recueillis par l'ISS, plusieurs marchés frontaliers ont été identifiés comme des lieux de commercialisation. D'ailleurs, en 2015, les Gouverneurs de l'État de Borno et de l'Extrême-Nord avaient suspendu certains marchés pour empêcher la vente d'animaux volés qui y était pratiquée.

Le bétail de Boko Haram est parfois intégré à des troupeaux venant du Cameroun pour paître dans des zones frontalières vulnérables aux attaques. Ces troupeaux, qui franchissent la frontière pour revenir sur le territoire camerounais, grandissent et peuvent continuer de paître paisiblement en ayant accès aux marchés. Le bétail est ainsi l'objet d'une sorte de pacte tacite de non-agression dans ces zones.

Les animaux dérobés et acheminés au Nigéria sont commercialisés sur les marchés locaux et les revenus générés par leur vente servent à la résilience des groupes armés et au financement de diverses activités transfrontalières lucratives. Les réseaux de trafic opèrent sur de plus grandes distances, desservant



Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, le vol et le trafic transfrontalier de bétail alimentent les réseaux criminels et contribuent au financement des groupes armés. © Patrick Meinhardt/AFP via Getty Images

les marchés situés notamment dans la partie méridionale du Cameroun et au Gabon. Il est établi un constat analogue concernant les vols transfrontaliers de bétail dans la vallée du Logone. Un exemple illustre bien cette pratique : en mars 2021, un troupeau de trente-cinq bovins dérobés à Kalfou a ainsi été localisé quarante-huit heures plus tard au marché de Banki, au Nigéria. La rapidité de cette exfiltration met en évidence la force d'action des réseaux en place, ainsi que la nature systémique des pratiques criminelles liées au vol de bétail³¹. Ces pratiques sont tributaires de facteurs géographiques (frontières, écosystèmes, communautés, maillage sécuritaire...) qui nécessitent des moyens d'adaptation : relais locaux, moyens de dissimulation, voies de contournement. Les données recueillies par l'ISS rendent compte de la variabilité des modes opératoires selon les zones. Vols et conflits s'articulent dans les rapports entre éleveurs et agriculteurs, notamment dans les zones de transhumance. En outre, le vol de bétail et le blanchiment s'articulent eux aussi, ce qui conduit parfois à minimiser les pertes subies afin de ne pas attirer l'attention sur l'ampleur du cheptel personnel.

Piraterie lacustre

La piraterie lacustre désigne ici les actes de vol, d'enlèvement, d'extorsion pratiqués à l'encontre d'activités économiques, telles que l'agriculture, l'élevage, la pêche, le transport ou le commerce, qui sont exercées sur le lac Tchad ou sur ses berges. Au lac Tchad, cette pratique criminelle est ancienne³², méthodique et particulièrement violente. Les embarcations naviguant sur le lac sont soumises au paiement de droits de passage (commerçants) et de droits de pêche. Des groupes armés ont ainsi mené des attaques violentes contre des embarcations, qui se sont soldées par des dizaines de morts, des enlèvements et la confiscation des biens transportés.

Les pratiques de piraterie lacustre sont exercées dans des environnements naturels complexes couvrant les étendues d'eau intérieures, telles que les lacs, et les zones adjacentes (marécages, îles). Ces environnements facilitent la dissimulation des assaillants et compliquent leur poursuite lorsqu'ils se

retranchent dans des zones d'accès difficiles pour les forces de défense. Des vidéos de propagande de l'EIAO, qui ont été diffusées en novembre 2025, ont montré ces assaillants paradant sur le lac à bord de grandes embarcations motorisées et rapides. Il s'agit là d'une démonstration de force destinée aussi bien aux forces de défense qu'aux usagers du lac, qui sont contraints de se plier aux exigences des groupes armés faute d'une présence militaire suffisante. Ces groupes armés perçoivent des taxes sur la base de permis de pêche. Ils confisquent les équipements de pêche des récalcitrants, leur interdisent l'accès au lac, leur infligent des amendes ou les tuent. La redevance pour une pirogue de grande taille s'élève à 20 000 francs CFA, tandis que celle d'une embarcation de petite taille est de 10 000 francs CFA. Sur les rives du lac, il est appliqué une taxe de 5 000 francs CFA par four de poissons fumés.

Les enlèvements à des fins de rançon, de recrutement ou de règlement de différends constituent l'évolution la plus récente des pratiques de piraterie lacustre. Les individus enlevés dans les villages sont transférés vers les îles. De manière générale, les actes d'enlèvement observés sur le lac sont majoritairement commis le long des principaux axes commerciaux reliant les marchés transfrontaliers situés sur les rives du lac Tchad, notamment entre le Cameroun, le Tchad et le Nigéria. Il est fait état d'autres agressions le long des itinéraires sinueux entre les îles, en particulier dans la zone centrale du lac, où se situe la frontière entre le Tchad et le Cameroun.

Trafic d'armes

La première source d'approvisionnement en armes est constituée du butin des attaques menées contre les bases militaires et les postes avancés. Ces attaques sont plus fréquentes au Nigéria, mais des attaques sont également perpétrées sur le territoire camerounais et se soldent par la prise d'armes, de munitions et de véhicules militaires. La seconde source d'approvisionnement en armes provient des zones de conflit. Les circuits d'approvisionnement partent des foyers de conflit en Libye, au Soudan et en République centrafricaine pour alimenter les réseaux, dont le maillage territorial reste principalement déterminé par la faiblesse des systèmes de contrôle étatique aux frontières. Selon le projet ENACT, le trafic d'armes emprunte plusieurs voies et implique la grande majorité des pays voisins du Cameroun, dont le Niger, le Soudan et la Libye, ainsi que le Nigéria et la République centrafricaine. Le 14 juin 2024, la police a localisé une cache d'armes à Makary, une localité aux abords sud du lac Tchad. Elle y a découvert un stock constitué de 14 roquettes, 3 mitrailleuses PKM, 150 munitions de 7,65 mm, 14 projectiles de roquette et une grenade explosive de 40 mm. Ces armes et munitions de guerre provenaient du Tchad et étaient destinées au Nigéria. Deux suspects ont été interpellés. Au demeurant, les saisies d'armes lors des bouclages ou des contrôles routiers sont nombreuses depuis 1990, une partie d'entre elles ayant été disséminées dans le contexte de la fuite par Kousséri de Hissène Habré et de ses accompagnateurs.

Le département du Logone-et-Chari constitue une zone de transit vers les foyers de crise du lac Tchad et des villes de l'intérieur du Cameroun. L'un des principaux logisticiens de Boko Haram opérait ainsi depuis ce département, en se ravitaillant au Tchad et au Soudan. Il faisait transporter ses cargaisons d'armes dans des citernes et la faiblesse des contrôles aux frontières liée à leur porosité facilitait leur acheminement vers le Nigéria. Les armes étaient transportées par des voies fluviales puis lacustres, en partant des berges du Logone et du lac Tchad. Selon les sources exploitées, les circuits complexes du trafic d'armes entre le Tchad et le Nigéria sont nombreux à l'intérieur du territoire tchadien, conduisant tous vers les berges du lac.

Le transport d'armes et de munitions à bord de motocyclettes constitue une source de revenus pour les jeunes de la région, qui risquent leur vie et leur liberté pour des sommes parfois dérisoires. Les trafiquants fabriquent des embarcations spéciales pour le transport d'armes³³ et transforment des

véhicules afin de constituer des caches d'armes ingénieuses. Parfois, les munitions sont dissimulées dans des bidons de miel³⁴.

Boko Haram s'est aussi servi des réseaux transnationaux pour s'approvisionner en armes et en munitions. La guerre du Darfour au Soudan en 2003 et la guerre en Libye ont fait émerger des routes de trafic d'armes légères. Un trafiquant d'armes a été arrêté à Makary en juillet 2025, en possession de 3 armes lourdes de type PKM et de 940 munitions. Cet arsenal était destiné à Boko Haram³⁵. Dans le lac, les embarcadères de Guitté, de Mitériné et l'île de Kinasserom sont considérés comme des points de trafic de divers produits, tels que des armes, dont bénéficie Boko Haram³⁶.

Outre le trafic d'armes et de munitions, il existe un important trafic de composants d'engins explosifs improvisés autour du lac Tchad et des monts Mandara. Il s'agit notamment de sources d'alimentation (piles de 9 V), de mécanismes de déclenchement, de détonateurs et de charges explosives principales. Des criminels, notamment des commerçants des villages proches des zones de transit des insurgés, se sont spécialisés dans la livraison de ces composants aux groupes armés.

Boko Haram a longtemps utilisé des explosifs artisanaux composés d'un mélange de comburant et de carburant. En conséquence, il existe un trafic, aujourd'hui résiduel, de nitrate d'ammonium, dont des insurgés tirent profit. Les bénéficiaires d'intrants agricoles revendent parfois une partie de l'engrais qu'ils reçoivent des ONG. Les adeptes de Boko Haram rachètent également des bidons d'acide à des prix élevés. En outre, il a été effectué des saisies de composants d'engins explosifs improvisés à destination du Nigéria, notamment des piles, des morceaux de fer et des dispositifs de déclenchement composés de deux plaques dont le contact par pression active la charge explosive. Dans le même ordre d'idées, les services de sécurité du Cameroun ont régulièrement interpellé des commerçants impliqués dans le trafic de batteries de 9 volts au profit de Boko Haram, comme cela a été le cas au check-point de Kerawa, en 2020, où des membres des comités de vigilance ont saisi ces objets. Certains de ces composants d'EEI utilisés par Boko Haram viennent du sud du Nigéria, mais transitent par le Cameroun, en passant par Mubi ou par Demsa. Ces composants proviennent notamment d'agences de voyages et sont conditionnés pour être de nouveau transportés au Nigéria par motocyclette³⁷.

Depuis 2016, Boko Haram utilise principalement des explosifs militaires non conventionnels (obus de mortier ou de canon, grenades), mais aussi des explosifs conventionnels, tels que des mines antichars. Lors des attentats-suicides, le groupe utilise des engins explosifs fabriqués à partir de sous-munitions russes et françaises³⁸. Ces explosifs militaires proviennent des arsenaux pillés par Boko Haram, principalement au Nigéria, au Niger et au Cameroun.

Trafic de produits psychotropes

L'une des activités criminelles qui contribuent au financement des groupes armés et à la perpétuation de la violence dans le Cameroun septentrional est le trafic de drogue et d'autres substances psychotropes. À l'Extrême-Nord du pays, les saisies d'importantes cargaisons de cannabis en provenance des régions méridionales du pays sont récurrentes. En septembre 2024, par exemple, plus de quatre tonnes de cannabis ont été saisies lors d'une descente menée par des éléments de la Légion de gendarmerie de l'Extrême-Nord à Moutourwa et à Doualaré, dans le deuxième arrondissement de Maroua³⁹. Plus récemment, au début de l'année 2025, la Légion de gendarmerie de l'Extrême-Nord a saisi un camion rempli de sacs de chanvre indien, qui avait traversé le pays.

L'inventaire de quelques faits de saisie de stupéfiants, en particulier de cannabis, met en évidence deux éléments significatifs de la menace que représente ce trafic. Le cannabis est la principale drogue

cultivée et consommée au Cameroun⁴⁰. Sur le plan territorial, la ville de Douala et les régions de l'Ouest et du Nord-Ouest font partie des points de départ de ce trafic. Dans le Nord-Ouest, les groupes armés séparatistes s'appuient sur la culture du cannabis pour se procurer des ressources⁴¹. Les trafiquants utilisent la nationale n° 1, qui permet de rejoindre la ville camerounaise de Kousséri, où le cannabis est ensuite acheminé en direction du Tchad, du Soudan et des localités frontalières du Nigéria (Fotokol), mais aussi vers le lac Tchad (Blangoua, Hilé-Alifa, Darak, Guité, Kinasserom...). Ces itinéraires – des zones majeures de production du Cameroun jusqu'aux zones de consommation – sont principalement utilisés en raison de l'irrégularité des contrôles routiers, qui sont eux-mêmes gangrénés par la corruption. Le trafic international de cannabis se fait principalement par voie terrestre. Le principal circuit s'étend entre Douala, Yaoundé, Bertoua, Ngaoundéré et N'Djamena. Le ravitaillement de la République centrafricaine se fait par le même circuit, depuis Garoua Boulai. Il existe également un trafic de cannabis entre les zones frontalières de l'Extrême-Nord et l'intérieur du pays, à bord des cars et des autobus de transport public. Des dénonciations et des contrôles ont permis d'effectuer des saisies et d'appréhender les trafiquants qui dissimulaient la drogue dans des sacs de légumes.

Dans la région du lac Tchad, il existe également une production locale, qui alimente des réseaux transnationaux. Selon des sources sécuritaires de la province du Lac au Tchad, certaines îles intérieures abriteraient de grandes plantations de cannabis, qui, une fois récoltées, seraient distribuées dans la sous-région. Les groupes armés limitent leur dépendance à l'égard des approvisionnements extérieurs en produisant progressivement du cannabis. Les données recueillies auprès des responsables de comités de vigilance des zones de Mozogo, Moskota et Kerawa suggèrent que les territoires sous contrôle des groupes armés terro-criminels constituent des zones de culture de cannabis, substance dont ces groupes dépendent et dont ils tirent des dividendes sur les marchés sous-régionaux. À petite échelle, au voisinage des villages abandonnés, de petites parcelles de culture de cannabis, bien qu'encore embryonnaires, sont créées et entretenues⁴².

Outre le trafic de cannabis, il existe un trafic de tramadol (ou tramol), un antalgique puissant qui est très apprécié par les combattants, ainsi que par les populations, car il aide à lutter contre la peur et la fatigue. Une étude met en évidence une consommation de cette substance par des conducteurs de motos-taxis dans des « bars à thé », qui prend la forme de pratique culturelle. Le tramadol est même donné au bétail pour qu'il puisse tirer plus facilement les charrues sous la canicule⁴³. En raison de cette consommation humaine et animale de cet opioïde, on en retrouve des traces dans les racines de *Sarcocephalus latifolius*, un arbre de la famille des Rubiaceae, appelé localement « pêcher africain » ou *bakurehi* en fulfulde⁴⁴. Ces substances, qui se retrouvent en grande quantité dans les excréments humains et animaux, s'infiltrent dans le sol et sont absorbées par la végétation⁴⁵.

Le tramadol est principalement issu des villes nigérianes de Kano, Maiduguri et Mubi et acheminé vers divers endroits au Tchad, au Cameroun ou au Niger. À l'Extrême-Nord du Cameroun, les voies d'entrée sont Sandawadjiri, Kerawa, Amchidé et Fotokol, sans oublier les pistes transfrontalières qui servent à la contrebande. Les principaux marchés de consommation sont répartis dans toutes les localités de la région. En 2020, 1 500 cartons de tramadol injectable ont été saisis à Maroua par les services locaux de douane. Il a également été effectué plusieurs saisies de trafics depuis le Cameroun vers des zones nigérianes sous emprise de Boko Haram. Il a par exemple été saisi à Fotokol, en juin 2017, une cargaison d'environ 3 000 paquets de chanvre indien et de tramol à destination du Nigéria⁴⁶.

Le Tchad est également un haut lieu de production et de distribution de stupéfiants dans la sous-région. Si l'affaire de la saisie de 246 cartons de tramadol d'une valeur de 12,3 milliards de francs CFA a défrayé la chronique au Tchad⁴⁷, elle est révélatrice d'une situation plus grave qui s'inscrit dans un contexte

de multiplication des foyers de fragilité et d'intensification de la demande de stupéfiants (lac Tchad, Soudan, République centrafricaine et Libye)⁴⁸. L'axe Maiduguri-Gambaru-Fotokol-Mada apparaît comme une alternative à la route du Nord entre le Niger et le Tchad. Les marchés de N'Djamena, au Tchad, sont approvisionnés depuis le marché de Mada, dans la commune de Makary, et nécessitent la traversée du fleuve Chari. De même, d'autres connexions en direction de la province du Kanem et vers l'est du pays impliquent des milieux criminels associés à la crise soudanaise. Les trafics se sont également intensifiés plus au sud, en se concentrant au niveau des frontières poreuses entre le Nigéria (État de l'Adamawa) et le sud-ouest du Tchad, via la région du Nord au Cameroun. De Mubi, les stupéfiants sont acheminés de l'autre côté de la frontière (plusieurs pistes), transportés sur l'axe Garoua-Magada-Yagoua, jusqu'à Bongor, et envoyés vers le nord, à N'Djamena, ou vers l'est, à la frontière soudanaise⁴⁹.

Les drogues et autres substances psychotropes permettent de doper la capacité d'endurance et l'ardeur au combat des djihadistes⁵⁰. Une lecture anthropologique du phénomène permet d'y voir une source de cohésion combattante et de ténacité du groupe : des hommes soudés autour du crime⁵¹. Par ailleurs, certaines bombes humaines de Boko Haram auraient été droguées à l'antalgique, au tramadol ou à un dérivé de l'amphétamine, le captagon. Ce trafic de drogue joue également un rôle dans les dynamiques contre-insurrectionnelles. Ainsi, de nombreuses exactions de l'armée camerounaise à l'encontre de populations civiles, ainsi que des actes de rébellion⁵² et d'insubordination, sont le fait de militaires agissant sous l'emprise de diverses drogues⁵³.

Transferts informels de fonds

Les mécanismes informels de transfert de fonds, qui seraient forcément l'objet de pratiques criminelles, contrairement à l'économie officielle et régulée, constituent un moyen de résilience alternatif pour les commerçants locaux, qui doivent s'adapter dans un contexte marqué par l'insécurité et les contraintes du système bancaire⁵⁴. Appelé localement *Baadal* ou *Hawala*, ce mécanisme remplit des fonctions sociales (solidarité familiale, envois de fonds de la diaspora) et économiques (commerce transfrontalier, financement parallèle). Le recours à ces mécanismes informels de transfert d'argent permet également de répondre au souci de discrétion des commerçants⁵⁵.

Le système repose sur de riches hommes d'affaires nigériens qui profitent de la configuration sociologique des espaces frontaliers, de la corruption des fonctionnaires et des failles dans les procédures de délivrance des cartes nationales d'identité pour se faire établir de « vrais-faux » documents d'identité et ouvrir des comptes bancaires au Cameroun. Ces hommes d'affaires parrainent des jeunes *hawaladars* camerounais et leur accordent un crédit en naira, la monnaie nigérienne. Ces derniers « vendent » les nairas et effectuent des dépôts quotidiens sur les comptes de leur patron, ouverts dans les banques domiciliées au Cameroun. Chaque matin, les patrons nigériens communiquent à leurs partenaires camerounais le taux de change journalier. L'opérateur peut alors ajouter une faible marge (entre 5 et 10 nairas) qui lui permet, en cas d'importants transferts, d'engranger des bénéfices⁵⁶.

Les opérateurs de ces transferts se présentent comme des démarcheurs, des intermédiaires financiers entre les pourvoyeurs et les demandeurs de transferts internationaux. Les opérateurs économiques locaux expédient au Nigéria des bœufs, du sésame, des arachides, ainsi que des sous-produits du pétrole en provenance du Tchad, qui sont utilisés pour la fabrication d'objets en plastique. Au Nigéria, ces opérateurs perçoivent l'argent liquide qu'ils ne veulent pas acheminer vers leur pays d'origine. Au vu des volumes, le naira est difficile à transporter. C'est pourquoi des intermédiaires démarchent les commerçants souhaitant acheter de la marchandise au Nigéria. Ces derniers déposent le montant en

francs CFA auprès des intermédiaires au Cameroun et reçoivent l'équivalent en naira au Nigéria pour effectuer leurs achats. Le commerçant qui veut un montant en naira communique le compte bancaire de son fournisseur ou de son partenaire au Nigéria. Les opérateurs de change reçoivent des reçus qu'ils transmettent à leur client pour confirmer que leur compte nigérian a été crédité⁵⁷.

Ces mécanismes permettent également de rapatrier l'argent issu des ventes de produits agricoles dans les grandes villes du sud et de la côte, notamment à Douala et Yaoundé, et sont notamment utilisés dans les régions septentrionales du Cameroun. Ces mécanismes internes ont un coût inférieur à celui des modalités de transfert de fonds d'opérateurs de téléphonie mobile, comme MTN et Orange. Les démarcheurs prélèvent entre 1 000 et 2 000 francs CFA pour un million, alors que les frais de retrait chez MTN, par exemple, s'élèvent à 3 000 francs CFA, auxquels il faut ajouter 500 francs CFA de frais d'envoi⁵⁸.

Au Nigéria, les banques telles qu'UBA, Access Bank, First Bank, Zenith Bank et l'entreprise de services financiers (ou « fintech ») Moniepoint sont sollicitées pour les transferts en provenance du Cameroun. Depuis que le Nigéria a dématérialisé une bonne partie des échanges commerciaux, les opérateurs de change informel d'argent se sont convertis en fintechs⁵⁹.

L'*hawaladar* est un acteur économique central, qui exerce souvent différentes activités en dehors de son activité principale, telles que le change et le commerce. La multifonctionnalité du commerce complexifie la détection des flux suspects⁶⁰. En outre, l'absence de connaissance du client accroît le risque d'exploitation de ces transferts à des fins de blanchiment d'argent, de fuite de capitaux et de financement du terrorisme. Les différents mécanismes d'échange financier permettent aussi de faire perdurer et de développer les activités terroristes et criminelles des groupes armés, qui peuvent facilement assurer le blanchiment de capitaux.

Avant de recourir à ces mécanismes informels, Boko Haram faisait transiter les fonds collectés par des agences agréées de transfert d'argent et par des banques locales⁶¹. Le groupe a utilisé divers acteurs et relais pour recevoir et faire circuler ses fonds. Ainsi, il a parfois fait appel à des associations pour effectuer des retraits d'argent et financer ses activités au Cameroun. Au cours de certaines perquisitions menées chez des leaders de Boko Haram réfugiés au Cameroun, il a été retrouvé de nombreuses coupures en dollars portant des numéros de série de banques locales, qui avaient été achetées par des associations. Aujourd'hui, chaque paiement au bénéfice d'une association nécessite une autorisation préfectorale⁶². C'est pourquoi les djihadistes recourent aux mécanismes informels de transfert d'argent pour se ravitailler en vivres et en carburant au Cameroun. L'importance du marché des transferts informels de fonds pour les trafiquants et les groupes armés est telle que ce mécanisme n'a jamais fait l'objet d'attaque de leur part⁶³.

Les transferts de fonds informels constituent souvent un maillon essentiel des économies criminelles intégrées. Ils sont liés au financement des enlèvements et des rançons, au trafic d'armes, à la contrebande transfrontalière (marchandises, carburant, nourriture) et au blanchiment d'argent par l'intermédiaire d'investissements dans le commerce informel ou dans l'immobilier. Les systèmes de type *hawala* peuvent également être utilisés pour transférer des fonds de la diaspora à destination d'acteurs armés ou d'intermédiaires locaux, contournant ainsi les obligations de déclaration et de vigilance. Les autorités internationales (Groupe d'action financière, ONUDC) ont souligné que les systèmes de transfert de fonds informel présentaient des risques d'usages illicites et recommandent l'adoption d'approches associant une réglementation proportionnée, une coopération internationale et un renforcement de l'inclusion financière, afin de réduire les risques sans priver les populations vulnérables de l'accès aux services.

Prises d'otages

Les prises d'otages avec rançon étaient déjà pratiquées dans la sous-région avant l'insurrection de Boko Haram depuis au moins deux décennies⁶⁴. Elles sont devenues plus rentables pour les réseaux criminels depuis le début des opérations du groupe au Cameroun. Selon certaines sources non confirmées, les rançons pourraient atteindre près de 2 milliards de francs CFA pour des otages occidentaux⁶⁵, chinois⁶⁶ ou camerounais. Outre les gains tirés de ces importantes rançons, les prises d'otages permettent également aux groupes armés d'obtenir la libération de leurs cadres incarcérés au Cameroun⁶⁷.

La situation s'est brièvement apaisée grâce aux mesures contre-insurrectionnelles de l'armée camerounaise, mais depuis 2024, les enlèvements perdurent dans cette partie du Nord-Cameroun. Confondus avec ceux pratiqués par les groupes armés extrémistes issus des principales factions de Boko Haram, les enlèvements exercés par les groupes criminels représentent une part non négligeable de ce marché dans la région. Dans le sillage des exactions perpétrées par les factions de Boko Haram, les enlèvements se multiplient considérablement depuis deux ans. Deux explications permettent de comprendre cette nouvelle donne. D'une part, les enlèvements assurent la résilience des groupes armés qui en tirent une source de revenus et de financement de leurs entreprises terrocriminelles. D'autre part, ces opérations sont plus faciles à commettre et sont très rentables. À l'exception des zones d'influence de l'EIAO, où les pratiques d'enlèvement sont rares et mieux ciblées, dans les autres zones, tous les autres groupes armés extrémistes en ont fait un levier important de leurs stratégies de financement. Les groupes armés affiliés au JAS sont considérés comme les principaux auteurs d'enlèvements dans les zones où le terrorisme sévit. À la différence des enlèvements survenus en 2014, à l'aube de la crise sécuritaire, les enlèvements actuels sont systématiques et violents. Deux foyers de crise sont davantage touchés par ce phénomène : les monts Mandara et le lac Tchad.

Généralement, les ravisseurs traversent la frontière avec le Nigéria après avoir commis leurs forfaits et y emmènent leurs otages. De là, ils opèrent un chantage, fait d'appels téléphoniques à la famille, de menaces de mort en cas de non-respect des consignes, de négociation financière et de modalités de paiement de la rançon. Plusieurs cas d'enlèvement ont abouti à l'exécution des otages à l'expiration du délai de paiement. La fréquence des prises d'otages a contraint certains ravisseurs à trouver d'autres lieux de détention de et les usagers de la Nationale 1 se rendant à Kousséri, à opter pour un long détour par Yagoua, Bongor et N'Djamena. Selon des données recueillies auprès de la compagnie de gendarmerie de Mora, 42 cas d'enlèvement ont été enregistrés entre janvier et mai 2025. En 2024, 60 cas d'enlèvement avec demande de rançon ont été enregistrés⁶⁸.

D'après le recoupement des données de terrain, le montant des rançons serait désormais compris entre 200 000 et plusieurs millions de francs CFA par personne, en fonction du statut de la victime. Le principal moyen de transaction pour la rançon est l'utilisation des systèmes de paiement mobiles. L'éparpillement territorial des auteurs et des commanditaires des enlèvements complique la traque. La puce du numéro de paiement n'est plus traçable une fois le retrait d'argent effectué, car elle est immédiatement détruite. Outre le transfert d'argent, les ravisseurs exigent, dans certains cas, des versements en espèces et en naira, monnaie courante dans les zones frontalières du Nigéria. Dans d'autres cas, il a également été demandé des paiements en produits de consommation, tels que des sacs de riz, du sucre et bien d'autres produits alimentaires. Certains marchés frontaliers sont des plateformes d'approvisionnement des groupes armés et de transactions liées au paiement des rançons⁶⁹.



Les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun à l'épreuve de l'économie de conflit

La crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun a débuté en 2016 par des revendications socio-politiques exprimées par des avocats et des enseignants anglophones, qui dénonçaient leur marginalisation au sein d'un système perçu comme dominé par la majorité francophone. Les manifestations, initialement pacifiques, ont été réprimées par les forces de sécurité, entraînant une radicalisation progressive du mouvement et sa transformation en insurrection armée à partir de 2017⁷⁰. La proclamation symbolique de l'indépendance de l'« Ambazonie » par certains leaders séparatistes a marqué un tournant, cristallisant les tensions et favorisant l'émergence de groupes armés structurés⁷¹. Dans ce contexte, l'autorité de l'État s'est progressivement érodée dans plusieurs zones rurales, où les services publics ont cessé de fonctionner, laissant place à des formes parallèles de gouvernance imposées par des acteurs non étatiques.

Au fil des ans, le conflit s'est complexifié et fragmenté, avec une prolifération de groupes armés, des rivalités internes et une hybridation croissante des motivations politiques et des logiques criminelles. L'intensification des opérations militaires, les déplacements massifs de population et les fermetures prolongées d'écoles ont fragilisé encore davantage le tissu socio-économique local. Cette détérioration a favorisé l'émergence d'économies de survie et d'économies prédatrices, dans le cadre desquelles des groupes armés et des acteurs opportunistes exploitent les failles de la gouvernance et la porosité des frontières. L'effondrement partiel des institutions locales, conjugué à la méfiance de la population envers l'État et au recours accru aux réseaux informels, a ainsi créé un environnement propice à l'enracinement des activités criminelles et à leur intégration dans la dynamique du conflit.

Les régions du Nord-Ouest (capitale : Bamenda) et du Sud-Ouest (capitale : Buea), communément appelées NOSO, se caractérisent par une topographie stratégique et complexe, c'est-à-dire, une

topographie ayant une forte influence sur les modalités de l'interaction conflictuelle. La région du Sud-Ouest comprend un littoral ouvrant sur le golfe de Guinée, tandis que la région du Nord-Ouest est caractérisée par de hauts plateaux accidentés le long de la chaîne volcanique du Cameroun. De plus, une longue frontière terrestre poreuse sépare ces deux régions du Nigéria. Cette perméabilité, combinée à un environnement de forêts denses et de reliefs montagneux, offre des conditions idéales à l'implantation et à la mobilité de groupes armés. C'est dans ce contexte de reconfiguration du conflit et d'évolution des relations entre les acteurs que s'inscrit l'analyse des économies criminelles, ces deux régions constituant désormais une zone privilégiée pour l'émergence et la consolidation des marchés illicites. Tirant parti des contraintes de la gouvernance locale et des défis posés par la présence de l'État, ces économies s'articulent autour d'activités diverses telles que le trafic d'armes, la contrebande de cacao, les enlèvements contre rançon, le vol de bétail, les transferts d'argent informels, la criminalité environnementale, la cybercriminalité et le blanchiment d'argent. La présente synthèse, qui est fondée sur des rapports institutionnels, des recherches universitaires et des témoignages locaux, offre une analyse intégrée de ces phénomènes qui permet de comprendre leur dynamique, leurs acteurs, leurs impacts et leurs interactions.

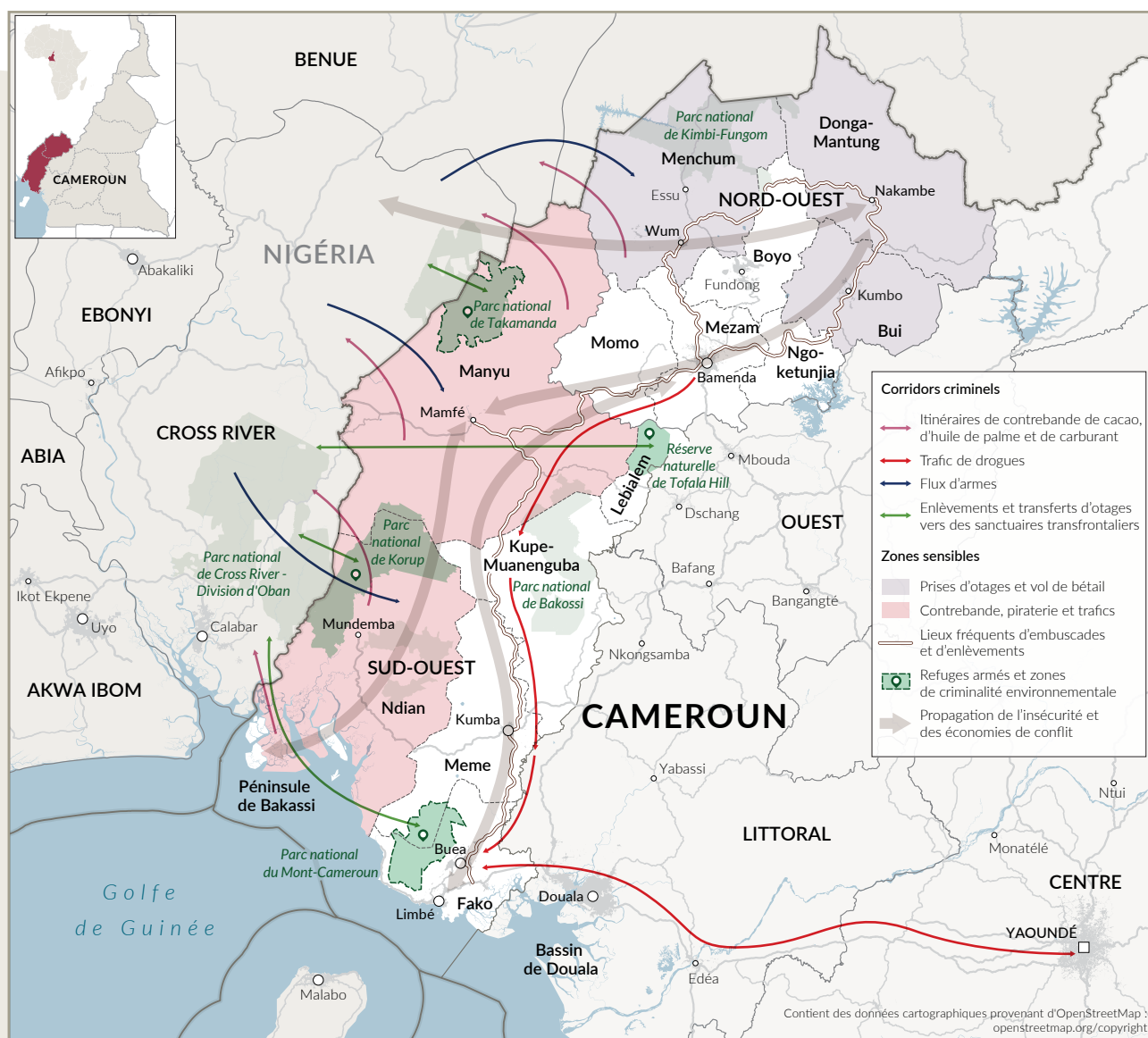


FIGURE 2 La criminalité dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun.

Les acteurs criminels

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, des groupes de diverses orientations politiques font peser une menace insurrectionnelle qui est associée à des dynamiques criminelles. Ces groupes sont affiliés au « gouvernement par intérim » de l'Ambazonie de Sisiku Julius Ayuk Tabe, actuellement incarcéré à la prison centrale de Kondengui à Yaoundé, à l'*Ambazonia Governing Council* (AGC) de Lucas Cho Ayaba, à l'*African People's Liberation Movement* (APLM) d'Ebenezer Akwanga, au *Southern Cameroon Liberation Council* de Fontem Neba, au *Southern Cameroons National Council* d'Elvis Kometa et au *Movement for the Restoration of Independent Southern Cameroon* de Deboh Herbert. Des groupes armés plus ou moins structurés sont liés à ces différentes factions politiques de la mouvance séparatiste. Ainsi, les *Southern Cameroon's Defense Forces* (SOCADEF) sont le bras armé de l'APLM. De même, les *Ambazonia Defence Forces* (ADF) sont rattachées à la mouvance qui a été dirigée par Lucas Cho Ayaba de l'AGC jusqu'à son interpellation en Norvège. De même, l'*Anglophone Self Defence Council* et les *Red Dragons* sont affiliés au gouvernement par intérim. Ces groupes armés ont longtemps fonctionné de manière indépendante, chacun interdisant rigoureusement aux autres l'accès à sa zone d'opérations, ce qui a parfois entraîné des affrontements sanglants⁷².

Au début de l'insurrection, on dénombrait sept milices armées, dont les effectifs auraient varié entre 2 000 et 4 000 combattants⁷³. En 2024, ils étaient une cinquantaine⁷⁴. Chacun de ces groupes comptait une trentaine de combattants. En 2025, dans la région du Sud-Ouest, il est dénombré une dizaine de groupes structurés appartenant aux six grandes familles suivantes : *Manyu Native Defense Forces*, *Red Dragons*, *SOCADEF*, *Expendable 100*, *Ribbons*, *Unity Warriors*. Ces groupes se sont partagé les espaces. Ainsi, les *Manyu Native Defense Forces* opèrent dans la zone de Mamfé et les *Expendable 100* dans la zone de Mundemba⁷⁵. Dans la région du Nord-Ouest, il existe de grands groupes, tels que l'ADF, qui opère dans la zone de Wum et aux abords de Bamenda. Ce groupe sévit conjointement avec les SOCADEF dans la zone de Bali. Dans le même ordre d'idées, l'*Ambazonia Restoration Forces* (ARF) opère dans la zone de Nkambe, de Kumbo, de Ndop et de Mbengwi. Ces groupes font des incursions dans les départements francophones voisins du Noun (Bangourain, Magba et Kouoptamo), des Bamhoutos (Bameyang, Babadjou et Kombou) et de la Menoua (Ndento et Nshanwah). Ces groupes font également des incursions dans la région du Littoral (Mbanga, Njombe Penja et Penda Mboko).

Les groupes armés se reconfigurent régulièrement au gré des alliances, des défections et des affrontements avec l'armée camerounaise. Dans le département du Fako (chef-lieu Limbé), un nouveau groupe, les *Unity Warriors*, a été créé en juillet 2025. Il est né de l'alliance entre les *Mountain Lions* et les *Asawana*. De même, les *Bui Warriors* sont nés de la scission des *Bui Unity Warriors*. Cette atomisation de la mouvance séparatiste anglophone complique davantage la crise. Ces différents groupes sont dirigés par des chefs aux noms parfois exotiques : « Lucifer », « Fire », « Baby Police », « Boko Haram », « Focus », « Nyangono ». Plusieurs d'entre eux, à l'instar de « Zabra », ont récemment été neutralisés par l'armée camerounaise⁷⁶.

En parallèle de ces groupes structurés, on dénombre plusieurs groupuscules armés, tels que les *Southern Cameroon Restoration Forces*, les *Warriors of Nso*, les *White Tigers*, les *Menchum Fall Warriors*, les *Vipers* et le *Donga Mantung Self Defense Group*. Ces groupuscules comptent tout au plus quelques dizaines d'hommes⁷⁷. Ils sont dirigés par des « Généraux » dont certains, comme Nyambere, ont rejoint le programme de DDR mis en place par les autorités camerounaises.

Les insurgés se ravitaillent en armes et en munitions dans les États nigériens de Rivers et d'Akwa Ibom. Ces États voisins servent également de refuge aux chefs de groupe soumis à la pression de l'armée



Un homme traverse un restaurant incendié à Buea, dans le Sud-Ouest du Cameroun, en 2019, après des affrontements entre forces gouvernementales et séparatistes anglophones. © Giles Clarke/ UNOCHA via Getty Images

camerounaise. De nombreux criminels nigériens ont rejoint les séparatistes dès le début de l'insurrection pour fuir la pression exercée par l'armée nigérienne dans le cadre de l'Opération « Delta Safe 1 »⁷⁸. À titre d'illustration, on peut citer le cas d'un individu originaire d'Oron, au Nigéria, qui s'est retrouvé impliqué dans des activités criminelles dans la région du Sud-Ouest entre 2017 et 2020, notamment dans les zones de Mukoko et de Mbonguè, sous l'autorité d'un individu désigné par le pseudonyme de « Commandant Lovet ». À la suite du démantèlement de son groupe par l'armée camerounaise en 2021, cet individu a émigré vers la péninsule de Bakassi et a repris ses activités criminelles. Il a été arrêté en septembre 2024 et remis à l'armée nigérienne à Ikang⁷⁹.

Outre leurs interactions avec des groupes criminels nigériens, les insurgés ont instauré des contacts avec des groupes de pirates nigériens. Ainsi, en mai 2025, un chef de groupe armé appelé « Twelve O'clock » a déclaré publiquement qu'il faisait alliance avec des dirigeants séparatistes pour mener des attaques dans la péninsule de Bakassi⁸⁰. Ce partenariat favorise non seulement les attaques contre les intérêts du Cameroun en mer, mais permet également aux séparatistes d'accéder aux réseaux logistiques des pirates pour s'approvisionner en armes et en munitions. Leurs liens avec des groupes comme l'*Indigenous People of Biafra* (Peuple autochtone du Biafra) et le *Movement for the Emancipation of the Niger Delta* (Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger) offrent ainsi aux séparatistes un moyen d'obtenir des armes, en particulier dans les États d'Akwa Ibom et du Niger Delta, où ils achètent des AK-47 et des lance-roquettes antichars⁸¹.

Les activités criminelles

Plusieurs activités criminelles permettent aux groupes armés de financer leurs opérations. Ainsi, les prises d'otages, la cybercriminalité, le vol de bétail, le trafic d'armes et la contrebande servent au financement des conflits armés et à la perpétuation de la violence dans leurs zones d'opération, y compris dans les localités voisines de la zone francophone.

Prises d'otages avec demande de rançon et vols de bétail

Prises d'otages

En raison de la raréfaction des financements de la diaspora anglophone⁸², les prises d'otages sont devenues la principale source de financement des groupes armés⁸³, qui enlèvent des fonctionnaires, des enseignants, des travailleurs humanitaires, des militaires, des personnes s'opposant au projet sécessionniste, ainsi que des résidents ressortissants des régions francophones, parfois dénigrés sous le nom de « black legs »⁸⁴. Les prises d'otages constituent à la fois une stratégie de pression politique et un mode de financement des groupes armés et de survie économique des bandes criminelles opportunistes⁸⁵. Les groupes armés se livrent également au racket des personnes qui se rendent dans les villages pour assister à des cérémonies funéraires. Ces rackets s'accompagnent généralement de menaces de prise d'otage.

Dans la région du Nord-Ouest, 25 enlèvements ont été recensés entre le 9 et le 15 juin 2025. Les enseignants et les élèves figurent parmi les personnes les plus ciblées par ces actes. Dans le seul département du Bui, en juin 2025, une trentaine d'enseignants ont ainsi été enlevés par des sécessionnistes ou des personnes supposées comme telles. 21 élèves ont été enlevés à Kumbo par le groupe du « Général » Kapo le 10 juin 2025. Le même mois, un instituteur a été capturé à Tobeh. De même, le 13 juin 2025, un enseignant a été kidnappé et les copies des candidats au First School Leaving Certificate, qu'il acheminait à Bamenda, ont été saisies. Il a été libéré et les copies ont été restituées contre la remise d'une rançon de 400 000 francs CFA⁸⁶. Les enlèvements d'enseignants et d'élèves du primaire et du secondaire sont si courants qu'ils constituent un aspect indissociable du conflit. La contestation du système éducatif, qui a initialement alimenté la crise, est étroitement liée aux dynamiques de basculement vers la criminalité.

Outre les membres de la communauté éducative, les éleveurs Mbororo sont eux aussi régulièrement pris pour cible. Au moment du déclenchement de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, les Mbororo avaient le choix : s'engager aux côtés des séparatistes et risquer de perdre la confiance des dirigeants ou s'abstenir et courir le risque d'être ciblés, eux et leur bétail. Compte tenu des tensions agro-pastorales, cette communauté s'est finalement rangée du côté des autorités, alors que les combattants sécessionnistes, sous la pression de l'armée camerounaise, essayaient de la racketter et tentaient de se réfugier dans les pâturages montagneux⁸⁷. Comme ils fournissent un appui en matière de renseignement aux forces camerounaises et interviennent en tant que supplétifs, les Mbororo sont particulièrement ciblés par les indépendantistes.

Départements	Nombre d'otages	Rançons en XAF
Momo	67	124 393 000
Menchum	69	48 879 000
Donga Mantung	83	58 560 000
Bui	62	57 501 000
Boyo	42	36 641 000
Ngoketunjia	52	12 450 000
Mezam	128	128 350 000
Total	503	466 774 000

FIGURE 3 Les otages Mbororo dans la région du Nord-Ouest entre 2017 et 2024.

SOURCE : Compilation à partir des données de la Mboscuda.

Entre 2016 et 2022, 98 membres de la communauté Mbororo ont été pris en otage pour une rançon de 175 106 050 francs CFA⁸⁸. Depuis 2022, ces prises d'otages se multiplient. D'après un bilan actualisé de la *Mbororo Social and Cultural Development Association* (MBOSCUDA, en français, Association de développement social et culturel des Mbororo), depuis 2016, 503 Mbororo ont été pris en otage pour une rançon totale de 466 774 000 francs CFA. Les départements de la Mezam et de la Donga-Mantung sont les plus touchés en raison de la forte présence des Mbororo et des séparatistes.

Les preneurs d'otages ciblent également les cars de transport afin d'enlever les passagers. En mars 2025, par exemple, à Bamessi, le groupe dirigé par le « Général » Never Die a enlevé les passagers d'un car de transport. L'un des otages déclare avoir versé une rançon de 800 000 francs CFA⁸⁹. Des enfants sont parfois enlevés au domicile de leurs riches parents. En mai 2025, par exemple, une jeune fille a été kidnappée à Kumbo et ses ravisseurs ont demandé une rançon de 3 000 000 francs CFA. Des élus locaux sont également pris pour cible. Le maire de Njikwa a été enlevé le 21 mai 2025 sur l'axe Njikwa-Njinikom. Plus récemment, le député Abe Michael a été pris en otage, puis exécuté par les sécessionnistes, qui avaient au départ exigé le paiement d'une rançon de 15 000 000 francs CFA⁹⁰.

Les méthodes d'intervention varient selon les acteurs et l'objectif visé. Les détachements armés opèrent en petits groupes, menant des embuscades nocturnes, des attaques ciblées dans les villages ou des enlèvements le long des axes routiers. Les victimes sont transférées dans des camps ou des cachettes en zone forestière, où des négociations privées sont engagées jusqu'au versement d'une rançon et une éventuelle remise en liberté assortie de conditions⁹¹.

Les prises d'otages ont de multiples et graves conséquences. Elles constituent une source directe de financement pour les groupes armés, provoquent des traumatismes individuels et collectifs et représentent un coût financier direct et indirect élevé pour les familles des victimes. Au Cameroun comme ailleurs, ces actes ont des retombées économiques locales majeures, car ils entravent les déplacements, l'activité commerciale et l'investissement⁹². Les prises d'otages s'inscrivent dans un écosystème criminel plus vaste lié au trafic d'armes, à la contrebande et au commerce illicite, ainsi qu'au blanchiment d'argent⁹³.

Vol de bétail

Le vol de bétail s'est imposé comme un rouage essentiel de l'économie de conflit, car il constitue une ressource alimentaire, monétaire et symbolique pour les acteurs impliqués. Cette activité criminelle permet de couvrir les besoins en protéines des combattants et constitue une importante source de financement pour les séparatistes et les éleveurs marginalisés. Bien qu'ancienne, cette forme de criminalité liée à l'implantation des communautés pastorales dans ces espaces s'est intensifiée en raison du conflit armé⁹⁴.

Les vols de bétail ont lieu principalement la nuit, lorsque les communautés baissent leur vigilance. Les animaux volés sont rapidement déplacés vers des zones isolées ou des cachettes naturelles avant d'être vendus sur les marchés voisins⁹⁵. Les réseaux criminels impliqués dans les vols de bétail s'appuient sur la complicité de receleurs pour réintroduire les animaux volés dans les circuits légaux, tandis que d'autres animaux sont abattus pour alimenter le marché noir de la viande. Les éleveurs Mbororo, qui sont particulièrement touchés, ont perdu des milliers de têtes de bétail et ont été contraints de déplacer leurs troupeaux vers des zones plus sûres, telles que le département du Mayo-Banyo, dans l'Adamaoua, ou la région de l'Ouest. Par ailleurs, la porosité des frontières et la faiblesse des systèmes d'identification facilitent le transfert des bêtes vers le Nigéria.

Les vols de bétail ont des conséquences économiques et sociales considérables, car ils appauvrissent les familles d'éleveurs et détruisent leur capital productif. Selon la Mboscuda, depuis le début de la crise, les séparatistes auraient volé ou tué 3 681 bœufs. Sachant qu'un bœuf représente une valeur comprise entre 450 000 et 800 000 francs CFA, les pertes s'élèveraient à 1 840 500 000 francs CFA (pour une valeur moyenne de 500 000 francs CFA par tête de bétail). Ces vols exacerbent les tensions entre les communautés agricoles et pastorales, alimentent les conflits fonciers et provoquent des déplacements internes, ce qui renforce le sentiment d'abandon et pousse certains jeunes à rejoindre des bandes criminelles. Le vol de bétail constitue également une source de financement du conflit et contribue à la perpétuation des violences.

Le vol de bétail est étroitement lié à d'autres formes de criminalité organisée, telles que le trafic d'armes et la contrebande. Le produit de cette activité criminelle sert parfois à financer des enlèvements contre rançon.

Trafics de stupéfiants et de substances psychotropes

Le conflit a créé un environnement propice à la production, à la circulation et à la consommation de substances illicites. Les principales drogues recensées sont le cannabis, la marijuana, le tramadol et divers psychotropes importés ou produits localement. Certaines zones rurales, notamment les départements du Bui et du Noun, sont connues pour la culture du cannabis, tandis que les psychotropes proviennent principalement du Nigéria et des grands centres urbains comme Douala⁹⁶.

Les réseaux criminels impliqués dans le trafic de drogue adaptent la chaîne d'approvisionnement, en associant production locale, importation et redistribution. Le cannabis est ainsi cultivé dans des zones reculées, où les acteurs tirent parti de l'instabilité. Les groupes armés séparatistes ont fait de la culture du cannabis une modalité d'accumulation des ressources. D'anciens champs de maïs sont par exemple transformés en plantations de cannabis⁹⁷. S'agissant du transport et de la distribution, les trafiquants exploitent les routes secondaires et les corridors transfrontaliers, dissimulant la cargaison à bord de véhicules de transport ou de fret. Le trafic a souvent lieu la nuit et implique des coursiers, des vendeurs ambulants ou des jeunes déplacés dans le pays. Selon des témoignages recueillis sur le terrain, le trafic de cannabis bénéficie de complicités de la part d'agents de l'État chargés des contrôles aux check-points. La drogue est vendue localement dans les villes de Bamenda, Buea, Kumba et Mamfé, mais elle est également redistribuée dans d'autres régions du Cameroun. Le principal couloir d'acheminement est le corridor Douala - Yaoundé - Bertoua - Ngaoundéré jusqu'à N'Djamena. Le ravitaillement de la République centrafricaine se fait par le même circuit, depuis Garoua-Boulai. Le marché est lucratif : chaque transaction peut générer plusieurs centaines de milliers de francs CFA, qui sont investis dans des activités légales.

Outre ses effets sur la santé publique, ce trafic entraîne une augmentation des addictions, des troubles mentaux et des overdoses liés à la consommation de tramadol et de cannabis. Chez les jeunes et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, cette consommation est souvent perçue comme un moyen d'échapper à un traumatisme ou à la précarité, ce qui exacerbe les vulnérabilités sociales et sanitaires. Le trafic de drogue alimente directement la violence armée, car les membres des groupes armés en consomment afin de se donner du courage et de l'audace. Le trafic de drogues dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest du Cameroun s'inscrit dans un système criminel interconnecté, dans le cadre duquel les acteurs ont recours au blanchiment d'argent pour dissimuler les profits illicites au moyen de transferts informels, ainsi qu'à la contrebande.

Cybercriminalité

La cybercriminalité, qui est devenue une menace majeure pour la sécurité nationale et la gouvernance numérique au Cameroun, englobe toutes les infractions commises à l'aide des technologies de l'information et de la communication, telles que le vol de données, la fraude en ligne, l'extorsion et la désinformation et les promesses fallacieuses d'emploi. Selon l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC), ces infractions ont entraîné des pertes estimées à plus de 12 milliards de francs CFA en 2021⁹⁸. Le conflit a favorisé une dynamique de conflit dans l'écosystème numérique, qui est marquée par la prolifération des discours de haine, le cyberharcèlement et la manipulation idéologique sur les réseaux sociaux. Les soutiens du séparatisme parmi les membres de la diaspora, qui sont particulièrement actifs en Europe et en Amérique du Nord, utilisent ces espaces en ligne pour mobiliser des fonds et pour coordonner et légitimer une forme de cybernationalisme, transformant Internet en un champ de bataille politique et en un instrument de contrôle social.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, la cybercriminalité se manifeste sous des formes variées : fraudes financières, arnaques à l'argent virtuel, propagande sécessionniste, extorsion, sextorsion et usurpation d'identité institutionnelle. Les jeunes chômeurs et déplacés internes, fragilisés par les boycotts scolaires de 2017-2018 et l'absence de débouchés économiques, constituent la principale main-d'œuvre de ces pratiques, qu'ils perçoivent comme un moyen de subsistance⁹⁹. Parallèlement, la diaspora exploite les plateformes numériques pour diffuser des messages de haine, financer le mouvement séparatiste et harceler les opposants, tandis que de fausses ONG en ligne servent de couverture à des opérations de fraude et de blanchiment d'argent numérique, ce qui met en évidence l'instrumentalisation croissante du cyberespace dans ces régions. Certains groupes armés reçoivent des financements en cryptomonnaies¹⁰⁰, dont l'Ambacoin¹⁰¹. Ils se font également parfois payer les rançons en utilisant ce même mécanisme¹⁰².

Les conséquences de la cybercriminalité sont protéiformes. Sur le plan économique, les pertes subies par les entreprises, les institutions et les particuliers sapent la confiance dans l'économie numérique. Selon l'ANTIC, pour la seule année 2021, le Cameroun aurait perdu 12,2 milliards de francs CFA en raison de la cybercriminalité¹⁰³. En 2025, les ménages camerounais ont perdu plus de 1 milliard de francs CFA à cause des seules arnaques en ligne¹⁰⁴. Sur les plans social et politique, la désinformation et les discours de haine exacerbent la défiance à l'égard de l'État et alimentent la polarisation identitaire. Sur le plan sécuritaire, la cybercriminalité constitue une arme asymétrique utilisée par les groupes armés et leurs partisans. Elle favorise la propagande violente, le financement illicite et la coordination d'activités criminelles. Le cyberespace est désormais le théâtre de conflits hybrides, combinant guerre de l'information, criminalité financière et subversion politique¹⁰⁵.

La cybercriminalité est étroitement liée aux autres formes de criminalité organisée, telles que celles évoquées précédemment. Par ailleurs, les réseaux cybercriminels collaborent parfois avec des trafiquants d'armes, des contrebandiers et des trafiquants de produits illicites pour assurer la circulation et le blanchiment de fonds¹⁰⁶.

Face à cette menace, il a été entrepris des mesures, telles que l'adoption de la loi n° 2010/012 du 21 décembre 2010 relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité et mis en œuvre des programmes de formation en cybersécurité à l'initiative de l'ANTIC et du Bureau régional d'INTERPOL pour l'Afrique centrale. Cependant, les capacités techniques et judiciaires demeurent insuffisantes pour endiguer durablement le phénomène.

Contrebande

Dans leur quête de résilience financière, les groupes armés se livrent à la contrebande de cacao, d'huile de palme et de carburant. En effet, la région du Sud-Ouest est le premier bassin de production du cacao du Cameroun. Les fèves de cacao font depuis longtemps l'objet d'une contrebande vers le Nigéria en raison des faibles prix payés aux producteurs locaux. Toutefois, cette activité illicite s'est intensifiée depuis le déclenchement de la crise, en raison de l'accaparement de grandes plantations par des groupes armés qui instrumentalisent la production à des fins criminelles. Le contexte de conflit armé a accentué des dynamiques de réseaux de contrebande de cacao vers les pays voisins, notamment vers le Nigéria, ce qui a permis à certains acteurs d'éviter de répondre aux exigences en matière de fiscalité et de contrôle de la qualité¹⁰⁷.

La contrebande de cacao est accentuée par la forte demande du Nigéria, qui a été estimée à 64,8 milliards de francs CFA en 2024. Selon le rapport de 2024 sur le commerce informel de l'Institut national de la statistique, les échanges transfrontaliers de fève de cacao représentent 63,9 % des recettes d'exportation non enregistrées, soit 41,4 milliards de francs CFA, et les échanges d'huile de palme brute ou raffinée, qui représentent 9,2 % des exportations non enregistrées, figurent au deuxième rang de son classement¹⁰⁸.

Une partie du cacao et de l'huile de palme de contrebande provient de plantations que les séparatistes ont saisies de leurs propriétaires officiels. Les groupes sécessionnistes qui exploitent ces terres vendent les produits récoltés au Nigéria. Les bénéficiaires sont ensuite réinvestis dans l'acquisition de matériel militaire ou de composants destinés aux engins explosifs improvisés¹⁰⁹. Plusieurs personnes interrogées dans le cadre de cette recherche évoquent des risques de blanchiment de capitaux issus de la contrebande dans les régions francophones du pays, notamment via des investissements dans le secteur de l'immobilier ou dans d'autres secteurs, tels que l'éducation et la santé.

D'autre part, les groupes armés prélèvent des taxes sur le carburant de contrebande¹¹⁰. Ils imposent également le paiement de taxes informelles pour le transport de marchandises. Les groupes se livrent par ailleurs à des extorsions sur certains axes routiers, en imposant notamment des taxes illicites sur les marchandises¹¹¹.

La contrebande de cacao repose sur un système informel structuré. Des acheteurs informels, appelés « intermédiaires », achètent les récoltes des producteurs et les revendent à des réseaux de contrebande. Ces réseaux transportent les fèves jusqu'au Nigéria, où elles sont vendues à des prix plus élevés¹¹², en empruntant des routes rurales ou forestières et en recourant à des moyens de transport légers pour contourner les points de contrôle officiels. Ces produits de contrebande sont pour l'essentiel acheminés par la péninsule de Bakassi, où, en 2024, le Bataillon d'intervention rapide, à lui seul, a saisi 5 000 litres d'huile de palme, 1 719 500 litres de carburant et 203 sacs de cacao de contrebande¹¹³.



Saisie d'une cargaison de cacao de contrebande dans la péninsule de Bakassi. Photo : Raoul Sumo

La contrebande de cacao a fait perdre au Cameroun entre 10 et 20 % de sa production annuelle de 2023, pour une perte sèche de 70 milliards de francs CFA¹¹⁴. Cette activité illicite perturbe également le marché officiel du cacao. Les producteurs peuvent tirer des revenus rapides de la contrebande, mais s'exposent également aux fluctuations des prix, aux exactions des groupes armés et à l'absence de protection sociale. Cette économie parallèle accentue la dépendance économique des populations rurales à l'égard des acteurs informels, alimente l'économie de conflit et contribue à la fragilisation du tissu communautaire dans les zones de conflit. L'augmentation du prix du kilogramme de cacao observée jusqu'en 2023 a accru la rentabilité de la contrebande et a ravivé cette pratique.

La contrebande de cacao et d'huile de palme est étroitement liée à d'autres formes de criminalité économique et de violence, notamment au blanchiment d'argent et au trafic d'armes légères, qui financent les groupes séparatistes et la corruption locale. La corruption institutionnelle et la porosité des frontières favorisent cette activité économique criminelle. Le cacao et l'huile de palme sont des ressources stratégiques pour les économies locales de conflit.

Trafics d'armes

Le trafic d'armes découle de la militarisation du conflit anglophone et de la porosité des frontières avec le Nigéria. Ainsi, des acteurs non étatiques se procurent des armes légères et des munitions acheminées via des corridors informels, ce qui contribue à la poursuite du conflit et à l'essor des économies criminelles locales¹¹⁵. Les réseaux qui entrent en jeu dans ce trafic sont complexes et nécessitent des achats transfrontaliers, des collusions internes et des chaînes d'approvisionnement clandestines pour le transport d'armes et de munitions. Les armes sont souvent achetées au Nigéria, dissimulées dans des cargaisons commerciales et transférées vers des camps ou des points de rassemblement à l'intérieur du pays. Les groupes armés séparatistes se procurent principalement des fusils d'assaut de type AK-47 par ces canaux, tout en complétant leur arsenal d'armes artisanales et de composants pour fabriquer des explosifs improvisés¹¹⁶.

Outre les stocks provenant du marché nigérian, une partie de ces armes provient des États-Unis d'Amérique et transite par le Nigéria. En général, une fois les numéros de série supprimés, les armes sont emballées dans des sacs de sport, dissimulées dans des compresseurs d'air, puis chargées vers le Nigéria. Trois membres de la diaspora anglophone vivant dans le Maryland – Wilson Nuyila Tita, Fru Nji et Wilson Che Fonguh – ont été inculpés en 2022 aux États-Unis pour le trafic d'armes en direction des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun¹¹⁷. Une Camerounaise naturalisée américaine, Edith Ngang, figure parmi les acteurs de ce trafic¹¹⁸.

Le trafic d'armes rend le conflit plus meurtrier, fait perdurer les affrontements et accroît les pertes civiles, tout en encourageant l'émergence d'opérations plus destructrices. Ce commerce illicite renforce également la capacité opérationnelle des groupes armés, alimente des économies prédatrices et complique la protection humanitaire dans les zones touchées. Les armes renforcent la capacité des groupes armés à pratiquer les enlèvements contre rançon, à se livrer à la contrebande transfrontalière et à instaurer une économie de la peur, en paradant avec des armes sophistiquées devant les populations pour imposer le silence et le respect des demandes. Ces interdépendances exigent une riposte globale et coordonnée, combinant la lutte contre les armes, la coopération transfrontalière, des poursuites pénales et des mesures socio-économiques visant à réduire les sources de financement illicite¹¹⁹.

Criminalité environnementale

Les principales activités de criminalité environnementale sont l'exploitation forestière illégale, le braconnage, l'orpaillage artisanal et la production illicite de charbon de bois, qui compromettent durablement les écosystèmes locaux. Ces activités sont alimentées par l'insécurité, la pauvreté rurale et le faible contrôle de l'État dans des zones où les ressources naturelles sont abondantes et où les routes transfrontalières facilitent le commerce illicite vers les marchés régionaux et internationaux. Elles constituent une menace majeure, car les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest comptent 14 parcs nationaux, 18 réserves fauniques, 12 parcs forestiers et 3 aires protégées pour la flore et la faune sauvages¹²⁰.

Certains parcs (mont Cameroun, Tofala, Takamanda et Korup) sont devenus des refuges pour les membres des groupes armés qui, pour se nourrir, tuent des primates en voie de disparition, tels que les chimpanzés du Nigéria et du Cameroun (*Pan troglodytes ellioti*), le drill (*Mandrillus leucophaeus*) et le cercopithèque de Preuss (*Allochrocebus preussi preussi*)¹²¹. De nombreux groupes se livrent également à des activités de commerce transnational de viande sauvage¹²². Des braconniers transfrontaliers pénètrent dans les parcs, tuent des éléphants et en emportent les défenses¹²³.

En général, ces activités sont liées à des réseaux criminels qui utilisent des corridors logistiques pour acheminer les produits illégaux vers les marchés nationaux et internationaux. Elles ont notamment pour conséquence la déforestation, la pollution et la dégradation de l'environnement, ainsi que la dégradation de la situation en matière de sécurité et la multiplication des affrontements¹²⁴ dans des régions déjà fragilisées par le conflit.

L'exploitation illégale des ressources naturelles au Cameroun a des répercussions écologiques, économiques¹²⁵ et sociopolitiques dévastatrices, notamment la perte de biodiversité et la dégradation des terres et des eaux, ainsi que des effets négatifs sur la santé humaine et les moyens de subsistance. Cette situation alimente également les conflits locaux et les activités illicites, tout en privant l'État de recettes fiscales et en pénalisant les secteurs économiques formels.

L'évolution des marchés criminels des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun illustre la transformation d'un conflit armé en économie de guerre. Ces activités illicites – qu'il s'agisse de trafic, de contrebande ou de cybercriminalité – constituent des mécanismes d'enrichissement et de contrôle territorial. Elles sapent l'autorité de l'État, alimentent la violence et entravent toute perspective de paix durable. La lutte contre ces économies criminelles nécessite une approche intégrée combinant sécurité, gouvernance, développement et coopération régionale. Si cette approche n'est pas adoptée, la criminalité organisée continuera de jouer un rôle persistant dans le cadre de la crise qui sévit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.



Des camions transportent des grumes à Mbalmayo, au sud de Yaoundé. L'exploitation forestière illégale alimente des réseaux criminels et contribue à la dégradation des écosystèmes. © Franco Origlia/Getty Images



La frontière orientale : l'Est, l'Adamaoua et le Nord au croisement des transmigrations criminelles et des trafics illicites

Au cours de la dernière décennie, la situation en matière de sécurité à la frontière orientale du Cameroun s'est dégradée. Cette détérioration s'inscrit dans une dynamique régionale marquée par l'instabilité chronique de la République centrafricaine depuis 2013 et, plus largement, par une fragilité étatique et institutionnelle importante. En raison de l'effondrement partiel de l'État centrafricain, de la fragmentation du territoire entre groupes armés et de la prolifération des armes, les zones frontalières sont devenues des espaces propices à la violence et au développement d'économies informelles et criminelles.

Ce constat est corroboré par plusieurs indicateurs convergents : la Banque mondiale¹²⁶ classe la République centrafricaine parmi les États les plus fragiles au monde, tandis que l'Indice des États fragiles 2023 lui attribue un score supérieur à 100/120, ce qui est révélateur d'une instabilité extrême. En matière de gouvernance, l'Indice de perception de la corruption de Transparency International¹²⁷ place la République centrafricaine à 24/100 et le Cameroun à 26/100, ce qui représente des niveaux de corruption élevés. De plus, l'Indice mondial du crime organisé 2025¹²⁸ attribue à la République centrafricaine un score de 7,08/10 et au Cameroun un score de 6,66/10, ce qui témoigne de la forte présence de marchés illicites conjuguée à une faible résilience institutionnelle. Dans ce contexte, les régions camerounaises de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord se sont progressivement intégrées à un espace criminel transnational structuré, où la porosité des frontières, le faible contrôle territorial et les capacités de régulation étatiques limitées facilitent la circulation des biens, des capitaux et des acteurs illicites.

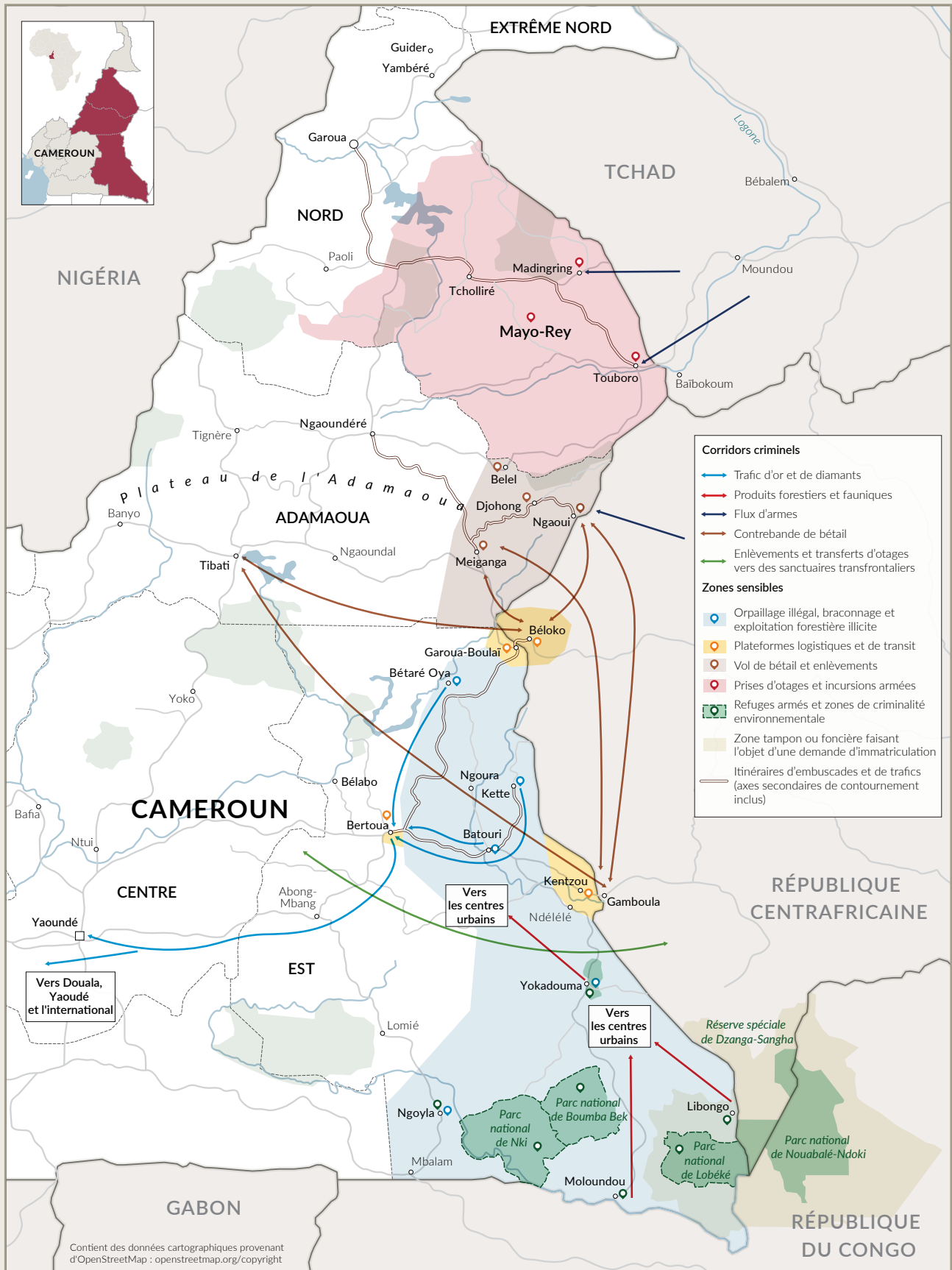


FIGURE 4 La criminalité dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord.

Depuis 2020-2021, les Forces armées centrafricaines (FACA) bénéficient d'un soutien accru de partenaires extérieurs, notamment de la Russie¹²⁹, et ont ainsi renforcé leur capacité à reprendre le contrôle de certaines zones stratégiques. Ce renforcement a entraîné un déplacement des groupes armés vers les zones frontalières, y compris vers celles que la République centrafricaine partage avec le Cameroun. La MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine) a également apporté son soutien aux FACA afin de sécuriser ces zones et de faciliter le rétablissement de l'autorité de l'État¹³⁰. Le redéploiement des forces centrafricaines a réduit l'influence des groupes armés dans certaines régions, mais la situation demeure fragile sur le plan de la sécurité¹³¹. Cette faiblesse institutionnelle favorise l'hybridation entre violence politique et criminalité économique, facilitant l'ancrage durable de marchés illicites, tels que l'orpaillage clandestin, les enlèvements contre rançon ou les trafics transfrontaliers. Dans ce contexte, la frontière Cameroun-RCA devient un espace de convergence des flux criminels, où les logiques de survie économique des populations locales s'articulent avec les dynamiques de réseaux transnationaux structurés, ce qui rend particulièrement complexes les stratégies de régulation et de stabilisation.

Le bassin stratégique oriental s'étend autour de la frontière entre le Cameroun et la République centrafricaine. Il relie les régions de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord aux principaux marchés criminels transfrontaliers. La position de cet espace au carrefour des bassins économiques sahélien et forestier, ainsi que la porosité de ses frontières, en fait une zone de trafic intense. Ce bassin stratégique est construit autour d'un espace transfrontalier vulnérable, exploité par les réseaux criminels. Il joue un rôle central et multiforme dans la dynamique du commerce illicite en Afrique centrale. Il assure une fonction vitale en reliant les zones de production centrafricaines aux marchés camerounais et en ouvrant des débouchés régionaux et internationaux, notamment vers le Nigéria, le golfe de Guinée, l'Asie et les Émirats arabes unis.

Cet espace a également une fonction d'approvisionnement, compte tenu de l'abondance des ressources pouvant être exploitées illégalement, en particulier l'or, les diamants, le bois et le bétail, dans les régions frontalières de Kadey¹³², Lom-et-Djerem et Mambéré-Kadéï. De plus, la région frontalière Cameroun-RCA est une zone où une partie des flux illicites (or, bétail volé, carburant détourné ou marchandises de contrebande) est absorbée par les marchés locaux, ce qui contribue à l'essor d'une économie circulaire illicite qui alimente les réseaux criminels et normalise ces pratiques au sein des communautés frontalières. Ce bassin stratégique a par ailleurs une fonction logistique essentielle, certaines villes et certains villages, comme Garoua-Boulai, Kentzou, Béloko et Yambéré (RCA) servant de plateformes de stockage, de refuges, de lieux de négociation et de centres de redistribution. Ces plateformes logistiques offrent aux acteurs criminels une grande flexibilité stratégique et leur permettent d'adapter rapidement leurs itinéraires et leurs modes opératoires en fonction des opérations de contrôle.

Les acteurs

Les économies criminelles dans le bassin stratégique oriental reposent sur un réseau d'acteurs aux profils variés comprenant des groupes armés étrangers, des acteurs du banditisme rural et transfrontalier, ainsi que des groupes locaux et hybrides.

Incursions transfrontalières des groupes rebelles centrafricains

Certains groupes armés centrafricains sont impliqués dans des activités criminelles dans les régions de l'Est, de l'Adamaoua et du Nord. En effet, l'armée centrafricaine, soutenue par les paramilitaires

russes de Wagner, a repoussé la plupart des groupes armés vers les zones frontalières. Depuis 2021, ces groupes ont perdu des territoires, ainsi que les sources de revenus que leur garantissait le contrôle des ressources. C'est la raison pour laquelle, dans le voisinage immédiat du Cameroun, des embuscades ont visé des véhicules de l'ONU et d'autres organisations humanitaires. Ces embuscades perpétrées par des membres de groupes armés non étatiques contre des convois humanitaires ont permis à leurs auteurs de se procurer de l'argent, des médicaments, des téléphones et d'autres fournitures¹³³.

Les principaux groupes qui font des incursions sur le territoire camerounais sont : l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), le groupe 3R (retour, réclamation et réhabilitation) et deux groupes appartenant à la mouvance anti-Balaka. L'UPC et les 3R sont des groupes armés d'obédience peule qui opèrent à l'Ouest de la République centrafricaine et font des incursions sur le territoire camerounais. Ces deux groupes ont longtemps eu pour figure tutélaire Baba Laddé, de son vrai nom Mahamat Abdoul Kadré Oumar. Ce dernier a créé le Front populaire pour le redressement (FPR) et s'est joint à la Seleka en 2013. Après la dissolution de cette coalition de groupes rebelles en 2014, l'un des anciens lieutenants de Baba Laddé, Ali Darassa, a créé l'UPC et a installé son poste de commandement à Bambari. Dans le même temps, le frère cadet de Baba Laddé, le « Général » Sembé Bobo, a pris la direction des 3R à la suite de Sidiki Abass.

L'UPC et les 3R opèrent dans le voisinage immédiat du Cameroun. Ils collaborent sur le terrain en échangeant parfois des munitions et en partageant des renseignements. Bien que leurs chefs aient rejoint le processus de paix en 2025 et accepté de dissoudre leurs mouvements, des groupuscules apparentés à l'UPC et aux 3R continuent de se livrer à des incursions¹³⁴.

Au cours de leurs incursions sur le territoire camerounais, les éléments de ces groupes armés centrafricains pratiquent le vol de bétail, dont ils tirent parti pour l'alimentation des troupes et l'acquisition de devises¹³⁵. Au Cameroun, dans la région de l'Adamaoua, les vols de bétail sont imputés aux groupes rebelles ainsi qu'aux milices armées originaires du Tchad et de la République centrafricaine, qui sont présentes aux frontières. En 2018, dans la localité de Bélel, il a été recensé 27 vols, qui ont entraîné la soustraction de 513 bovins. En mars 2019, le vol de 90 bovins a été constaté. Ces groupes ont recours à la ruse, aux embuscades et au vol de bétail dans les enclos. Ils capturent également des animaux errants à des fins de subsistance.

Outre les groupes armés d'obédience peule, les groupes anti-balakas se livrent eux aussi à des activités criminelles sur le territoire camerounais. Ils semblent commettre des vols de bétail pour lutter contre les éleveurs musulmans. Il est régulièrement arrivé qu'ils tuent les éleveurs et vendent le bétail pillé sur les marchés frontaliers camerounais de Ngaoui, voire de Tibati, ainsi que dans la province de l'Équateur en République démocratique du Congo¹³⁶.

D'autres entités, telles que le Mouvement pour la libération du Cameroun (MLC) ainsi que la *Fulani Defense Force*, effectuent des incursions dans la région de l'Adamaoua (Faro et Déo). Elles rassemblent plusieurs dizaines de membres et organisent leurs actions criminelles depuis les pays voisins, l'une depuis la République centrafricaine et l'autre depuis le Nigéria.

Les zarguinas, acteurs du banditisme rural et transfrontalier

La criminalité dans le bassin stratégique oriental du Cameroun est également le fait de groupes de bandits transfrontaliers, appelés localement « zarguinas »¹³⁷. Les zarguinas sont à la fois des coupeurs de route et des voleurs de bétail. Certains de ces groupes sont implantés en République centrafricaine, où ils ont établi de véritables « bases »¹³⁸ à partir desquelles ils effectuent des incursions sur le territoire camerounais. Globalement, il s'agit de groupes hétéroclites composés d'anciens militaires reconvertis

au banditisme, de déserteurs de l'armée tchadienne, de soldats démobilisés ou radiés pour divers délits et crimes, ainsi que d'anciens rebelles, d'anciens éleveurs ou de villageois transformés en brigands¹³⁹. Il s'agit également d'indicateurs qui renseignent des zarguinias, et les commerçants en charge de la revente du butin¹⁴⁰.

Les zarguinias ont une expertise militaire leur permettant de tirer parti de techniques et d'armes de guerre. Ils disposent également de connaissances géopolitiques leur permettant de choisir leurs lieux d'implantation et d'action¹⁴¹. Leurs pratiques criminelles s'inscrivent dans un contexte de désœuvrement, d'instabilité politique en Afrique centrale, de dispersion des individus armés issus des zones de conflit et de perméabilité des frontières. D'autres facteurs jouent également un rôle, tels que la prolifération des armes légères, la topographie, la faible densité de population de vastes zones propices aux embuscades, la réalisation de transactions en plein air typiques des marchés périodiques, la nature itinérante du commerce sous-régional caractérisée par la mobilité des agents économiques et le déplacement des capitaux, l'insuffisance de la coopération sous-régionale en matière de sécurité et, de manière significative l'existence de multiples réseaux de complicité¹⁴².

Le rôle ambivalent des communautés Mbororo¹⁴³, qui sont victimes récurrentes et parfois autrices d'actes criminels, tels que les enlèvements contre rançon¹⁴⁴, met en lumière une criminalité qui ne relève pas uniquement de la confrontation entre groupes exogènes. Ce phénomène s'enracine en outre dans les fractures internes de ces communautés. À Djohong et à Ngaoui, par exemple, il a été fait état de cas d'individus économiquement marginalisés qui s'en prennent à des membres plus aisés de leur propre communauté et ciblent leurs enfants ou leurs proches pour obtenir des rançons. Ces actes ne sont pas uniquement motivés par un appât du gain, mais traduisent également une rébellion silencieuse contre un ordre social perçu comme inégalitaire au sein même du groupe¹⁴⁵. En l'absence de débouchés économiques, de mobilité sociale ou de reconnaissance, ces jeunes en viennent à considérer la criminalité comme un levier de rééquilibrage, voire de revanche sociale. La richesse relative de certains membres constitue un facteur de vulnérabilité lorsqu'elle est perçue comme illégitime ou inaccessible. Ainsi se dessine une criminalité de proximité, ancrée dans des logiques communautaires fragmentées et alimentée par des tensions intra-ethniques, peu visibles à première vue, mais particulièrement destructrices¹⁴⁶.

Les groupes criminels locaux et hybrides

Les témoignages recueillis au cours de cette recherche mettent en lumière une dynamique inquiétante : la criminalité transfrontalière tend à se militariser, sous l'effet de l'implication directe de groupes armés centrafricains. Ces derniers, issus de nombreuses rébellions ou milices actives en République centrafricaine depuis plus d'une décennie, se réorientent vers des activités lucratives, telles que les enlèvements avec rançon ou le contrôle de convois de contrebande¹⁴⁷. Leur expérience dans le maniement des armes, leur discipline relative et leurs réseaux de contacts leur confèrent un avantage décisif par rapport aux bandes criminelles locales plus diffuses. Ainsi, la frontière entre la violence politique et la criminalité économique devient de plus en plus poreuse, illustrant une véritable hybridation des modes opératoires.

Cette hybridité se traduit par la mise en place d'alliances temporaires entre groupes armés centrafricains et réseaux criminels, qu'ils soient camerounais ou centrafricains. Ces coalitions, souvent mobilisées pour l'escorte de convois de marchandises de contrebande, ne relèvent pas de cartels durables, mais plutôt de partenariats circonstanciels. Ainsi, des éléments des groupes rebelles, à l'instar du groupe 3R ou encore de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), offrent ponctuellement leurs services pour

sécuriser des convois de bétail, de bois ou de marchandises transitant entre la République centrafricaine et le Cameroun, en échange d'un paiement en nature ou d'une part des bénéfices. Selon plusieurs témoignages, ces zones contrôlées par les groupes armés sont perçues comme plus sûres et mieux régies que celles sous l'autorité étatique : « nos affaires sont plus sécurisées dans les zones contrôlées par les rebelles [...] les rebelles protègent davantage nos intérêts que l'État »¹⁴⁸.

Par conséquent, de nombreux acteurs économiques préfèrent opérer sous la protection de ces groupes armés et ces arrangements sécuritaires temporaires deviennent un pilier informel, mais central du commerce transfrontalier illicite. Dans le secteur de l'élevage, les activités criminelles sont étroitement liées aux réseaux formels du commerce du bétail. Confrontés à une insécurité persistante et à des vols récurrents, certains éleveurs peuls et Mbororos, particulièrement vulnérables, peuvent être amenés à nouer des relations pragmatiques avec des groupes armés, principalement pour protéger leurs troupeaux¹⁴⁹. Par ailleurs, une partie de l'activité économique transite par des commerçants peuls qui servent d'intermédiaires entre les principaux marchés urbains, contribuant ainsi à l'intégration progressive des pratiques informelles dans les circuits commerciaux légaux¹⁵⁰. Parallèlement, dans le domaine de la criminalité environnementale, les bûcherons artisanaux, les braconniers, les trafiquants et les fonctionnaires corrompus forment des réseaux flexibles, mais étroitement interconnectés¹⁵¹. Les exploitants collaborent avec des groupes armés pour obtenir la protection et l'accès à des zones à forte valeur écologique, alimentant ainsi le trafic d'ivoire, de viande de brousse et de bois précieux¹⁵².

Dans le secteur minier, une chaîne d'intermédiaires très structurée s'est formée autour des collecteurs, communément appelés « alhajis », véritables piliers économiques qui contrôlent le préfinancement, la logistique et l'exportation clandestine de l'or. Ils s'appuient sur des mineurs locaux, centrafricains ou ouest-africains, des opérateurs étrangers semi-mécanisés, notamment chinois, et des groupes armés centrafricains qui perçoivent les taxes, garantissent la protection des flux et participent même à l'extraction¹⁵³. Un système similaire d'interconnexions criminelles se retrouve dans les enlèvements contre rançon et les vols à main armée sur les grands axes routiers, où de petits gangs camerounais opèrent avec la complicité opérationnelle de factions armées centrafricaines¹⁵⁴, telles que le 3R ou l'UPC. Ainsi, dans cette région, la criminalité n'est pas l'apanage de groupes homogènes, mais bien celle d'une constellation d'acteurs interdépendants qui opèrent constamment à la frontière entre les activités légales et illégales. La perméabilité entre les acteurs économiques, institutionnels et armés favorise un écosystème criminel résilient, capable de se réorganiser face aux pressions sécuritaires et d'assurer la continuité des marchés illicites dans un contexte d'instabilité structurelle. Ces acteurs, parfois rivaux, mais souvent complémentaires, contribuent à l'instauration d'un ordre parallèle, où la violence devient un instrument de régulation économique, de contrôle territorial et d'accumulation de richesses.

Un autre aspect majeur, révélé par les entretiens, est la présence de commanditaires en arrière-plan, souvent installés en ville et bénéficiant d'une forme d'anonymat social. Ces figures agissent comme des investisseurs criminels, finançant les opérations, distribuant les moyens logistiques et assurant la redistribution des profits. Leur rôle est de conférer une dimension stratégique à ces activités : alors que les groupes armés exécutent les opérations, les commanditaires garantissent leur insertion dans un système plus large de circulation de capitaux et de marchandises. D'après les enquêtes de terrain, ces commanditaires appartiennent principalement aux classes sociales moyennes et supérieures : commerçants aisés, transporteurs influents, fonctionnaires bénéficiant de relations privilégiées et même certains responsables locaux opérant dans le commerce transfrontalier. Leur position économique leur permet de dissimuler leurs activités illicites derrière des entreprises légales, telles que des sociétés de transport, des centrales d'achat ou des grossistes. Des cas représentatifs ont été documentés, notamment à Garoua-Boulai et à Kenzou.

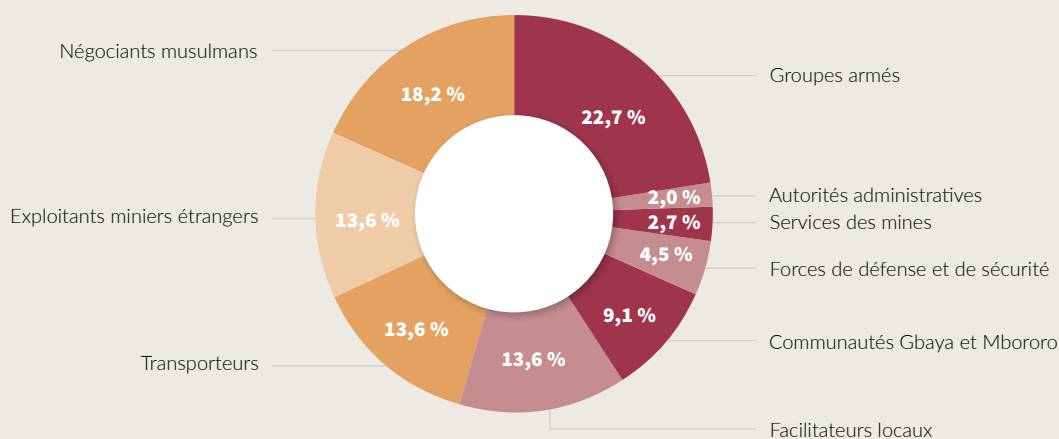


FIGURE 5 Répartition estimative des acteurs dans les économies illicites de l’Est et de l’Adamaoua.

SOURCE : Données de terrain

La perception locale de cette collusion entre les élites économiques et les réseaux criminels est particulièrement révélatrice. Comme le note l’un de nos interlocuteurs, « certains visages connus sur le marché sont liés à ces réseaux, mais protégés par leur rôle économique »¹⁵⁵. Cette remarque fait ressortir un double paradoxe : d’une part, la visibilité des acteurs impliqués, dont l’appartenance aux réseaux est connue des populations, et d’autre part, leur impunité, assurée par leur position sociale et leur capacité à masquer leurs activités derrière des fonctions économiques légitimes. Dans les faits, cette situation banalise la criminalité organisée, qui devient étroitement liée à l’économie locale, brouillant encore davantage les frontières entre le licite et l’illicite.

Le Figure 5 met en lumière la diversité et l’importance relative des différents acteurs impliqués dans les économies criminelles de la zone frontalière : les groupes armés (22,7%), les négociants musulmans (18,2%), les exploitants miniers étrangers, notamment asiatiques (13,6%), les transporteurs (13,6%), les facilitateurs locaux (13,6%), les communautés Gbaya et Mbororo (9,1%), les Forces de défense et de sécurité (4,5%), les services des mines (2,7%) et les autorités administratives et locales (2,0%). Cette répartition met en évidence une architecture très fragmentée, où chaque acteur joue un rôle spécifique tout en bénéficiant de l’interdépendance des réseaux.

Les modes opératoires

Dans le bassin stratégique oriental du Cameroun, les activités criminelles prospèrent dans un contexte d’insécurité et de pauvreté, ce qui permet aux groupes armés étrangers et aux réseaux criminels transfrontaliers de financer leurs activités illicites. Ces marchés criminels sont variés, s’imbriquent et contribuent à la perpétuation de la violence et de l’instabilité dans la région. Il s’agit principalement d’embuscades sur la voie publique, de vols de bétail, de prises d’otages, de racket, de trafic d’armes et de criminalité environnementale.

Embuscades sur la voie publique

Le bassin stratégique oriental camerounais est confronté au phénomène des coupeurs de route, appelés localement « zarguinias ». Leurs modes d'action intègrent les embuscades sur les voies publiques et les raids sur les villages. Le principal mode opératoire, qui donna d'ailleurs son nom au phénomène, consiste à agir en embuscade sur les routes, autour d'un virage. Les bandits immobilisent d'abord tous les véhicules, puis les dépouillent. Très souvent, ils dissimulent leur visage sous des turbans ou des *meetaledji*. D'abord concentrées sur certaines routes principales, les escortes des forces de sécurité ont poussé les coupeurs de route vers les routes secondaires.

Les endroits propices à ces embuscades sont les virages, où les bandits érigent carrément des barrières sur les chemins à l'aide de grosses pierres ou de billes de bois. Les victimes peuvent circuler à bord d'un véhicule ou être à pied. Selon les populations locales, il s'agit de groupes de malfrats, dont la taille varie selon l'envergure de l'opération. Les effectifs peuvent varier de 15 à 20 personnes. Une fois les victimes dépossédées, les bandits disparaissent rapidement dans la broussaille et, très souvent, traversent la frontière. Ils tirent profit des difficultés de coopération entre les pays frontaliers, comme l'indique un officier de police : « Lorsqu'une chasse-poursuite est engagée par les populations ou les forces de l'ordre, celle-ci se limite au niveau de la frontière sous peine d'être soumise aux exactions de populations ou de forces de sécurité du pays voisin »¹⁵⁶. Les coupeurs de route mènent des attaques coup de poing, avec des opérations limitées dans le temps, l'objectif étant d'éviter toute confrontation avec les victimes ou des forces de l'ordre : « agir rapidement puis disparaître immédiatement »¹⁵⁷. Les coupeurs de route ciblent prioritairement les collecteurs d'or, à l'aller, lorsqu'ils transportent des liquidités, et au retour, lorsqu'ils ramènent du métal. L'autre mode opératoire consiste à mener des raids de 15 à 20 malfrats sur des villages, où les habitants sont sommés de remettre tous leurs objets de valeur¹⁵⁸.

Vol de bétail

Le vol de bétail s'explique principalement par le fait que le bétail est le principal pourvoyeur de capitaux dans les espaces concernés. Cette activité criminelle peut également être perçue comme un résultat de la « dé-cheptelisation » des Mbororo de Centrafrique sous l'effet conjugué des violences guerrières et d'une fracture sociale et économique¹⁵⁹.

Il existe plusieurs modes opératoires du vol de bétail au Cameroun : la ruse, l'interception des bovins et la soustraction frauduleuse du bétail dans les enclos¹⁶⁰. Les groupes armés ont recours à l'intimidation et s'emparent régulièrement d'un nombre limité, mais significatif de bovins, généralement quatre à cinq têtes par opération. Ces animaux peuvent être abattus pour être vendus ou faire l'objet d'un trafic au Cameroun, mais ils franchissent aussi fréquemment les frontières, notamment vers la République centrafricaine.

Très souvent, les bandits agissent de nuit dans les zones de pâturage. Profitant de la négligence des bergers, ils emportent les têtes de bétail et traversent la frontière. Parfois, ils les remettent à des complices nigériens. Les bandits tirent parti de la configuration sociologique des espaces frontaliers, notamment de la présence de groupes ethniques transfrontaliers. Les solidarités qui en découlent justifient le mutisme des populations et leur refus de collaborer avec les forces de maintien de l'ordre, créant ainsi une sorte d'immunité et une protection collective des bandits¹⁶¹. Généralement, les voleurs n'appartiennent pas à la communauté des victimes. Toutefois, il existe des vols de bétail intra-groupe qui relèvent du *fasiikaare*, une forme de duplicité entendue ici comme une fourberie associée à la jalousie et susceptible de mener au crime. Dans ce contexte, les éleveurs Mbororo peuvent être à la fois auteurs

et victimes de vols de bétail et d'autres formes de criminalité rurale liées à l'activité pastorale. Certains vols seraient ainsi l'expression de micro-rivalités familiales entre Mbororo¹⁶².

Les périodes de transhumance sont des fenêtres d'opportunité pour les voleurs. Jusqu'en octobre 2023, le vol de bétail par des groupes rebelles centrafricains était monnaie courante lors de la transhumance au Cameroun. Cependant, le déploiement d'escortes par l'armée camerounaise a considérablement réduit ces attaques le long des routes de transhumance. Face à cette sécurité renforcée, les groupes rebelles ont transformé leur mode opératoire : ils ciblent désormais directement les campements de bergers. Ils mènent des raids, s'emparant à chaque fois de quelques têtes de bétail et kidnappent parfois des bergers contre rançon, notamment au sein des communautés Mbororo originaires du Cameroun, de la République centrafricaine et du Nigéria. Les animaux volés sont ensuite vendus sur le marché noir. Ces activités sont menées à un rythme soutenu, avec plusieurs raids par semaine (parfois deux tous les trois jours)¹⁶³.

Le Figure 6 montre une répartition inégale des vols de bétail, le nombre de têtes dérobées étant compris entre 59 et 613. Les zones les plus touchées par ces vols sont Mbé (613), Ngan-Ha (419), Lagdo (372) et Kon Djeu Nay (313). Gamba (261), Martap (217) et Ngwambo (213) subissent des pertes de niveau moyen, alors que Guna (174), Waldé Salloré (69) et Yarang (59) subissent des pertes plus faibles, ce qui met en évidence certaines zones à sécuriser en priorité.

Depuis octobre 2023, les attaques le long des routes de transhumance ont considérablement diminué. Les autorités camerounaises ont ainsi instauré un système d'escorte militaire pour les éleveurs et leurs troupeaux lors de leurs déplacements sur les routes de transhumance et de transit. Cette escorte s'étend

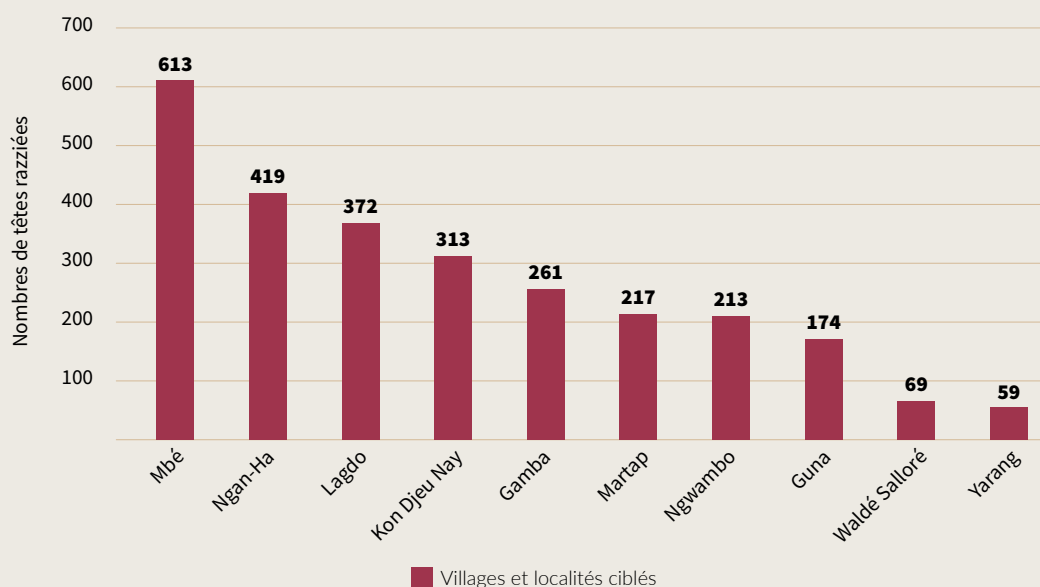


FIGURE 6 Razzias de bétail dans les régions de l'Adamaoua et du Nord du Cameroun de 2016 à 2018.

SOURCE : Données des Centres zootechniques et vétérinaires de Mbé, Martap et Gouna ; Sylvain Baizoumi, Le vol de bétail dans la région de l'Adamaoua, à paraître.

entre différents postes militaires, qui sont espacés en moyenne de 30 à 50 kilomètres, en particulier le long des axes routiers principaux des régions de l'Adamaoua et de l'Est, tels que Ngaoundéré, Bétaré-Oya et Bertoua. Malgré ce renforcement des mesures de sécurité, la frontière entre les activités légales et illégales demeure floue. Le vol de bétail reste fréquent, notamment lors des raids sur les campements pastoraux, et les animaux volés sont souvent « blanchis » par un abattage clandestin ou intégrés aux circuits commerciaux officiels, ce qui rend leur traçabilité extrêmement difficile.

Le vol de bétail camerounais et le recel du bétail volé en République centrafricaine sur les marchés camerounais constituent une importante source de financement des groupes armés, contribuant ainsi à la perpétuation de la violence. Selon l'association MBOSCUDA, pour le seul premier semestre 2020, 1 060 têtes de bétail avaient été dérobées dans l'Adamaoua pour un préjudice financier évalué à 265 millions de francs CFA¹⁶⁴.

La criminalité porte préjudice aux relations pastorales transfrontalières, entrave la mobilité, exacerbe les affrontements et fragilise le tissu socio-économique, ce qui compromet la sécurité alimentaire et l'harmonie sociale¹⁶⁵. Cependant, l'un des effets majeurs de l'insécurité pastorale dans le bassin stratégique oriental du Cameroun est l'armement des éleveurs. Dans un contexte marqué par la faiblesse des dispositifs de sécurisation des pistes de transhumance, les bergers s'arment de poignards, d'arcs, de flèches, voire d'armes à feu pour se protéger¹⁶⁶. En deux décennies, le port d'armes par les bouviers s'est banalisé en Afrique centrale. Un rapport de l'International Crisis Group indique qu'en 2021, près de 60 % des bouviers en transhumance entre le Cameroun, le Tchad et la République centrafricaine détenaient des AK-47 ou des M14¹⁶⁷. Cet armement des éleveurs exacerbe les conflits agro-pastoraux et accroît les crises sécuritaires dans les régions pastorales. Selon un rapport du ministère camerounais de l'Administration territoriale, au Nord-Cameroun, 60 % des coupeurs de route sont issus de milices pastorales¹⁶⁸.

Prises d'otage

Les entretiens¹⁶⁹ révèlent que les enlèvements ciblés se sont imposés comme l'activité criminelle la plus lucrative et la plus répandue dans l'espace frontalier Cameroun-RCA, qui est caractérisée par une sélection rigoureuse des victimes, un mode opératoire relativement peu coûteux et une capacité d'adaptation remarquable des groupes armés et des coupeurs de route aux réalités du terrain. Les éleveurs possédant d'importants troupeaux, les collecteurs d'or ou encore les commerçants transhumants constituent les cibles privilégiées, car ils représentent des « poches de solvabilité » capables de mobiliser rapidement des ressources. Les acteurs impliqués dans ces enlèvements sont des groupes armés non étatiques, des coupeurs de route, voire des individus issus de réseaux criminels locaux ou transfrontaliers. L'enlèvement devient ainsi une véritable économie criminelle, structurée autour d'un calcul rationnel des coûts et des bénéfices¹⁷⁰.

Sur le plan opérationnel, les enlèvements se déroulent principalement sur les axes secondaires, là où l'État est le moins présent et où les conditions topographiques (pistes rurales, zones boisées) offrent des opportunités de guet-apens. Une fois enlevées, les victimes sont transférées dans des campements isolés, souvent situés de l'autre côté de la frontière (RCA), afin de compliquer toute intervention des forces nationales et de tirer parti des limites juridictionnelles. Le caractère transfrontalier du phénomène constitue un atout stratégique majeur pour les ravisseurs, qui peuvent exploiter l'absence de coordination entre les dispositifs de sécurité des deux États voisins. Touboro et Madingring sont les principales zones touchées par la problématique des prises d'otage. La taille du département du Mayo-Rey complique le maillage territorial des forces de défense et de sécurité. Les prises d'otage y sont récurrentes, voire

quasi-hebdomadaires. Au départ, les ravisseurs visaient les communautés Mbororo, mais ils visent de plus en plus toute autre personne ayant des revenus. Ils tirent parti de la configuration et notamment de la porosité des espaces frontaliers. Par ailleurs, la végétation des espaces frontaliers facilite les infiltrations et la dissimulation des victimes et de leurs ravisseurs. En outre, la zone allant de Bouba Djidda jusqu'au Tchad est totalement dépeuplée, sans le moindre village. Il en est de même du côté de la frontière centrafricaine, dans la zone de Mbaïboum. Ce vide laisse une grande marge de manœuvre aux ravisseurs¹⁷¹.

Les enlèvements contre rançon constituent une véritable économie criminelle structurée¹⁷². Les communautés Mbororo, souvent visées, paient les rançons sans alerter les autorités, par peur ou par méfiance, ce qui perpétue le cycle criminel. Les enlèvements ont lieu surtout la nuit et les otages sont transférés en République centrafricaine afin d'échapper aux forces de sécurité camerounaises. Les rançons sont négociées directement avec les familles¹⁷³.

Derrière cette logique économique se dessine une véritable division du travail criminel. Les opérations impliquent des guetteurs, des assaillants chargés de capturer les victimes, des gardiens chargés de leur détention et, parfois, des négociateurs distincts, afin de cloisonner les informations. Cette organisation, bien qu'informelle, témoigne d'une professionnalisation croissante des groupes impliqués. De plus, la mobilité transfrontalière permet d'assurer à la fois la sécurité des ravisseurs et la diversification des circuits de blanchiment : les rançons sont réinvesties dans le bétail, l'or artisanal ou le carburant de contrebande¹⁷⁴, autant de marchés informels qui facilitent l'ancrage de la criminalité organisée dans les économies locales.

L'impact sur les communautés est particulièrement important. Pour les Mbororo, souvent visés, l'enlèvement s'apparente à une ponction régulière, qui fragilise l'économie pastorale et impose des coûts sociaux considérables. Le paiement des rançons détourne des ressources qui auraient pu être investies dans l'élevage ou l'éducation des enfants, ce qui accentue la vulnérabilité collective. De plus, la peur d'alerter les autorités est signe d'une perte de confiance envers l'État, qui est accusé d'incapacité ou de complicité tacite. L'insécurité persistante entraîne une forme de désaffiliation politique, marquée par un désengagement progressif des populations à l'égard des institutions étatiques perçues comme défailtantes ou complices. La quête de protection se déplace ainsi vers des mécanismes informels, fondés sur les solidarités communautaires, ce qui contribue à la fragmentation de l'ordre local et à l'émergence de formes alternatives de régulation. Selon un rapport de l'Association pour le développement social et culturel des Mbororo (Mboscuda)¹⁷⁵, plus de 300 membres de la communauté Mbororo ont été enlevés dans la région de l'Adamaoua entre 2015 et 2019. Parmi eux, 70 ont été tués, une trentaine libérés par l'armée, tandis que les autres n'ont recouvré la liberté qu'après le versement de rançons pour un montant total estimé à plus de deux milliards de francs CFA¹⁷⁶.

En définitive, l'enlèvement ciblé dans cette zone frontalière s'impose comme une « rente de prédation », qui repose sur un ensemble de facteurs économiques et politiques propices à son maintien. Le modèle criminel prospère grâce à un rapport coût-bénéfice favorable, qui est combiné à la capacité de refuge transfrontalier des ravisseurs et à la rationalité des victimes privilégiant la survie immédiate au détriment d'une résistance collective. Cette économie de la rançon entretient un cycle dans le cadre duquel les causes et les effets se renforcent mutuellement, ce qui illustre à la fois la fragilité structurelle des États concernés et la résilience des logiques criminelles dans les périphéries frontalières.

Criminalité environnementale

La criminalité environnementale se manifeste par l'exploitation illégale des ressources forestières, le braconnage d'espèces protégées et les activités minières non contrôlées. La région forestière de Yokadouma¹⁷⁷, de Lobéké et de Libongo/Mobilong est un foyer important d'exploitation illégale. Le braconnage, l'exploitation illégale du bois précieux et l'extraction minière coexistent dans des campements multinationaux¹⁷⁸. Les zones de Kette, de Mboyl et de Mobilong sont des points névralgiques du braconnage, où des réseaux spécialisés pratiquent le trafic d'ivoire, de viande de brousse et d'espèces protégées. Les réseaux concentrent leurs activités sur le trafic de bois précieux (azobé, sapelli) et le braconnage d'espèces protégées (éléphants, pangolins, grands singes). Ces pratiques constituent une infraction environnementale transnationale reconnue par l'ONUDC¹⁷⁹.

Ces réseaux criminels exploitent illégalement le bois précieux et les produits fauniques, grâce à des complicités administratives et à des réseaux de corruption qui facilitent l'acheminement de ces marchandises illicites. Leurs activités s'étendent à l'échelle transfrontalière et sont connectées aux marchés urbains nationaux et internationaux, notamment asiatiques et moyen-orientaux. Les réseaux tirent parti des zones de souveraineté fragilisée et de l'éloignement géographique des centres de régulation¹⁸⁰.

La criminalité environnementale a des effets dévastateurs sur l'environnement, l'économie et la sécurité. Elle se traduit notamment par une déforestation massive, une perte de biodiversité et l'extinction d'espèces protégées, ainsi que par des pertes fiscales significatives pour l'État, qui ont été chiffrées à environ 165 milliards de francs CFA en 2023¹⁸¹. Ces activités illégales contribuent également à l'instabilité régionale en finançant des groupes armés, en affaiblissant l'autorité de l'État, en marginalisant les communautés locales et en renforçant l'économie informelle criminelle. Les profits de cette filière financent l'exploitation minière, tandis que la viande de brousse alimente les campements miniers et pastoraux, ce qui crée une forte interdépendance avec les autres marchés.

Exploitation minière illégale et contrebande d'or et de diamants

Dans le secteur minier, l'exploitation illégale de l'or et des diamants s'inscrit dans une chaîne de valeur largement informelle, mais très efficace. Pratiquée sans autorisation légale et en dehors de tout cadre réglementaire environnemental ou fiscal, cette activité repose principalement sur l'exploitation minière artisanale, l'orpaillage semi-mécanisé introduit par des acteurs étrangers, notamment asiatiques, et le trafic de pierres précieuses, ce qui en fait une industrie particulièrement lucrative. Sur les sites, des artisans locaux et ouest-africains, notamment du Mali et du Burkina Faso, réalisent l'extraction de minerais précieux, qui sont ensuite achetés sur place par des collecteurs souvent liés à des commerçants musulmans communément appelés « alhadjis » (de *El Hadj*, musulman ayant effectué le pèlerinage à la Mecque). Ces collecteurs approvisionnent ensuite les bureaux d'achat situés à Bertoua, Garoua-Boulai et Betaré-Oya. Les opérateurs économiques jouent un rôle central dans ce système : ils assurent le préfinancement des sites, fournissent les intrants et le carburant et relient les sites de production aux marchés internationaux, notamment à Dubaï¹⁸². Leur force réside dans leurs importants capitaux, leurs liens étroits avec les communautés locales et leur grande mobilité, qui leur permettent d'adapter en permanence leurs itinéraires et leurs points de collecte en fonction de l'évolution des risques sécuritaires et réglementaires. Quatre-vingt-dix pour cent¹⁸³ de ces ressources stratégiques, qui ont toujours été au cœur du commerce régional, sont désormais détournées par des réseaux transnationaux vers les marchés internationaux, en particulier vers Dubaï.



Des orpailleurs travaillent sur un site minier à Betaré-Oya. Dans ce secteur largement informel, l'exploitation illégale de l'or alimente des réseaux criminels transnationaux et échappe en grande partie au contrôle de l'État. © Reinnier Kaze/AFP via Getty Images

Les principaux centres d'activité dans ce secteur sont Zamboé, Kentzou, Kette et Betaré-Oya, ainsi que divers sites disséminés dans la brousse¹⁸⁴. Ces sites miniers sont organisés selon un système informel, mais efficace. L'extraction est réalisée manuellement ou à l'aide de machines importées, puis la production est rachetée par des négociants. Les minerais sont transportés via des routes secondaires pour éviter les contrôles et les groupes armés centrafricains prélèvent des taxes en République centrafricaine. À l'échelle transnationale, l'or est exporté vers le Moyen-Orient. La pression fiscale, jugée excessive par les opérateurs économiques, encourage les exportations clandestines, privant le Cameroun d'une partie de ses recettes. Il est donc recommandé de réviser la fiscalité applicable aux secteurs sensibles afin de la rendre plus incitative et plus conforme aux réalités économiques, tout en renforçant les mécanismes de contrôle et de transparence.

Il est fait état de pratiques illicites, telles que l'utilisation de mercure, l'exploitation semi-mécanisée par des équipes chinoises et, dans un registre mêlant croyances occultes et recherche de profit, le mélange d'ossements humains à l'or pour en augmenter le poids¹⁸⁵. Les effets sont multiples : pertes fiscales colossales pour l'État camerounais (à peu près 165 milliards de francs CFA en 2023¹⁸⁶), destruction de l'environnement (pollution par le mercure), insécurité routière avec des attaques de la part de collecteurs et concentration des richesses entre les mains de réseaux criminels transfrontaliers. Le marché de l'or alimente d'autres économies illicites. Les rançons perçues lors d'enlèvements sont réinvesties dans l'or et les profits tirés de l'exploitation minière financent le commerce du bétail et du bois, créant ainsi un écosystème criminel résilient.

L'or camerounais, bien que produit localement, échappe largement au contrôle national : il est souvent intégré dans des chaînes d'approvisionnement transnationales opaques, transitant par des pays tiers (Bénin, Mali, Guinée, etc.) avant d'être exporté vers des marchés tels que Dubai. Cette dynamique est renforcée par la corruption endémique au sein des circuits de régulation, notamment aux points de sortie stratégiques tels que les aéroports de Douala et de Yaoundé.

Les produits miniers, en particulier l'or et les diamants, constituent la composante la plus stratégique de ces flux. L'extraction artisanale en République centrafricaine¹⁸⁷ et dans certaines zones reculées du Cameroun alimente une filière parallèle qui échappe largement à la régulation nationale. Les pierres précieuses, transportées discrètement hors des sites d'exploitation, trouvent rapidement preneur dans des circuits transfrontaliers, qui les acheminent vers des marchés urbains régionaux, mais aussi des marchés internationaux, via des courtiers opérant depuis le Nigéria, le Soudan ou même des places commerciales lointaines¹⁸⁸. Le détournement de ces flux prive les États de revenus fiscaux considérables, tout en finançant directement des groupes armés qui trouvent dans la rente minière une ressource stable pour entretenir leurs activités.

L'ensemble de ces pratiques illustre un paradoxe central : les routes illégales, en drainant des flux vitaux, contribuent à l'économie locale et permettent à de nombreux ménages d'accéder à des biens de première nécessité à moindre coût, tout en consolidant une économie souterraine qui alimente l'instabilité et finance la violence armée. Ces marchés parallèles sont perçus comme une réponse à l'incapacité de l'État à garantir l'approvisionnement et la régulation des échanges.

Les conséquences sociales de cette criminalité diffuse sont tout aussi graves. La répétition des actes de violence, les enlèvements à des fins de rançon, les braquages et les expropriations créent un climat généralisé d'insécurité qui fragilise la cohésion communautaire et affaiblit la légitimité de l'État. Par ailleurs, l'économie criminelle produit ses propres formes de gouvernance, qui entrent en concurrence directe avec celles de l'État. Elle génère des élites informelles, redistribue les richesses selon des logiques clientélistes et impose ses propres règles, souvent fondées sur la peur, la loyauté tribale ou la violence. Cette situation est particulièrement préoccupante dans les zones frontalières ou périphériques, où l'État central exerce peu d'emprise. Ces territoires risquent de se soumettre progressivement à des formes de gouvernance parallèle et d'échapper de plus en plus au contrôle national en servant de base arrière à l'organisation de trafics, au repli des groupes armés ou à la mobilisation communautaire à des fins d'actes de violence.

Trafic d'armes

Reliant le Cameroun au Tchad et à la République centrafricaine, cette zone est aujourd'hui un point de transit essentiel pour les flux illicites d'armes légères et de petit calibre¹⁸⁹. Les cycles de conflit en République centrafricaine, l'instabilité au Tchad et les tensions régionales alimentent le marché noir en volumes d'armes importants, ce qui contribue à l'adaptation et à la pérennité du commerce clandestin.

Les réseaux de trafic d'armes empruntent des pistes forestières, des corridors pastoraux et des zones grises, qui permettent de contourner les postes de contrôle officiels. Durant la saison sèche, la multiplication de ces pistes complique la surveillance étatique. Les armes sont acheminées via des convois transfrontaliers escortés par des groupes armés contre rémunération, et à bord de camions, de motos ou de véhicules logistiques, où elles sont dissimulées. Elles sont également parfois acheminées avec la complicité de transporteurs liés à des communautés transfrontalières¹⁹⁰.

Le trafic d'armes entraîne la multiplication des vols avec violence armée sur les grands axes routiers, ce qui accroît la létalité et la rentabilité des opérations. Cette activité consolide également d'autres économies criminelles. Par exemple, les armes permettent de sécuriser les flux illicites de bétail, de bois et de minerai. Ce trafic affaiblit ainsi considérablement l'autorité de l'État, dont la protection est souvent perçue comme moins efficace que celle assurée par les groupes armés non étatiques¹⁹¹.

Marchés criminels	Part estimative
Exploitation minière illégale (or et diamants)	35 %
Trafic de bétail et viande illicite	20 %
Criminalité environnementale (bois et faune)	15 %
Enlèvements contre rançon et coupeurs de route	10 %
Contrebande de carburant	8 %
Trafic d'armes	7 %
Trafic de drogues	5 %

FIGURE 7 Répartition estimative des marchés criminels dans la zone Cameroun–RCA.

SOURCE : Données de terrain.

Le marché des armes est étroitement lié à l'exploitation minière artisanale, les armes servant à protéger les sites miniers et les réseaux de revente. Il est également associé aux activités de braquage sur les grands axes routiers, dont la force de coercition des auteurs repose sur la capacité à recourir à la menace armée, ainsi qu'aux activités de braconnage et au trafic de ressources environnementales, en facilitant l'accès des trafiquants aux zones protégées.

Le Figure 7 met en évidence la structure de l'économie criminelle transfrontalière, qui est dominée par l'exploitation illégale de l'or et des diamants représentant environ 35 % des flux criminels. Ce secteur joue un rôle financier central et alimente d'autres marchés illicites. Le trafic de bétail (20 %) et la criminalité environnementale (15 %) sont des activités qui dépendent de la mobilité des ressources et de la perméabilité des frontières et qui produisent un flou entre activités légales et illégales. Les enlèvements contre rançon (10 %), la contrebande de carburant (8 %), le trafic d'armes (7 %) et le trafic de drogues (5 %) jouent un rôle transversal, en renforçant la résilience globale des réseaux criminels. L'ensemble de ces secteurs forme un système intégré et adaptable, qui nécessite une riposte coordonnée fondée sur la coopération transfrontalière et la traçabilité économique.

Les entretiens mettent en lumière un enchevêtrement complexe de facteurs sécuritaires, économiques et sociaux, dont les effets cumulés affaiblissent les structures étatiques et exacerbent les vulnérabilités locales. Sur le plan sécuritaire, la criminalité organisée joue un rôle catalyseur dans l'entretien des foyers d'instabilité régionale, en facilitant la circulation incontrôlée des armes, le recrutement de jeunes désœuvrés et le financement d'acteurs violents, qu'ils soient rebelles, séparatistes ou extrémistes religieux. En République centrafricaine, au Tchad et dans plusieurs régions du Cameroun, notamment le Nord-Ouest, le Sud-Ouest et l'Extrême-Nord, la porosité des frontières, l'absence de contrôle institutionnel efficace, ainsi que la faible coordination sécuritaire régionale créent un écosystème propice à la résurgence ou à la pérennisation des conflits armés. L'économie illicite devient ainsi une source de revenus alternative pour des groupes qui échappent à l'autorité de l'État et instrumentalisent ses carences pour renforcer leur pouvoir local.



Conclusion

Le présent rapport a traité des dynamiques, des acteurs et des enjeux sécuritaires liés à la criminalité organisée et à la violence au Cameroun. Il a exposé les tendances dominantes et émergentes en matière de criminalité organisée et de violence, en mettant l'accent sur les régions touchées par les conflits armés et l'extrémisme violent. Trois principales zones de crise ont été recensées au Cameroun, notamment les trois départements de la région de l'Extrême-Nord, qui subissent les actes de grande violence de Boko Haram et de ses factions, les régions de l'Adamaoua, du Nord et de l'Est, où surviennent des incursions de groupes armés centrafricains, et les deux régions anglophones du pays (Nord-Ouest et Sud-Ouest), théâtre de l'insurrection des indépendantistes. Il a également été pris en compte les dynamiques transfrontalières et transnationales.

En raison des dynamiques recensées, le principal défi n'est plus seulement de comprendre les manifestations actuelles de la criminalité organisée au Cameroun, mais plutôt d'anticiper ses évolutions et leurs implications à moyen et long terme. Au cours de la dernière décennie, il a été observé une tendance à l'enracinement progressif des économies criminelles au sein des structures sociales, économiques et territoriales, avec un risque croissant de leur normalisation dans certaines zones.

Le renouvellement et l'urbanisation du banditisme au contact de l'extrémisme violent et l'élargissement des acteurs, des cibles et des moyens d'action à l'Extrême-Nord du Cameroun pourraient s'accroître dans les prochaines années si la consolidation en cours du dispositif militaire ne s'accompagne pas d'un renforcement des capacités humaines et matérielles des forces de police et de gendarmerie. Les lacunes de la coopération sécuritaire sous-régionale dans le cadre de la Commission du bassin du Llac Tchad pourraient également accentuer le contexte d'insécurité errante, qui profite aux groupes de bandits issus de groupes terroristes ou qui s'approprient leur label et la peur qu'ils suscitent. De même, la faible sécurisation du vol de bétail par les autorités camerounaises pourrait accentuer la dynamique d'armement des éleveurs, qui est relevée dans le présent rapport. Dans le même ordre d'idées, la dissémination des armes légères et de petit calibre pourrait accentuer la gravité des conflits intercommunautaires et multiplier le nombre de victimes.

Dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, l'interpellation des leaders sécessionnistes aux États-Unis d'Amérique, en Belgique et en Norvège et la criminalisation croissante du financement des

groupes armés dans les régions anglophones du pays par les partenaires internationaux du Cameroun vont certainement accentuer le tarissement des contributions de la diaspora anglophone en faveur du financement de la lutte armée. Inéluctablement, cette situation conduira les groupes armés à se financer exclusivement par des activités criminelles, surtout si par naïveté ou par intérêt, des autorités locales continuent à promouvoir la tolérance administrative à l'égard d'activités, telle que la contrebande de carburant. En outre, l'accord de coopération policière, qui est en cours de négociation entre le Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC) et le Comité des chefs de police de l'Afrique de l'Ouest, pourrait réduire les effets de la collusion opérationnelle et logistique entre des groupes armés des zones anglophones du Cameroun et des groupes criminels, des séparatistes et des pirates nigériens.

Dans les régions de l'Est et de l'Adamaoua, si l'orpillage illégal n'est pas suffisamment encadré, la criminalité environnementale liée à cette activité pourrait devenir de plus en plus déterminante dans les facteurs d'instabilité au Cameroun. D'autres facteurs pourraient être source d'instabilité, tel que les dynamiques de contestation violente des modalités d'attribution des contrats miniers à des compagnies chinoises, la faible présence des forces de maintien de l'ordre et la forte présence de populations étrangères dans les territoires concernés.

Dans tous les bassins stratégiques, la polyvalence des acteurs, l'hybridité des activités criminelles et la dimension transfrontalière des acteurs et des dynamiques criminelles pourraient s'accroître, d'autant plus s'il n'est pas donné un second souffle à la coopération policière bilatérale avec les pays voisins et multilatérale dans le cadre de l'OIPC (INTERPOL) ou du CCPAC, par exemple par la formalisation et le développement d'une véritable para-diplomatie policière au niveau tactique. De même, plus les crises socio-politiques perdurent, plus les réseaux criminels risquent de tirer parti de la situation, ce qui rend encore plus difficile la résolution des crises.

Une des principales tendances recensées dans le présent rapport est la grande capacité des criminels à s'adapter et à renouveler leurs répertoires d'action. Cette tendance pourrait encore s'accroître si les autorités camerounaises continuent simplement de riposter au lieu d'adopter une approche en amont de la lutte contre la criminalité. Par exemple, le développement de la délinquance juvénile et la banalisation de la consommation de stupéfiants donnent des indices de futurs possibles et probables de la criminalité au Cameroun et posent des enjeux clés que les autorités doivent déjà formaliser dans le cadre d'une attitude proactive.

Si ces dynamiques identifiées ne sont pas maîtrisées, le Cameroun pourrait être confronté à une concentration de systèmes criminels hybrides, capables de s'adapter aux évolutions du contexte sécuritaire et de s'intégrer durablement aux réseaux économiques locaux et transnationaux. Une telle évolution renforcerait non seulement la résilience des réseaux criminels, mais contribuerait également à redéfinir les modèles de gouvernance au niveau local, en favorisant la coexistence, voire l'intégration, avec les autorités formelles et les structures de régulation informelles. À long terme, cela pourrait affaiblir davantage la capacité de l'État à exercer sa souveraineté, tout en exacerbant la vulnérabilité des populations exposées. Dans une perspective plus large, ces dynamiques s'avèrent inextricablement liées aux transformations régionales en cours. Le Cameroun se situe dans une région caractérisée par l'intensification des flux transfrontaliers, la circulation d'acteurs armés et l'interconnexion croissante des marchés illicites. De ce fait, il apparaît non seulement comme un espace touché par ces transformations, mais aussi comme un maillon structurant de certains réseaux criminels régionaux, reliant les zones de production, de transit et de consommation. Cette situation souligne l'importance d'une analyse transnationale du phénomène, au-delà des approches strictement nationales.

Plus fondamentalement, le développement de ces économies criminelles met en évidence l'émergence d'un modèle de régulation concurrent dans lequel des acteurs non étatiques assument de manière pragmatique des fonctions économiques, sociales et parfois sécuritaires. Ce modèle met en lumière les transformations silencieuses qui interviennent dans le cadre des relations entre l'État, les territoires et les populations et interroge la capacité des mécanismes actuels à répondre à des phénomènes de plus en plus diffus, adaptatifs et interconnectés.

C'est précisément dans ce contexte que cette analyse sur le Cameroun revêt une importance particulière, car ce pays constitue un laboratoire révélateur des évolutions contemporaines de la criminalité organisée en Afrique centrale, au carrefour des dynamiques locales, régionales et mondiales. Cette analyse à ce moment charnière permet non seulement de mieux comprendre la logique sous-jacente, mais aussi d'anticiper les formes de violence et d'activités économiques illicites qui pourraient se développer dans la région.

Par conséquent, la question n'est plus de savoir comment faire face aux manifestations actuelles du phénomène, mais de repenser les cadres d'analyse et d'intervention, afin de tenir compte de la complexité et de la profondeur de ces transformations. Ce n'est qu'à ces conditions que des approches durables pourront être élaborées pour apporter non seulement des remèdes aux symptômes, mais aussi pour enrayer les mécanismes structurels qui sous-tendent l'expansion des économies criminelles.

Au terme de cette cartographie, quelques questions restent en suspens et requièrent davantage d'études. La question du blanchiment des capitaux issus de la criminalité organisée mériterait d'être suffisamment examinée. Il en va de même pour les groupes criminels dont la cartographie mériterait d'être affinée et actualisée périodiquement.

Recommandations

Au vu de ce qui précède, il apparaît nécessaire que l'État camerounais et ses partenaires adaptent leurs interventions afin de mieux juguler les économies criminelles, tout en réaffirmant la primauté des besoins de la population dans la définition des priorités en matière de sécurité. Les recommandations suivantes s'adressent, de manière différenciée, aux principaux acteurs de la gouvernance sécuritaire au Cameroun.

Autorités camerounaises :

- Renforcer la présence territoriale des forces de sécurité et d'application de la loi, notamment aux frontières et dans les zones grises échappant au contrôle de l'État ;
- Renforcer la coopération transfrontalière contre les réseaux armés et les trafics (bétail, armes, stupéfiants, or) ;
- Lutter résolument contre la corruption et restaurer la confiance entre les populations et les institutions ;
- Améliorer la réactivité opérationnelle grâce à l'intégration des technologies de surveillance (drones, géolocalisation, bases de données partagées) ;
- Systématiser les saisies des produits du crime et créer des mesures d'incitation institutionnelle vertueuse se concrétisant sous la forme de primes aux fonctionnaires participant aux opérations afin de réduire l'attractivité économique des activités criminelles, dissuader la corruption des fonctionnaires chargés de l'application des lois et financer les opérations spéciales de lutte contre la criminalité ;

- Former et renforcer les capacités des unités spécialisées dans la lutte contre la cybercriminalité et le blanchiment d'argent, avec des moyens d'investigation numérique et de coopération internationale.
- Décliner le référentiel global de lutte contre la criminalité au niveau des ministères sectoriels, notamment ceux en charge de la justice, des mines, de l'environnement, des finances, de la faune et de la flore, de l'élevage, des pêches et des industries animales,. Par exemple, le ministère de l'élevage, des pêches et des industries animales pourrait mettre en place un système d'identification électronique du bétail (puces RFID) pour tracer les mouvements et limiter le recel. De même, le ministère de la justice devrait renforcer davantage les capacités techniques et judiciaires de lutte contre la cybercriminalité et la criminalité environnementale.
- Renforcer la gouvernance des zones frontalières et des secteurs stratégiques par des audits réguliers et le renseignement prévisionnel;
- Favoriser une approche intégrée combinant sécurité, gouvernance, développement et coopération régionale pour lutter contre les économies criminelles ;
- Élaborer d'urgence une stratégie nationale de lutte contre les prises d'otages.

Membres du Parlement :

- Adopter, à leur propre initiative ou à celle des autorités camerounaises, des lois spécifiques pour encadrer la lutte contre les nouvelles formes de criminalité (cyberfraude, transferts financiers informels, exploitation minière illégale), notamment en adoptant des lois relatives à la traçabilité de l'or et à la lutte contre les filières d'approvisionnement illicites ;
- Réviser la fiscalité dans les secteurs stratégiques afin de réduire la charge fiscale qui favorise les exportations clandestines et la captation des revenus miniers par les réseaux criminels, tout en renforçant les mécanismes de contrôle démocratique et de responsabilité des institutions publiques concernées ;
- Créer une commission parlementaire de suivi des flux financiers illicites, dont la mission serait de contrôler les circuits informels de transfert de fonds et de proposer des mesures correctives.

Collectivités territoriales décentralisées :

- Renforcer la gouvernance des zones frontalières en améliorant l'immatriculation des acteurs économiques, la délivrance de permis légaux d'exploitation minière artisanale et le suivi des marchés transfrontaliers ;
- Développer les infrastructures locales (itinéraires pastoraux, voies d'approvisionnement, connectivité numérique) pour réduire les zones grises exploitables par les acteurs de la criminalité en général et les groupes armés en particulier.

Acteurs de la société civile et responsables communautaires :

- Renforcer le rôle central de la société civile dans la prévention communautaire, notamment par la mise en place de mécanismes de signalement sécurisés ;
- Mobiliser les organisations patronales et les opérateurs de téléphonie mobile pour le financement des opérations spéciales et transfrontalières contre certaines formes spécifiques de criminalité.
- Sensibiliser aux trafics locaux et soutenir les jeunes et les personnes vulnérables.

Partenaires internationaux et organisations régionales :

- Renforcer l'assistance technique pour améliorer le suivi des flux criminels (or, diamants, espèces sauvages, stupéfiants, armes) ;

- Mener des enquêtes conjointes, assurer une meilleure traçabilité des minerais grâce à des outils analytiques modernes et à une action coordonnée contre les réseaux opérant aux frontières du Cameroun ;
- Accroître le soutien aux programmes de résilience économique dans les zones de conflit afin de réduire la dépendance des communautés à l'égard des économies illégales.

Centres DDR :

- Consolider les processus de réinsertion socio-économique des pensionnaires des centres DDR de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, afin d'encourager davantage de redditions et de prévenir le réengagement des ex-combattants au sein de groupes armés séparatistes, terroristes ou criminels ;
- Intégrer des actions de prévention de la récidive dans la stratégie nationale de DDR en cours d'élaboration.



Notes

- 1 Indice mondial du crime organisé 2021, Cameroun : https://ocindex.net/assets/downloads/2021/french/ocindex_profile_cameroon_2021.
- 2 Fondation Kofi Annan, Guide pour les jeunes : Comment prévenir l'extrémisme violent, 2023, https://www.kofiannanfoundation.org/wp-content/uploads/2023/04/Comment-prevenir-lextrémisme-violent_guide_web.pdf.
- 3 Programme des Nations Unies pour le développement, PNUD Cameroun : Rapport d'activités 2023, 2024, <https://www.undp.org/cameroon/publications/pnud-cameroon-rapport-dactivites-2023>.
- 4 Commissaire divisionnaire Virginie Ebessa, « Contextes spécifiques de la menace et du cadre politique de lutte contre la criminalité transnationale organisée au Cameroun », présentation à la 4e réunion de sous-comité Législation et suivi du Comité des chefs de police d'Afrique centrale (CCPAC), Yaoundé, 27-29 janvier 2026.
- 5 Commissaire divisionnaire Glede Bruno, Directeur de la police judiciaire (Cameroun), Rapport du Cameroun, 21e Réunion de la Commission technique des directeurs chargés de la police judiciaire, 4e Session sécuritaire ordinaire du CCPAC, Yaoundé, 17-20 septembre 2014.
- 6 Sauf indication contraire, les données qui suivent proviennent de la présentation du Directeur de la police judiciaire du Cameroun lors de la 21e Réunion de la Commission technique des directeurs chargés de la police judiciaire tenue à Yaoundé en septembre 2014.
- 7 Commission d'enquête mixte chargée de la lutte contre la pose des engins explosifs improvisés sur le territoire national, Récapitulatif annuel des attentats aux EEI survenus sur l'étendue du territoire national, juillet 2025.
- 8 Compte-rendu de la 16e réunion de la Commission chargée de la lutte contre la pose des EEI sur le territoire national, 29 janvier 2026.
- 9 Saïbou Issa, Les mutations polémologiques du banditisme transfrontalier en Afrique centrale, *Enjeux, Bulletin d'analyses géopolitiques pour l'Afrique centrale*, numéro 33, octobre- décembre 2007, p. 13.
- 10 Djoubeirou, Dynamique de financement des mouvements politico-militaires au Tchad et en République Centrafricaine de 1966 à 2013, Thèse de doctorat en histoire, Université de Maroua, 2024, p. 239.
- 11 Paula Miraglia, Rolando Ochoa et Ivan Briscoe, *Transnational Organised Crime and Fragile States*, Centre international pour la prévention de la criminalité et Institut Clingendael, 2012, <https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience>.
- 12 Saïbou Issa, *Les coupeurs de route : histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.
- 13 Danielle Kadje, Acteurs et instruments dans la lutte contre Boko-Haram : trajectoires Camerounaise et Nigériane, Sens public, 2016, <https://doi.org/10.7202/1044395ar>.
- 14 International Crisis Group, *JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters*, 2024, <https://www.crisisgroup.org/brf/africa/west-africa/nigeria/b196-jas-vs-iswap-war-boko-haram-splinters>.
- 15 Saïbou Issa, Interview à *Cameroon Tribune*, n° 9515/5716 du mardi 12 janvier 2010.
- 16 Sirka Saidou, *Stratégies et modes opératoires des preneurs d'otages avec demande de rançon au Nord-Cameroun (2003-2023)*, Lomé, Éditions francophones universitaires d'Afrique, 2024.
- 17 Faits illustrés par des cas dans l'arrondissement de Ndoukoula, à Zidim et dans l'arrondissement de Mindif courant 2025.
- 18 Christian Seignobos, Boko Haram : innovations guerrières depuis les monts Mandara : Cosaquerie motorisée et

- islamisation forcée, *Afrique contemporaine*, 2014/4 n° 252, 2014, p. 152.
- 19 Par exemple, un ancien coupeur de route, chef de la bande qui opérait au niveau de Serbowel et par ailleurs chef du village Soulfa dans l'arrondissement de Makary, s'est reconverti et est devenu un des logisticiens de Boko Haram, ravitaillant la secte islamiste en armes et munitions. *L'œil du Sahel*, n° 486 du 25 juin 2012.
- 20 Saïbou Issa, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le Bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.
- 21 Mbarkoutou Mahamat, « Insécurité, appropriation locale de la terreur et problématique de la reconstruction post-Boko Haram à l'Extrême-Nord du Cameroun et dans le lac Tchad », communication lors de la conférence sur la construction et la reconstruction de la paix dans le bassin du Tchad, 26-28 septembre 2016, Yola, Nigéria.
- 22 Entretien avec un officier supérieur de la police retraité, Maroua, 22 juillet 2025.
- 23 Lire à ce sujet, Saheed Owonikoko, *Evolving Threat of Marlian Gang in North East Region of Nigeria*, présentation lors de la conférence internationale intitulée « Continuities and Discontinuities in African Studies », *Lagos Studies Association*, juin 2025.
- 24 Entretien téléphonique avec un chef des comités de vigilance, 5 août 2025.
- 25 En 2015-2016, les Gouverneurs de l'État de Borno (Kashim Shettima) et de l'Extrême-Nord (Midjiyawa Bakari) avaient suspendu plusieurs marchés au bétail dans les zones frontalières afin de lutter contre le trafic du bétail volé par Boko Haram.
- 26 Baidi Thomas, Haiwa Edouard et Togodwang Roger, Le vol de bétail et ses conséquences socioéconomiques dans l'arrondissement de Kalfou de 1996 à 2025. Mémoire de DIPES II, École normale supérieure, Université de Maroua, 2026.
- 27 GABAC, *The Financing of Terrorism in Central Africa*, April 2017, <https://gabac.org/wp-content/uploads/2022/03/6-plaquette-GABAC-anglais-OK-VF.pdf>.
- 28 Oluwole Ojewale et Raoul Sumo Tayo, Vols de bétail à la frontière tchado-camerounaise, Institut des études de sécurité, 2024, <https://enactafrica.org/research/research-papers/vols-de-betail-a-la-frontiere-tchado-camerounaise>.
- 29 Entretien téléphonique avec des membres de comités de vigilance, 2 août 2025.
- 30 Les Gouverneurs de l'État de Borno et de l'Extrême-Nord du Cameroun ont temporairement fermé les marchés au bétail frontaliers, car Boko Haram s'en servait pour écouler les butins des razzias.
- 31 Entretien avec un officier de la gendarmerie, 17 juillet 2025.
- 32 Pendant la période précoloniale, les Boudouma opéraient par approche discrète sur les radeaux de tiges de papyrus appelés *tei-tei*. Lors des attaques, ils enlevaient des bêtes ou des individus qu'ils ramenaient très vite dans leurs îles généralement inaccessibles. Saïbou Issa, « Conflits et problèmes de sécurité aux abords du lac Tchad. Dimension historique (XVIe-XXe siècle) », thèse de doctorat en histoire, Université de Yaoundé 1, 2000, p. 113.
- 33 Sources sécuritaires diverses.
- 34 *L'œil du Sahel*, n° 569 du lundi 20 janvier 2014.
- 35 Entretien avec une autorité administrative, 4 août 2025.
- 36 Entretien avec un officier de la police, Ndjamena, 4 août 2025.
- 37 Entretien avec un responsable des douanes camerounaises, Garoua, juin 2025.
- 38 Après l'attentat du 11 octobre 2015 à Kangelari, près de Mora, par exemple, les autorités militaires nigérianes ont reconnu que les explosifs utilisés provenaient de leurs arsenaux. Il s'agissait de sous-munitions de la bombe lance-grenade BLG 66 Belouga, que l'armée nigériane avait acquis auprès de la firme française Matra dans les années 1980, avant l'entrée en vigueur, en août 2010, de la Convention d'Oslo qui interdit l'utilisation, la fabrication, le commerce et le stockage des bombes à sous-munitions. Lire à ce sujet : Raoul Sumo Tayo, « Animal in New Wars: Dogs and Cows against the Jihadists of Boko Haram in Cameroon » (chapitre 3), Frank Jacob (ed), *War and Animals Non-Human Actors in Human Made Conflict*, Paderborn, Brill, 2025.
- 39 Celestin Dalanga, Le Grand nord du Cameroun, un nouveau fief de la drogue ? *ISS Today*, 10 décembre 2024.
- 40 Comité interministériel de lutte contre la culture du cannabis et autres substances, Rapport de l'étude sur la cartographie nationale sur la culture, le trafic et la consommation du cannabis et autres substances, 2019.
- 41 Ibid.
- 42 Entretien avec un chef traditionnel déplacé, Mora, 16 juillet 2025.
- 43 Justin Scheck, *Tramadol: The opioid crisis for the rest of the world*, *The Wall Street Journal*, 19 octobre 2016, <https://www.wsj.com/articles/tramadol-the-opioid-crisis-for-the-rest-of-the-world-1476887401?fbclid=IwAR2Hwh0FDC4QcXWeTmL3agnRIPcOJ67P0YvOPWrvvWNNXOYNWNzm7ySoGu8>.
- 44 Nnanga Jeanne Flore et al, *Floristic diversity and regeneration of wild edible fruit species in the Reserve of Moutourwa and its surroundings (Far-North Cameroon)*, *Journal of Ecology and the Natural Environment*. no 14, 2022, pp. 64-76.
- 45 Souvik Kusari et al, *Synthetic origin of tramadol in the environment*, *Angewandte Chemie (International ed. in English)*. no 55, 2016, pp. 240-243.
- 46 Entretien avec un élu local de la région de l'Extrême-Nord, Yaoundé, 29 juillet 2025.
- 47 Remadji Hoinathy, Le trafic illicite de stupéfiants au Tchad contribue à l'instabilité régionale, *ISS Today*, 25 août 2020.

- 48 Des hauts responsables de services de renseignement tchadiens, dont deux généraux et un colonel, ont été condamnés pour leur implication dans un réseau de trafic de tramadol en juillet 2020. Quelques mois, plus tôt, en juillet 2019, des responsables du ministère tchadien des affaires étrangères avaient été arrêtés à Cotonou pour leur implication dans un réseau d'import de tramadol depuis l'Inde. En janvier 2020, 47 kg de tramadol, d'une valeur de 12,3 milliards de francs CFA (soit 18,8 millions d'euros), ont été saisis au Tchad. Cette cargaison provenait d'Inde, transitait via Douala et était destinée au marché libyen. Remadji Hoinathy, Le trafic illicite de stupéfiants au Tchad contribue à l'instabilité régionale, ISS, 25 août 2020, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-traffic-illicite-de-stupefiants-au-tchad-contribue-a-linsecurite-regionale>.
- 49 Entretien avec un officier de l'armée camerounaise, Garoua, 14 juillet 2025
- 50 Entretien avec un officier supérieur de l'armée camerounaise, 30 juillet 2025.
- 51 Emmanuel Saint-Fuscien, « La force de tenir : frères d'armes, sociabilités combattantes et groupes primaires » in B. Cabanes (dir.) *Une histoire de la Guerre du XIXe siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2018, p. 389.
- 52 RFI, Cameroun : des soldats accusés de rébellion attendent d'être fixé sur leur sort, 8 juin 2017, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20170608-cameroun-soldats-accuses-rebellion-attendent-etre-fixe-leur-sort>.
- 53 Sources militaires diverses.
- 54 L'existence de mécanismes informels de transfert d'argent dans les espaces frontaliers est intimement liée à la spécificité de ces territoires. Même les institutions bancaires présentes à ce niveau ont un marché bancaire atypique. C'est le refus de prendre en compte cette spécificité du marché bancaire des espaces frontaliers qui est à l'origine de l'essor des mécanismes informels de transfert d'argent. Pour un virement de Kousséri vers le Nigéria, à quelques kilomètres, le transfert doit se faire via le système Swift car ce pays voisin n'est pas dans la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale et ne peut bénéficier des mécanismes de télécompensation entre les banques de la sous-région. Lire à ce sujet : Oluwole Ojewale et Raoul Sumo Tayo, Évolution et fonctionnement des systèmes informels de transfert de fonds dans le bassin du lac Tchad, Rapport de recherche, ENACT, novembre 2025, <https://enactafrica.org/research/research-papers/evolution-et-fonctionnement-des-systemes-informels-de-transfert-de-fonds-dans-le-bassin-du-lac-tchad>.
- 55 Entretien collectif avec des commerçants, Maroua, juillet 2025.
- 56 Groupes de travail sur les *hawaladars*, Maroua, Mora, Amchidé et Kousséri, juillet 2025.
- 57 Entretien avec un opérateur *hawala*, Kousséri, 5 juin 2025.
- 58 Entretien avec opérateur *hawala*, Kousséri, 5 juin 2025.
- 59 Groupe de travail sur les *hawaladars*, Maroua, 15 mai 2025.
- 60 Entretiens divers, Maroua, Kousséri et Mora, juillet 2025.
- 61 Entretien avec un banquier, Kousséri, juillet 2025.
- 62 Entretien avec un banquier, Maroua Jeudi, 5 juin 2025.
- 63 Entretien avec un élu local de la Région de l'Extrême-Nord, Yaoundé, 29 juillet 2025.
- 64 Scott MacEachern, *Boko Haram, Bandits and Slave-Raiders: Identities and Violence in a Central African Borderland*, *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne Des Études Africaines* 54 (2), 2020, p. 9.
- 65 Selon Jason Rock, une rançon de 3,14 millions de dollars aurait été versée pour la libération des Moulin-Fournier, une famille française de 7 personnes, dont 3 adultes. Ils avaient été enlevés le mardi 19 février 2013 aux environs de 9 heures à Sabongari, à 7 km au nord de Dabanga sur la route nationale n°1 qui, à ce niveau, longe la frontière avec le Nigéria. Lire à ce sujet : Jason L. Rock, *The Funding of Boko Haram and Nigeria's Actions to Stop It*, Mémoire de Master de sciences de la défense, Naval Postgraduate School, Monterey, California, décembre 2016.
- 66 La nuit du 16 au 17 mai 2014, des djihadistes ont attaqué la ville de Waza et plus précisément la base de vie de la compagnie SinoHydro, qui construisait la route Mora-Dabanga-Kousséri. Un civil chinois a été tué et 10 autres ont été enlevés par les assaillants.
- 67 Christian Seignobos, *Boko Haram : innovations guerrières depuis les monts Mandara : Cosaquerie motorisée et islamisation forcée*, *Afrique contemporaine*, 2014/4 n° 252, 2014, p. 160.
- 68 Entretien avec un officier de gendarmerie, 15 juillet 2025.
- 69 Entretien avec un élu local de la région de l'Extrême-Nord, Yaoundé, 25 juillet 2025.
- 70 World Bank Group, *La crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun : Évaluation de l'impact économique et social*, 2021, <https://documents.worldbank.org/curated/en/162221628489637305/pdf/La-Crise-Sociopolitique-dans-les-Regions-du-Nord-Ouest-et-du-Sud-Ouest-du-Cameroun-Evaluation-de-l-Impact-Economique-et-Social.pdf>.
- 71 Leon Koungou, L'Ambazonie : l'« État » catalyseur du mal-être de l'anglophone au Cameroun, *Revue Défense Nationale*, 809(4), pp. 101-106, 2028, <https://doi.org/10.3917/rdna.809.0101>.
- 72 Parfait Djella Youndje, « Le dispositif contre-insurrectionnel des régions du Nord-ouest et Sud-ouest du Cameroun », mémoire de Master en Études internationales et stratégiques, Université de Maroua, 2025, p. 57.
- 73 Crisis Group, Crise anglophone au Cameroun : Comment arriver aux pourparlers, *Rapport Afrique*, n° 272, mai 2019, p. 2.
- 74 Ladd Serwat et Eleanor Beevor, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest :

- Séparatistes anglophones, Rapport GI-TOC/ACLED, septembre 2024, p. 3, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa/>.
- 75 Sources militaires diverses.
- 76 Entretiens divers avec des responsables des forces de défense et de sécurité, ainsi que d'anciens combattants indépendantistes, Yaoundé, Buea, Limbé, mai, juin et juillet 2025.
- 77 Crisis Group, Crise anglophone au Cameroun : Comment arriver aux pourparlers, *Rapport Afrique*, n° 272, mai 2019.
- 78 Ibid.
- 79 Entretiens collectifs avec des officiers camerounais, Jabane, July 2025.
- 80 Entretien avec un officier supérieur, 23 juin 2025.
- 81 Sources militaires diverses.
- 82 Les groupes recevaient des financements extérieurs de la diaspora via des plateformes de transferts d'argent. Ces mécanismes permettent également de recevoir les rançons. Le mécanisme de *hawala* est également mobilisé pour recevoir des financements extérieurs. Ladd Serwat et Eleanor Beevor, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest : Séparatistes anglophones, Rapport GI-TOC/ACLED, septembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa/>.
- 83 Cette baisse est liée aux mesures prises par les autorités camerounaises et aux luttes intestines entre les différentes franges de la mouvance indépendantiste anglophone. Lire à ce sujet : Ladd Serwat et Eleanor Beevor, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest : Séparatistes anglophones, Rapport GI-TOC/ACLED, septembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa/>.
- 84 Human Rights Watch, « Ces meurtres peuvent être arrêtés » : Exactions commises par le gouvernement et les groupes séparatistes dans les régions anglophones du Cameroun, 2018, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/cameroon0718_web2.pdf.
- 85 Human Rights Watch, Cameroun : Exactions des séparatistes dans les régions anglophones, 27 juin 2022, <https://www.hrw.org/fr/news/2022/06/27/cameroon-exactions-des-separatistes-dans-les-regions-anglophones>.
- 86 Sources militaires diverses.
- 87 Fanta Dada Petel et Thierry Vircoulon, Les Peuls Mbororo dans le conflit anglophone : des luttes foncières locales au conflit régional, *Notes de l'Ifri*, Ifri, juin 2022.
- 88 Ibid.
- 89 Entretien avec un ancien otage, Bafoussam, septembre 2025.
- 90 Journal du Cameroun, Cameroun : le député Abe Michael Ndra enlevé et exécuté, 23 octobre 2025, <https://fr.journalducameroun.com/cameroun-le-depute-abe-michael-ndra-enleve-et-execute>.
- 91 Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Annual Report 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/annual-report-2023/>.
- 92 Célestin Delanga, *Ransom kidnappings challenge North Cameroon*, *ISS Today*, 11 décembre 2023.
- 93 Global Initiative Against Transnational Organized Crime, Écueils lors de la réponse aux chaînes d'approvisionnement des groupes armés : leçons tirées du Cameroun et du Sahel, Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, Bulletin de risque numéro 10, janvier 2024, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-010/fr/index.html>.
- 94 Oluwole Ojewale et Raoul Sumo, *Cattle rustling in the border regions of Cameroon and Chad*, Institut d'études de sécurité, 2025, <https://enactafrica.org/research/research-papers/cattle-rustling-in-the-border-regions-of-cameroon-and-chad>.
- 95 Entretien à Nkambe dans le Nord-Ouest du Cameroun, juillet 2025.
- 96 Entretiens à Buea et Bamenda, juillet-août 2025.
- 97 Entretiens à Magba et Bafoussam, septembre 2025.
- 98 Investir au Cameroun, Au Cameroun, la cybercriminalité fait perdre 12,2 milliards de FCFA à l'économie en 2021 (Antic), 7 mars 2022, <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/0703-17600-au-cameroun-la-cybercriminalite-fait-perdre-12-2-milliards-de-fcfa-a-l-economie-en-2021-antic>.
- 99 Entretien à Buea, août 2025.
- 100 *Le Monde*, Ambacoin, la cryptomonnaie pour les séparatistes camerounais, 15 décembre 2018, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/14/ambacoin-une-cryptomonnaie-pour-les-separatistes-au-cameroun_5397673_3212.html.
- 101 Voir <https://ambacoin.io/>.
- 102 Cynthia Petrigh, Le conflit anglophone au Cameroun. Un dialogue sans partenaires, Institut français des relations internationales, octobre 2019, <https://www.ifri.org/fr/notes/le-conflit-anglophone-au-cameroun-un-dialogue-sans-partenaires>.
- 103 Investir au Cameroun, Au Cameroun, la cybercriminalité fait perdre 12,2 milliards de FCFA à l'économie en 2021 (Antic), 7 mars 2022, <https://www.investiraucameroun.com/gestion-publique/0703-17600-au-cameroun-la-cybercriminalite-fait-perdre-12-2-milliards-de-fcfa-a-l-economie-en-2021-antic>.
- 104 Cameroon News Agency, *Cybercrime: Cameroon lost over CFA 1 billion to online scams in 2025*, 20 décembre 2025, <https://cameroonnewsagency.com/cybercrime-cameroon-lost-over-cfa-1-billion-to-online-scams-in-2025/>.
- 105 LTC Jyri Raitasalo, Maîtriser la guerre dite « hybride ». *Air University, Forces Aériennes des États-Unis Air & Space Power Journal - Afrique et Francophonie*, 3e trimestre 2017.

- 106 Entretiens individuels et collectifs avec des officiers de police et de gendarmerie, Bamenda, Limbé, juin 2025.
- 107 CSEA, *Informal Trade and Border Economies in Cameroon's Anglophone Regions*, 2021.
- 108 Institut national de la statistique, Commerce transfrontalier informel en 2024, août 2025, https://ins-cameroun.cm/wp-content/uploads/2025/12/Commerce-transfrontalier-en-2024_FR_Edite-1.pdf.
- 109 Entretien avec un officier de la marine camerounaise, juillet 2025. Cette information a été confirmée lors de discussions de groupes de discussion avec des soldats à Jabane.
- 110 Ladd Serwat et Eleanor Beevor, Groupes armés non étatiques et économies illicites en Afrique de l'Ouest : Séparatistes anglophones, Rapport GI-TOC/ACLED, septembre 2024, <https://globalinitiative.net/analysis/non-state-armed-groups-illicit-economies-west-africa/>.
- 111 Human Rights Watch, *Cameroon's Anglophone crisis: Economic exploitation and civilian harm*, 2022.
- 112 Investir au Cameroun, Cacao : le Cameroun interdit les exportations vers le Nigeria, accusé de siphonner la production du Sud-Ouest, 14 June 2023, <https://www.investiraucameroun.com/agriculture/1406-19491-cacao-le-cameroun-interdit-les-exportations-vers-le-nigeria-accuse-de-siphonner-la-production-du-sud-ouest>.
- 113 Sources militaires diverses.
- 114 RFI, Fraude au cacao entre le Cameroun et le Nigeria, 22 juin 2023, <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/chronique-des-mati%C3%A8res-premi%C3%A8res/20230621-fraude-au-cacao-entre-le-cameroun-et-le-nigeria>.
- 115 ONUDC, *Global Study on Firearms Trafficking*, 2020.
- 116 Sources militaires diverses.
- 117 U.S. Immigration and Customs Enforcement, *HSI Baltimore investigation leads to 5-year sentence for Maryland man who attempted to smuggle firearms to separatists in Cameroon*, 6 avril 2023, <https://www.ice.gov/news/releases/hsi-baltimore-investigation-leads-5-year-sentence-maryland-man-who-attempted-smuggle>.
- 118 United States Attorney's Office, *Two conspirators sentenced to almost four years in federal prison for illegally exporting firearms, ammunition, and military-type items to Nigeria to assist separatists fighting against the Government of Cameroon*, 21 avril 2023, <https://www.justice.gov/usao-md/pr/two-conspirators-sentenced-almost-four-years-federal-prison-illegally-exporting-firearms>.
- 119 ONUDC, *Global Study on Firearms Trafficking*, 2020.
- 120 Voir <https://www.parks.it/world/CM/Findex.html>.
- 121 Aminateh Nkemngu, *Civil conflict in Cameroon puts endangered chimpanzees in the crosshairs*, Mongabay, 15 mars 2022, <https://news.mongabay.com/2022/03/civil-conflict-in-cameroon-puts-endangered-chimpanzees-in-the-crosshairs>.
- 122 Shuimo Trust, *Meet Cameroon's undercover conservationists*, 17 mai 2023, <https://africanarguments.org/2023/05/cameroon-undercover-conservation-anglophone-crisis>.
- 123 Save the Elephants, *Environmentalists express fear over future of endangered species as population invade forests*, <https://savetheelephants.org/news/cameroon-anglophone-crisis-environmentalists-express-fear-over-future-of-endangered-species-as-population-invade-forests>.
- 124 INTERPOL, *Illegal gold mining in Central Africa*, 2021.
- 125 Forest Trends, *Timber Legality Risk Dashboard: Cameroon*, octobre 2024.
- 126 Voir <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/CC.ES.T>.
- 127 Voir <https://www.transparency.org/en/cpi/2023>.
- 128 Voir <https://ocindex.net/>.
- 129 Eclipse d'Afrique, Centrafrique : Les Forces Armées Centrafricaines et l'appui des alliés russes, 29 janvier 2026, <https://eclipseafrique.com/2026/01/centrafrique-les-forces-armees-centrafricaines-et-lappui-des-allies-russes/>.
- 130 MINUSCA, La MINUSCA continue son appui aux forces de défense et de sécurité centrafricaine dans le Haut-Mbomou, 20 septembre 2023, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/la-minusca-continue-son-appui-aux-forces-de-defense-et-de-securite-centrafricaine-dans-le-haut-mbomou>.
- 131 Romain Esmenjaud, République centrafricaine : une stabilisation toujours précaire, ISS 2025, <https://issafrica.org/fr/recherches/rapport-sur-lafrique-centrale/republique-centrafricaine-une-stabilisation-toujours-precaire>.
- 132 Flora Claudie Zoungou Ngoualessou, Impact de l'exploitation artisanale de diamant sur les activités agricoles dans la mambere-kadei, Mémoire de maîtrise en sciences économiques, Université de Bangui, 2012.
- 133 Patrick Love Guemeni Nganguim, « Opérer en contexte d'insécurité : mesures de prévention et de mitigation des acteurs humanitaires à l'Est du Cameroun », Mémoire de Master professionnel en paix et sécurité, Université de Maroua, 2024.
- 134 Entretiens téléphoniques avec un officier de police et une autorité administrative, novembre 2025.
- 135 Djoubeirou, « Dynamique de financement des mouvements politico-militaires au Tchad et en République Centrafricaine de 1966 à 2013 », Thèse de doctorat en histoire, Université de Maroua, 2024.
- 136 Ibid.
- 137 D'autres écrivent *jarguina*, *zargina*, *zarguina* ou *zaraguina*.
- 138 Jean Boutrais, « Chapitre 10. Vaches de temps de paix, vaches de temps de guerre (Adamaoua camerounais, Centrafrique) ». *Conflicts et violences dans le bassin du lac Tchad*, édité par Emmanuel Chauvin et al., IRD Éditions, 2020, p. 173–196
- 139 International Crisis Group, *Afrique Centrale, les défis sécuritaires du pastoralisme*, 2014, <https://www>.

- crisisgroup.org/fr/rpt/africa/central-africa/215-afrique-centrale-les-defis-securitaires-du-pastoralisme.
- 140 Djoubeirou, « Dynamique de financement des mouvements politico-militaires au Tchad et en République Centrafricaine de 1966 à 2013 », Thèse de doctorat en histoire, Université de Maroua, 2024.
- 141 Saïbou Issa, Les mutations polémologiques du banditisme transfrontalier en Afrique centrale. *Enjeux, Bulletin d'analyses géopolitiques pour l'Afrique centrale*, numéro 33, octobre- décembre 2007, p. 13.
- 142 Saïbou Issa, Interview à *Cameroon-Tribune*, n° 9515/5716 du mardi 12 janvier 2010.
- 143 Christian Seignobos, Le pulaaku, ultime recours contre les coupeurs de route. Province du Nord au Cameroun, *Afrique contemporaine*, vol. 240, no 4, 2011, p. 13.
- 144 Célestin Delanga, Le nord Cameroun à l'épreuve des enlèvements contre rançon, ISS Today, 2023, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-nord-cameroun-a-lepreuve-des-enlevements-contre-rancon>.
- 145 Saïbou Issa, *La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier*, *Polis, Revue Camerounaise de sciences politiques*, 13(12), 2007, pp. 119146
- 146 Christian Seignobos, Le phénomène zargina dans le nord du Cameroun : Coupeurs de route et prises d'otages, la crise des sociétés pastorales mbororo, *Afrique Contemporaine*, (no 239), 2011, pp. 35–59.
- 147 Entretien à Bertoua, juillet 2025.
- 148 Ibid.
- 149 Ibid.
- 150 Alim Bakari Yaya, Le vol de bétail transfrontalier dans les marges de l'Adamaoua avec le Nigeria, HAL Science, 2024, <https://shs.hal.science/halshs-04597446/document>.
- 151 Eric Voundi, Extractivisme minier dans l'Est-Cameroun et controverses socio-environnementales : quelles perspectives pour un développement paisible des communautés locales ?, *Belgeo*, 2021, <http://journals.openedition.org/belgeo/48699>.
- 152 Entretien à Bertoua, 15 juillet 2025.
- 153 Entretiens à Bertoua, 14 juillet 2025.
- 154 Eric Voundi et Mesmin Tchindjang, La forêt dans les territoires miniers du Cameroun oriental : controverses entre exploitation et préservation, *Cahiers de géographie du Québec*, 67 (187), 2022, 55–70, <https://doi.org/10.7202/1112469ar>.
- 155 Entretien à Meiganga, juillet 2025.
- 156 Entretien avec un officier de police, Bertoua, 5 mars 2023.
- 157 Saïbou Issa, « Conflits et problèmes de sécurité aux abords du lac Tchad. Dimension historique (XVIe-XXe siècle) », thèse de doctorat en histoire, Université de Yaoundé 1, 2000, p. 113.
- 158 Claude Abé, Pratique et productivité de la criminalité transfrontalière en Afrique centrale : l'exemple des Zargina, 2003, <https://journals.openedition.org/apad/201>.
- 159 Jean Boutrais, « Chapitre 10. Vaches de temps de paix, vaches de temps de guerre (Adamaoua camerounais, Centrafrique) ». *Conflits et violences dans le bassin du lac Tchad*, édité par Emmanuel Chauvin et al., IRD Éditions, 2020.
- 160 Sylvain Baizoumi Wambae, Les mécanismes endogènes de prévention et de répression des crimes pastoraux au Nord-Cameroun, *ADILAAKU. Droit, politique et société en Afrique*, 2(2), 2022, p. 105.
- 161 Alim Bakari Yaya, Le vol de bétail transfrontalier dans les marges de l'Adamaoua avec le Nigeria, HAL Science, 2024, <https://shs.hal.science/halshs-04597446/document>.
- 162 Christian Seignobos, Le pulaaku, ultime recours contre les coupeurs de route. Province du Nord au Cameroun, *Afrique contemporaine*, vol. 240, no. 4, 2011, p. 16.
- 163 Entretien à Garoua Boulai, décembre 2025.
- 164 Alim Bakari Yaya, Le vol de bétail transfrontalier dans les marges de l'Adamaoua avec le Nigeria, HAL Science, 2024, <https://shs.hal.science/halshs-04597446/document>.
- 165 Rapport sur l'insécurité pastorale, à venir.
- 166 Alim Bakari Yaya, Le vol de bétail transfrontalier dans les marges de l'Adamaoua avec le Nigeria, HAL Science, 2024, <https://shs.hal.science/halshs-04597446/document>.
- 167 International Crisis Group, 2021.
- 168 Rapport sur l'insécurité pastorale, à venir.
- 169 Entretien à Bertoua, juillet 2025.
- 170 Saïbou Issa, *La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier*, *Polis, Revue Camerounaise de sciences politiques*, 13(12), 2007, pp. 119146
- 171 Fanta Dada Petel et Thierry Vircoulon, Les Peuls Mbororo du Nord-Cameroun : Insécurité d'une société pastorale et limites d'une réponse sécuritaire hybride, *Institute français des relations internationales*, octobre 2021, <https://www.ifri.org/fr/notes/les-peuls-mbororo-du-nord-cameroun-insecurites-dune-societe-pastorale-et-limites-dune-reponse>.
- 172 Saïbou Issa, *La prise d'otages aux confins du Cameroun, de la Centrafrique et du Tchad : une nouvelle modalité du banditisme transfrontalier*, *Polis, Revue Camerounaise de sciences politiques*, 13(12), 2007.
- 173 Entretien à Meiganga, 23 juillet 2025.
- 174 Entretien à Bertoua, juillet 2025.
- 175 Association pour le développement social et culturel des Mbororo.
- 176 Christian Happi, Yaoundé : un autre élève enlevé, ses ravisseurs demandent une rançon pour le libérer, *ActuCameroon*, 30 novembre 2023, <https://actucameroon.com/2023/11/30/yaounde-un-autre-eleve-enleve-ses-ravisseurs-demandent-une-rancon-pour-le-liberer/>.

- 177 Eric Voundi et Mesmin Tchindjang, La forêt dans les territoires miniers du Cameroun oriental : controverses entre exploitation et préservation, *Cahiers de géographie du Québec*, 67 (187), 2022, 55–70, <https://doi.org/10.7202/1112469ar>.
- 178 ONUDC, Compilation d'outils pour l'analyse de la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts, 2012.
- 179 Ibid.
- 180 Entretiens à Bertoua, juillet 2025.
- 181 Amina Malloum, Cameroun : les pertes fiscales liées aux exportations illégales d'or pourraient atteindre 165 milliards de francs CFA, Investir au Cameroun, <https://www.investiraucameroun.com/mines/1512-22883-cameroun-les-pertes-fiscales-liees-aux-exportations-illegales-d-or-pourraient-atteindre-165-milliards-de-fcfa>.
- 182 Entretien à Bertoua 14 juillet 2025.
- 183 Rapport sur les filières or et diamant au Cameroun, PRECASEM, 2021.
- 184 Ibid.
- 185 Entretiens à Bertoua, juillet 2025.
- 186 Initiative pour la transparence dans les industries extractives du Cameroun, Rapport ITIE 2023, décembre 2025, <https://eiticameroun.org/download/rapport-itie-cameroun-2023-pdf/?tmstv=1771318930>.
- 187 Ken Matthysen et Iain Clarkson, L'or et les diamants de la République Centrafricaine, Le secteur minier et les problèmes sociaux, économiques et environnementaux y afférents, International Peace Information Service, 2013.
- 188 Entretiens à Bertoua, juillet 2025.
- 189 Célestin Delanga, Le nord du Cameroun au centre du trafic transfrontalier d'armes, *ISS Today*, 27 février 2024, <https://issafrica.org/fr/iss-today/le-nord-du-cameroun-au-centre-du-traffic-transfrontalier-darmes>.
- 190 Nelson Alusala, Trafic d'armes légères au Sahel : le rôle des villes tri-frontalières, Institut d'études de sécurité, 2023, <https://issafrica.org/fr/recherches/livres-et-autres-publications/trafic-darmes-legeres-au-sahel-le-role-des-villes-trifrontalieres>.
- 191 Entretiens à Bertoua, juillet 2025.



L'Institut d'études de sécurité (ISS) établit des partenariats afin de développer les connaissances et les compétences nécessaires pour assurer l'avenir de l'Afrique. L'ISS est une organisation africaine à but non lucratif disposant de bureaux en Afrique du Sud, au Kenya, en Éthiopie et au Sénégal. Grâce à ses réseaux et à son influence, l'ISS fournit des recherches politiques fiables et opportunes, ainsi que des formations pratiques et une assistance technique aux gouvernements et à la société civile.

issafrica.org



The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international rassemblant plus de 700 experts à travers le monde. La GI-TOC fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive de lutte contre la criminalité organisée.

globalinitiative.net

